

Niveau(x) d'enseignement: 4
Centre d'intérêt: 777

Numéro EDUG: 9370332

A la découverte des institutions parlementaires du Québec : document pédagogique adapté au programme d'histoire du Québec et du Canada / [réalisé par la Direction générale du Bicentenaire des institutions parlementaires du Québec en collaboration avec le Ministère de l'éducation du Québec]. -- [Québec] Assemblée nationale : Le Ministère, 1992.

164 p. : ill. (certaines en coul.) ; cartes : 28 cm.

Bibliogr. : p. 163

ISBN 2-550-26499-1

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province). Direction générale du Bicentenaire des institutions parlementaires du Québec * Québec (Province). Ministère de l'éducation

Descripteur(s): Histoire du Québec * Histoire du Canada * Cahier d'exercices * Activité d'apprentissage * Secondaire (Ordre d'enseignement)

Identificateur(s) de nom: Québec (Province)

Identificateur(s) de sujet: Institution parlementaire

Destiné aux élèves de 4e secondaire et intégré au programme d'histoire du Québec et du Canada, ce document rappelle les étapes importantes de notre histoire politique depuis 200 ans. Il vise à amener l'élève à approfondir les contenus notionnels relatifs au système parlementaire en lien avec le programme d'études et à fournir à l'enseignant des activités de soutien en lien avec les objectifs du programme qui traitent des institutions parlementaires du Québec. Le document est divisé en trois parties. La première, "de la monarchie absolue au parlementarisme", met en évidence les effets de chacune des constitutions du Québec sur son territoire et sur sa structure politique. La deuxième partie, "les grands moments de l'histoire des forces politiques au Québec", retrace la formation et l'évolution des principaux partis politiques du Québec. La troisième partie traite des institutions parlementaires actuelles et amène les élèves à différencier les concepts de gouvernement et de Parlement et les familiarise avec les trois pouvoirs de l'Etat. Une simulation de l'Assemblée nationale est présentée de façon à faire vivre aux élèves, d'une façon concrète, les responsabilités du parlementaire.

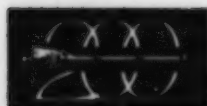
Type de document:

À LA DÉCOUVERTE

DES INSTITUTIONS
PARLEMENTAIRES
DU QUÉBEC

Document pédagogique
adapté au programme
d'Histoire du Québec
et du Canada





Le centre des institutions
parlementaires du Québec



À LA DÉCOUVERTE

DES INSTITUTIONS
PARLEMENTAIRES
DU QUÉBEC

CENTRE DE DOCUMENTATION COLLÉGIALE
1111, rue Lapierre
SASALLE (Québec)
PRIN 2J4

Document pédagogique
adapté au programme
d'histoire du Québec
et du Canada



51849

L'ÉQUIPE DE RÉALISATION

Cette publication a été réalisée par la Direction générale du Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec en collaboration avec le ministère de l'Éducation du Québec.

Coordination

Robert Tremblay,
Direction générale du Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec

Opérations

Chantal Lainez,
Gisèle Giguère,
Direction générale du Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec

Conception pédagogique

Louise Lepage enr.

Consultation

Rodrigue Samuël, professeur d'histoire
Collège Saint-Charles-Garnier

Recherche et rédaction du texte historique de la deuxième partie

Real Belanger, professeur d'histoire
Université Laval

Conception et réalisation des cartes historiques

Claude Bouchard et l'équipe du Septentrion

Révision historique, documents d'accompagnement et iconographie

Yves Beaufregard,
Direction générale du Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec

Révision linguistique

Suzanne Deschênes, réviseuse
Michelle Bourbonnau,
Direction générale du Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec

Conception graphique

Graphikel inc.

Illustrations de la couverture

Lise Mary

Impression

Les impressions Piché inc.

Collaboration spéciale

Marius Langlois,
Direction de la formation générale des jeunes, ministère de l'Éducation du Québec

Nous tenons à remercier monsieur Laurent Demers,
professeur d'histoire à l'école des Usulines de Québec,
de sa généreuse collaboration à cet ouvrage.

Cette publication a été rendue possible
grâce à la contribution financière de

Bell

© Assemblée nationale
Dépôt légal - 1^{er} trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
[ISBN 2-550-26499-1]

PRÉFACE

L'Assemblée nationale souligne, en 1992, le Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec. L'objectif principal de cette commémoration est de renseigner la population et particulièrement les étudiants sur les événements historiques qui ont façonné la Démocratie au Québec.

La Direction générale du Bicentenaire, créée à cette fin par l'Assemblée, a reçu le mandat de réaliser différentes activités à caractère culturel et pédagogique. Ces activités mettent en relief les quatre temps forts de ces événements historiques, à savoir : l'Adoption et la Sanction royale, la proclamation de l'Acte constitutionnel de 1791, les premières élections et la première séance de la Chambre d'Assemblée, en 1792.

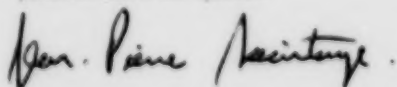
La Direction générale du Bicentenaire, de concert avec le ministère de l'Éducation du Québec, a élaboré des outils pédagogiques qui utilisent des approches nouvelles et dynamiques dans le but de sensibiliser la jeunesse étudiante à l'origine et à l'évolution de nos Institutions parlementaires. Les élèves de 4^e secondaire ont déjà à leur disposition un recueil de huit dramatiques intitulé « **Faites votre histoire en théâtre !** ». Les établissements d'enseignement peuvent se renseigner sur l'avènement du parlementarisme grâce à l'ouvrage intitulé « **1791-1792 La démocratie naissante au Québec** ».

La Direction générale du Bicentenaire a également réalisé le tournoi « **Jeunes démocrates** » destiné aux élèves de 4^e et 5^e secondaire et du collégial. Cette activité a permis à notre jeunesse d'apprécier la richesse de nos racines politiques, élément essentiel pour mieux saisir et comprendre le présent.

L'ouvrage « **À la découverte des Institutions parlementaires du Québec** », destiné aux élèves de 4^e secondaire et intégré au programme d'Histoire du Québec et du Canada, remémore les étapes importantes de notre histoire politique depuis 200 ans. Ce document, divisé en trois parties, traite du passage de la monarchie absolue au parlementarisme, de la création et de l'histoire des grands moments des partis politiques et de nos Institutions parlementaires. Il comprend plusieurs activités dont une simulation d'une séance de l'Assemblée nationale qui permettra aux élèves de vivre d'une façon concrète les responsabilités du parlementaire.

Je tiens à rendre hommage à tous ceux et celles qui ont travaillé à la réalisation de ce document pédagogique. Je souhaite que cet ouvrage historique apporte aux élèves une plus grande connaissance du parlementarisme en même temps qu'il les prépare à leur rôle de citoyen.

Le Président de l'Assemblée nationale
et Président du Bicentenaire des Institutions
parlementaires du Québec



Jean-Pierre Saintonge

PRÉSENTATION

Dans le cadre du Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec, le ministère de l'Éducation est heureux de s'associer à l'Assemblée nationale dans la réalisation du document pédagogique « **À la découverte des Institutions parlementaires du Québec** ».

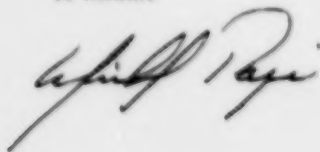
La première partie de cette publication met en évidence les effets de chacune des constitutions du Québec sur son territoire et sur sa structure politique. Les activités qui y sont proposées veulent amener les élèves à saisir l'évolution territoriale du Québec et l'évolution de ses Institutions parlementaires. La compréhension du présent est la préoccupation principale de cette partie.

La deuxième section de ce document retrace la formation et l'évolution des principaux partis politiques du Québec. Les activités qui y sont suggérées cherchent à amener les élèves à identifier les principaux acteurs et à cerner les enjeux majeurs de la scène politique québécoise depuis 1792.

La troisième partie de l'ouvrage traite des Institutions parlementaires actuelles. Les activités qu'on y retrouve veulent, entre autres, amener les élèves à différencier les concepts de gouvernement et de Parlement et à les familiariser davantage avec les trois pouvoirs de l'État.

Ce matériel pédagogique saura être avantageusement utilisé dans l'enseignement du programme d'études « Histoire du Québec et du Canada » de 4^e secondaire car il en rejoint les objectifs. Je souhaite que l'élève en soit le principal bénéficiaire.

Le ministre

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Michel Page', written in a cursive style.

Michel Page

TABLE DES MATIÈRES

OBJECTIFS DU DOCUMENT	9
------------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE	
DE LA MONARCHIE ABSOLUE AU PARLEMENTARISME	11
Activité d'apprentissage	12
La Nouvelle-France sous le gouvernement royal	15
Ensemble 1 Le gouvernement royal (1663-1760)	15
Ensemble 2 Les différents traités	19
Le Régime britannique : l'évolution du parlementarisme	35
Ensemble 3 La Proclamation royale (1763)	35
Ensemble 4 L'Acte de Québec (1774)	41
Ensemble 5 L'Acte constitutionnel de 1791	49
Ensemble 6 L'Acte d'Union (1840)	59
Ensemble 7 L'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867)	67
Ensemble 8 La Loi constitutionnelle de 1982 et l'Accord du Lac Meech (1987)	81
Fiche synthèse : Les grands événements : causes et conséquences	84

DEUXIÈME PARTIE	
LES GRANDS MOMENTS DE L'HISTOIRE DES FORCES POLITIQUES AU QUÉBEC	87
Activité d'apprentissage	88
Ensemble 1 La formation des groupes parlementaires et des partis politiques (1792-1840)	91
Ensemble 2 L'évolution des groupes parlementaires et des partis politiques (1840-1867)	95
Ensemble 3 Le fédéralisme canadien et le réalignment des partis politiques (1867-1960)	97
Ensemble 4 Les partis traditionnels et l'apparition de nouveaux partis (1960-1992)	101
Fiche synthèse : L'évolution des partis politiques québécois (1792-1992)	104

TROISIÈME PARTIE	
LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES DU QUÉBEC	107
Activité d'apprentissage	108
Ensemble 1 Les trois pouvoirs de l'État	111
Ensemble 2 L'organisation de l'Assemblée nationale	115
Ensemble 3 Les députés et les fonctions parlementaires	119
Ensemble 4 Le cheminement d'un projet de loi	127
Activité d'apprentissage	132
Guide de simulation d'une séance de l'Assemblée nationale	133

CORRIGÉS

Première partie	144
Deuxième partie	152
Troisième partie	154

ANNEXES

Présidents de l'Assemblée	156
Administrateurs de la Nouvelle-France	157
Gouverneurs en chef	158
Premiers ministres du Canada-Uni	159
Gouverneurs généraux du Canada	160
Lieutenants-gouverneurs du Québec	160
Premiers ministres du Canada	161
Premiers ministres du Québec	162

OBJECTIFS DU DOCUMENT

POUR L'ÉLÈVE

Approfondir les contenus notionnels relatifs au système parlementaire en lien avec le programme d'études d'Histoire du Québec et du Canada de 4^e secondaire (16-3660).

POUR L'ENSEIGNANT

Fournir des activités de soutien en lien avec les objectifs du programme qui traitent des Institutions parlementaires du Québec.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA MONARCHIE ABSOLUE AU PARLEMENTARISME



DE LA MONARCHIE ABSOLUE AU PARLEMENTARISME	11
Activité d'apprentissage	12
La Nouvelle-France sous le gouvernement royal	15
Ensemble 1 Le gouvernement royal (1663-1763)	15
Ensemble 2 Les différents traités	19
Le Régime britannique : l'évolution du parlementarisme	35
Ensemble 3 La Proclamation royale (1763)	35
Ensemble 4 L'Acte de Québec (1774)	41
Ensemble 5 L'Acte constitutionnel de 1791	49
Ensemble 6 L'Acte d'Union (1840)	59
Ensemble 7 L'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867)	67
Ensemble 8 La Loi constitutionnelle de 1982 et l'Accord du Lac Meech (1987)	81
Fiche synthèse : Les grands événements : causes et conséquences	84

DE LA MONARCHIE ABSOLUE AU PARLEMENTARISME

Activité d'apprentissage

DURÉE

- 1 période de 75 minutes ou
- 1 1/2 période de 50 ou 60 minutes.

OBJECTIFS

Expliquer les divers changements apportés

- aux différents traités et aux divers actes constitutionnels;
- aux limites territoriales depuis le gouvernement royal (1663) jusqu'à la Loi constitutionnelle de 1982;
- à la structure politique;

Distinguer les institutions politiques québécoises et canadiennes dont les membres sont élus ou nommés;

Expliquer les facteurs qui ont mené à l'adoption de chaque constitution.

MATÉRIEL REQUIS

Première partie :

- **De la monarchie absolue au parlementarisme**
- p. 11 à p. 84

Première équipe : Ensemble 1 –
Objet d'étude :

- **Le gouvernement royal (1663 – 1760)**
- p. 15 à p. 18

Deuxième équipe : Ensemble 2 –
Objet d'étude :

- **Les différents traités : Les traités de Ryswick (1697), d'Utrecht (1713) et de Paris (1763)**
- p. 19 à p. 33

Troisième équipe : Ensemble 3 –
Objet d'étude :

- **La Proclamation royale (1763)**
- p. 35 à p. 41

Quatrième équipe : Ensemble 4 –
Objet d'étude :

- **L'Acte de Québec (1774)**
- p. 43 à p. 48

Cinquième équipe : Ensemble 5 –
Objet d'étude :

- **L'Acte constitutionnel de 1791**
- p. 49 à p. 57

Sixième équipe : Ensemble 6 –
Objet d'étude :

- **L'Acte d'Union (1840)**
- p. 59 à p. 66

Septième équipe : Ensemble 7 –
Objet d'étude :

- **L'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867)**
- p. 67 à p. 79

Huitième équipe : Ensemble 8 –
Objet d'étude :

- **La Loi constitutionnelle de 1982 et l'Accord du Lac Meech (1987)**
- p. 81 à p. 83

Fiche synthèse
• p. 84

Acétates des 7 schémas

Acétates des 9 cartes

DÉROULEMENT

En groupe (10 minutes)

L'enseignant présente les objectifs de l'activité aux élèves. Il explique que cette activité leur permettra de répondre à la question suivante : « **Quelles ont été les principales étapes de l'évolution de la structure politique au Québec ?** »

À la fin de l'activité, les élèves devraient être en mesure de faire une synthèse relativement aux institutions politiques québécoises, depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours.

L'enseignant forme ensuite 8 équipes puis remet et explique, à chacune des équipes, le matériel décrit.

En équipe (30 minutes)

Les élèves lisent le texte qui leur est remis, remplissent les espaces libres dans le schéma et répondent aux questions de la fiche de travail. Ils préparent une présentation sur le document qui leur a été donné en s'assurant de faire ressortir les effets de ces événements sur le système politique et sur les limites du territoire.

En groupe (35 minutes)

Au moment de la mise en commun du travail des équipes, l'enseignant remet à chaque élève l'ensemble des schémas ainsi que la fiche synthèse – **Les grands événements : causes et conséquences** – afin que les élèves puissent les remplir au moment des diverses présentations.

L'enseignant remet un acetate du schéma à l'élève qui fait la présentation pour que celui-ci puisse le remplir pendant sa présentation.

Après chacune des présentations, l'enseignant complète les explications des élèves afin de bien faire ressortir les causes des changements et leurs conséquences sur les changements territoriaux et sur la structure politique.

Lorsque toutes les équipes ont fait leur présentation, l'enseignant pose au groupe la problématique initiale : « **Quelles ont été les principales étapes de l'évolution de la structure politique au Québec ?** » et il s'assure que la synthèse est bien comprise.



LE GOUVERNEMENT ROYAL (1663-1760)

PARTIE 1 ENSEMBLE 1

Introduction

En 1663, Louis XIV entreprend de relancer la colonisation française en Amérique. Il commence d'abord par effectuer une profonde réorganisation administrative. Il supprime la Compagnie des Cent-Associés et met en place des structures administratives identiques à celles des provinces françaises, et s'assure ainsi d'une plus grande autorité sur la Nouvelle-France.

LA NOUVELLE-FRANCE SOUS LE GOUVERNEMENT ROYAL

L'ADMINISTRATION DE LA COLONIE

À partir de 1663, la Nouvelle-France relève directement du roi de France qui nomme les dirigeants et possède un droit de veto sur toutes les décisions prises par ceux-ci. Le monarque détient tous les pouvoirs.

Le roi confie l'administration de la Nouvelle-France au ministre de la Marine qui assure le lien avec les dirigeants de la Nouvelle-France et le conseille sur les développements de la colonie.

La colonie de la Nouvelle-France fonctionne selon la Coutume de Paris. Elle est administrée par un Conseil souverain et dirigée par un gouverneur et un intendant, tous deux nommés par le roi.

Le gouverneur général

Le gouverneur général, nommé par le roi, représente celui-ci et détient l'autorité suprême dans la colonie. Il est entre autres responsable de l'organisation militaire et des relations extérieures avec les colonies anglaises et avec les nations amérindiennes. Il doit cependant agir en étroite collaboration avec l'intendant, deuxième personnage dans la hiérarchie de la colonie.



L'intendant

L'intendant, nommé par le roi, joue un rôle primordial dans l'administration de la colonie. Responsable de la police, il s'occupe de la concession des terres et de la voirie. Responsable des finances, il gère le budget de la colonie et de l'armée. Responsable de la justice, il préside, en présence du gouverneur, les séances du Conseil souverain, le plus haut tribunal de la colonie.



« Le Conseil souverain de la Nouvelle-France », œuvre du peintre Charles Huot, 1926-1930. Ce tableau orne la salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement.

Le Conseil souverain

Au début, le Conseil souverain comprend le gouverneur général, l'intendant, l'évêque et cinq conseillers nommés par le gouverneur. Il administre les affaires de la colonie qui est divisée en trois sous-gouvernements : Montréal, Québec et Trois-Rivières. Le Conseil souverain joue également le rôle de cour d'appel pour les cours de justice locales.

Le capitaine de milice

Enfin, dans chaque seigneurie, on retrouve le capitaine de milice choisi par le gouverneur. Le capitaine de milice veille à faire exécuter les directives du gouverneur et de l'intendant et est responsable d'organiser la milice sur une base locale. Il est également responsable de l'administration plus générale de la seigneurie, comme la voirie et la construction.

MONARCHIE ABSOLUE

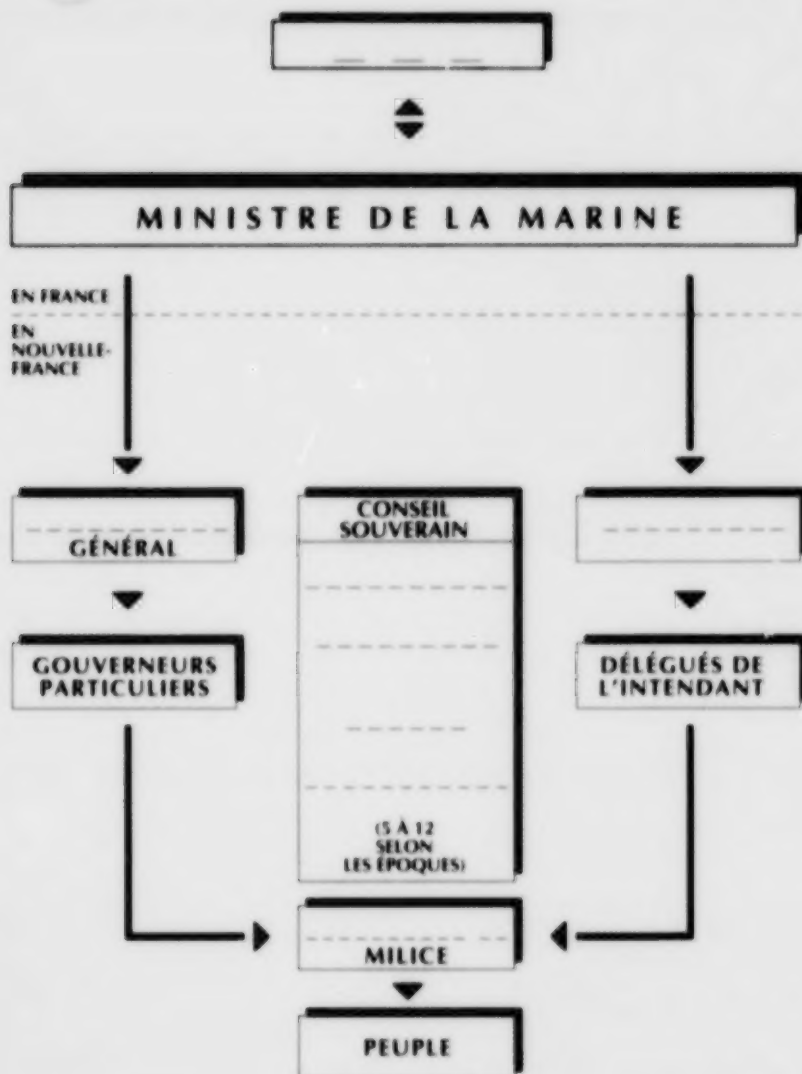
Le gouvernement royal demeurera en place jusqu'en 1760. Comme dans la métropole, toute autorité vient du roi et dépend de son bon vouloir : c'est le régime de la monarchie absolue. À cette époque, la démocratie est quasi inexistante. Les habitants ne peuvent élire leurs représentants. Le seul germe de la démocratie fut, semble-t-il, l'élection des marguilliers et celle des syndics.

Au cours de cette période, la Nouvelle-France connaît d'importants changements territoriaux à cause des conflits qui opposent l'Angleterre et la France tant en Europe qu'en Amérique.



LES INSTITUTIONS POLITIQUES DE LA NOUVELLE-FRANCE AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES (1663-1760)

PARTIE 1
ENSEMBLE 1
SCHÉMA





LE GOUVERNEMENT ROYAL (1663-1760)

PARTIE 1 ENSEMBLE 1 FICHE DE TRAVAIL

1. Que vous indiquent les flèches du schéma sur l'exercice du pouvoir politique en Nouvelle-France ?

2. Quels sont les organismes ou les personnages qui s'occupent des domaines suivants ?

- a) les relations extérieures et l'armée
- b) les finances
- c) les infractions à la loi

A	
B	
C	



LES DIFFÉRENTS TRAITÉS

PARTIE 1 ENSEMBLE 2

LE TRAITÉ DE RYSWICK (1697)

CHANGEMENTS TERRITORIAUX

Les colonisations française et anglaise ne se feront pas sans heurts. Les conflits qui opposent l'Angleterre et la France auront des répercussions majeures sur la Nouvelle-France. Les *traités de Ryswick et d'Utrecht* viendront modifier les territoires et, avec le *traité de Paris*, on assistera à la disparition totale de la Nouvelle-France à l'exception des îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

La guerre intercoloniale, qui coïncide avec la guerre de la ligue d'Augsbourg (1689 à 1697), opposera les Français et les Anglais dans la région de la baie d'Hudson. Pierre Le Moyne d'Iberville chasse les Anglais de cette région et s'empare des installations de pêche anglaises à Terre-Neuve. Les Anglais contre-attaquent. William Phipps s'empare de Port-Royal, mais il échoue devant Québec en 1690. D'Iberville s'empare de la baie d'Hudson, de l'Acadie et de Terre-Neuve. En 1697, la France et l'Angleterre signent le **traité de Ryswick** qui rétablit la situation telle qu'elle existait avant cette guerre.

Ainsi, Terre-Neuve redevient possession anglaise, alors que l'Acadie et la baie d'Hudson demeurent françaises.

Au lendemain du **traité de Ryswick**, la Nouvelle-France atteint son apogée sur le plan de l'expansion territoriale. Les frontières de la Nouvelle-France s'étendent de la baie d'Hudson jusqu'au-delà des Grands Lacs et du golfe du Mexique.



Medaille française soulignant la défaite de William Phipps devant Québec en 1690.



Medaille française soulignant la défaite de William Phipps devant Québec en 1690.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1
ENSEMBLE 2
TRAITÉ DE RYSWICK

TRAITE DE PAIX ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

Fait à Ryſwick, le 20 ſeptembre 1697.

Tiré du Corps Diplomatique, tome VII, partie II, page 399.

VII.

L'EDIT ſeigneur Roi Très-chretien fera remettre au ſeigneur Roi de la Grande-Bretagne, tous les pays, illes, fortereffes & colonies, en quelque lieu du monde qu'elles ſoient ſituées, que les Anglois poſſédoient avant que la préſente guerre fût déclarée; & pareillement ledit ſeigneur Roi de la Grande-Bretagne, reſtituera audit ſeigneur Roi Très-chretien tous les pays, illes, fortereffes & colonies, en quelque partie du monde qu'elles ſoient ſituées, que les François poſſédoient avant la déclaration de la préſente guerre; & cette reſtitution ſe fera de part & d'autre dans l'eſpace de fix mois, ou plus tôt même, ſ'il eſt poſſible; & pour cet effet aufſitôt après l'échange des ratifications du préſent Traité.

VIII.

ON eſt convenu qu'il ſera nommé de part & d'autre des Commiſſaires pour l'examen & jugement des droits & prétentions reciproques, que chacun deldits ſeigneurs Rois peut avoir ſur les places & lieux de la baye d'Hudſon, que les François ont pris pendant la dernière paix, & qui ont été repris par les Anglois depuis la préſente guerre, & doivent être remis au pouvoir de Sa Majette Très-chrétienne, en vertu de l'article précédent, comme auſſi que la capitulation accordée par les Anglois au Commandant du fort de Bourbon, lors de la dernière priſe qu'ils en ont faite le cinquième de ſeptembre 1696, ſera exécutée ſelon ſa forme & teneur; les effets dont y eſt fait mention, inceſſamment rendus & reſtitués, le Commandant & autres pris dans le Fort, inceſſamment remis en liberté, ſi fait n'a été; & les conteſtations qui pourroient reſter pour railon de l'exécution de ladite capitulation, enſemble de l'eſtimation de ceux deldits effets qui ne ſe trouveront plus en nature, ſeront jugées & décidées par leſdits Commiſſaires, qui auront pareillement pouvoir de traiter pour le règlement des limites & confins des pays cédés ou reſtitués de part & d'autre par ledit article précédent, & des échanges qui pourront ſ'y trouver être

à faire pour la convenance commune, tant de Sa Majesté Britannique, que de Sa Majesté Très-chrétienne; & à cet effet lefdits Commissaires qui seront nommés de part & d'autre, aussitôt après la ratification du présent Traité, s'assembleront à Londres dans trois mois, à compter du jour de ladite ratification, & feront tenus de terminer entièrement toutes lefdites difficultés dans fix mois du jour de leur première conférence; après quoi les points & articles dont ils feront demeurés d'accord, seront approuvés par ledit seigneur Roi de la Grande-Bretagne, & par ledit seigneur Roi Très-chrétien, pour avoir ensuite la même force & vigueur, & être exécutés de la même manière que s'ils étoient contenus & inférés de mot à mot dans le présent Traité.

FAIT à Ryfwick en Hollande, le vingt septembre mil six cens quatre-vingt-dix-sept.

(L.S.) N. LILLIEROOT.

(L.S.) DE PEMBROKE.

(L.S.) DE VILLIERS.

(L.S.) J. WILLIAMSON.

(L.S.) DE HARLAY BONNEUIL.

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) DE CALLIÈRES.

L'AMÉRIQUE DU NORD VERS 1700

Au lendemain du traité de Ryswick

PARTIE 1
ENSEMBLE 2



LE TRAITÉ D'UTRECHT (1713)

Bien que la France ait remporté une victoire en Amérique, elle subit cependant la défaite à l'occasion de la guerre de la Succession d'Espagne. Cette guerre se termine en 1713 par la signature du **traité d'Utrecht** par lequel la France cède à l'Angleterre la baie d'Hudson, Terre-Neuve et l'Acadie.

Après la signature du **traité d'Utrecht**, la France prend des mesures pour conserver le territoire de la Nouvelle-France qui couvre alors l'actuel territoire du Cap-Breton, du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario, de la vallée du Mississippi et de la Louisiane. Elle érige de nombreuses fortifications dont la forteresse de Louisbourg dans la région atlantique et le fort Niagara dans la région des Grands Lacs. De plus, elle effectue une percée dans l'Ouest par les explorations de La Vérendrye et ses fils. Peuplée d'à peine 20 000 habitants, la Nouvelle-France ne peut défendre un si vaste territoire contre la Nouvelle-Angleterre qui compte alors près d'un demi-million d'habitants.



En 1713, la France célèbre le traité d'Utrecht en faisant frapper cette médaille qui souligne une nouvelle période de paix avec l'Angleterre.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1 ENSEMBLE 2 TRAITÉ D'UTRECHT

T R A I T É D E P A I X E T D ' A M I T I E , *Entre Sa Majesté Très-chrétienne, & Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.*

Conclu à Utrecht le 11^e 22^e 1713.

Tire des Actes & Mémoires concernant la paix d'Utrecht, tom III, page 143. Tire du Corps diplomatique, tom VIII, partie I, page 312.

X.

LE Roi Très-chrétien restituera au Royaume & à la Reine de la Grande-Bretagne, pour les posséder en plein droit & à perpétuité, la Baie & le Détroit de Hudon, avec toutes les terres, mers, rivages, fleuves & lieux qui en dépendent & qui y sont situés, sans rien excepter de l'étendue dedites terres & mers possédés présentement par les François; le tout aussi-bien que tous les édifices & forts construits tant avant que depuis que les François s'en sont rendus maîtres, seront délivrés de bonne foi en leur entier, & en l'état où ils sont présentement, sans en rien démolir, avec toute l'artillerie, boulets, la quantité de poudre proportionnée à celle des boulets (si elle s'y trouve) & autres choses servant à l'artillerie, à ceux des sujets de la Reine de la Grande-Bretagne munis de ses commissions, pour les demander & recevoir dans l'espace de six mois à compter du jour de la ratification du présent Traité, ou plus tôt si faire se peut; à condition toutefois qu'il sera permis à la Compagnie de Quebec & à tous autres sujets quelconques du Roi Très-Chrétien, de se retirer dedites terres & détroit par terre ou par mer, avec tous leurs biens, marchandises, armes, meubles & effets de quelque nature ou espèce qu'ils soient, à la réserve de ce qui a été excepté ci-dessus. Quant aux limites entre la Baie de Hudon & les lieux appartenans à la France, on est convenu réciproquement qu'il sera nommé incessamment des Commissaires de part & d'autre, qui les détermineront dans le terme d'un an, & il ne sera pas permis aux sujets des deux Nations de passer dedites limites pour aller les uns aux autres, ni par mer, ni par terre: les mêmes Commissaires auront le pouvoir de régler pareillement les limites entre les autres colonies Françaises & Britanniques dans ces pays-là.

XII.

LE Roi Très-chrétien fera remettre à la Reine de la Grande-Bretagne, le jour de l'échange des ratifications du présent Traité de paix, des lettres & actes authentiques qui feront foi de la cession faite à perpétuité à la Reine & à la Couronne de la Grande-Bretagne de l'île de saint Christophe, que les Sujets de Sa Majesté Britannique posséderont désormais seuls, de la nouvelle Écotte, autrement dite Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes limites; comme aussi de la ville de Port-royal, maintenant appelée Annapolis-royale, & généralement de tout ce qui dépend dedites terres & îles de ce pays-là, avec la souveraineté, propriété, possession & tous droits acquis par Traité ou autrement, que le Roi Très-chrétien, la Couronne de France ou ses Sujets quelconques ont eus jusqu'à présent sur ledites îles, terres, lieux & leurs habitants, ainsi que le Roi Très-chrétien cède & transporte le tout à ladite Reine & à la Couronne de la Grande-Bretagne, & cela d'une manière & d'une forme si ample, qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux Sujets du Roi Très-chrétien d'exercer la pêche dans ledites mers, bayes & autres endroits à trente lieues près des côtes de la nouvelle Écotte, au sud-est en commençant depuis l'île appelée vulgairement de Sable inclusivement, & en tirant au sud-ouest.

XIII.

L'ISLE de Terre-neuve avec les îles adjacentes, appartiendra désormais & absolument à la Grande-Bretagne; & à cette fin le Roi Très-chrétien fera remettre à ceux qui le trouveront à ce commis en ce pays-là dans l'espace de sept mois, à compter du jour de l'échange des ratifications de ce Traité, ou plus tôt si faire se peut, la ville & le fort de Plaisance, & autres lieux que les François pourroient occuper ou posséder dans ladite île, sans que ledit Roi Très-chrétien, ses héritiers & successeurs ou quelques-uns de ses Sujets, puissent désormais prétendre quoique ce soit ou en quelque temps que ce soit sur ladite île & les îles adjacentes, en tout ou en partie: il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu ni d'y établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauds & cabanes nécessaires & utiles pour pêcher le poisson; ni aborder dans ladite île dans d'autre temps que celui qui est propre pour pêcher, & nécessaire pour sécher le poisson: dans laquelle île il ne sera pas permis auxdits Sujets de la France de pêcher & de sécher le poisson en aucune autre partie que depuis le lieu appelé Cap de Bonavista jusqu'à l'extrémité septentrionale de ladite île, & de là en suivant la partie occidentale jusqu'au lieu appelé Pointe-riche; mais l'île dite Cap-Breton, & toutes les autres quelconques situées dans l'embouchure & dans le golfe de saint Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entière faculté au Roi Très-Chrétien d'y fortifier une ou plusieurs places.

XIV.

TL a été expressement convenu que dans tous les lieux & colonies qui doivent être cédées ou restituées en vertu de ce Traité par le Roi Très-chrétien, les sujets dudit Roi auront la liberté de se retirer ailleurs dans l'espace d'un an avec tous leurs effets mobiliers qu'ils pourront transporter ou il leur plaira: ceux néanmoins qui voudront y demeurer & rester sous la domination de la Grande-Bretagne, doivent jouir de l'exercice de la religion catholique romaine, en tant que le permettent les loix de la Grande-Bretagne.

XXX.

EN Foi de quoi, Nous, soussignés, Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires du roi Très-chrétien & de la Reine de la Grande-Bretagne, avons signé les préens articles de notre main, & y avons fait apposer les cachets de nos armes. FAIT à Utrecht, le onze avril mil sept cens treize.

(L.S.) HUXELLES

(L.S.) MESNAGER

(L.S.) JOHN. BRISTOL. C.P.S.

(L.S.) STRAFFORD.

L'AMÉRIQUE DU NORD EN 1713

Le traité d'Utrecht

PARTIE 1

ENSEMBLE 2



TERRITOIRES SOUS INFLUENCES

française britannique espagnole

TERRITOIRE CONTESTÉ

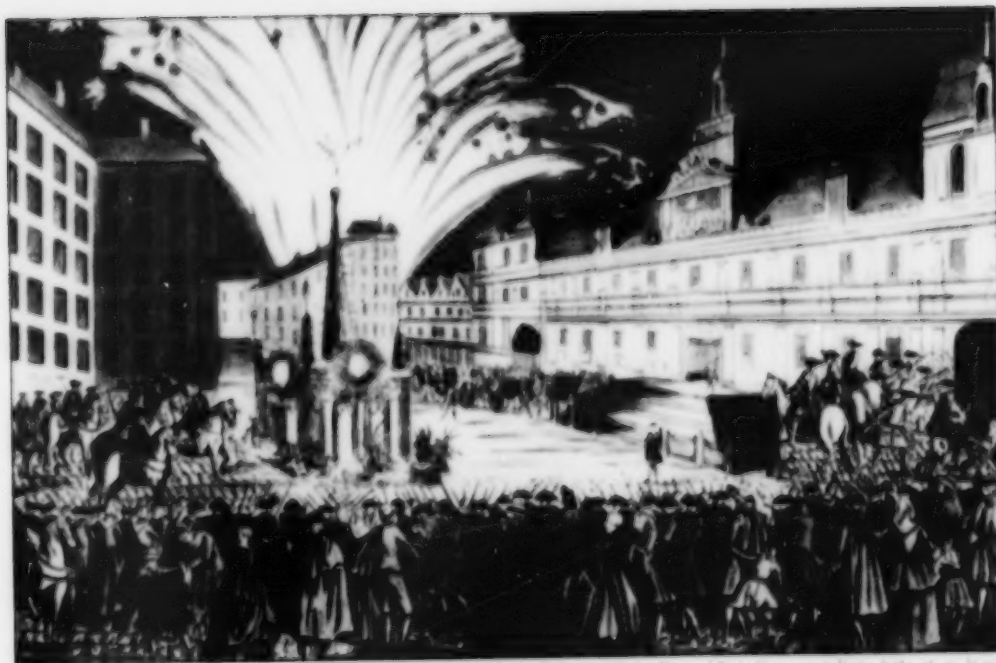




LE TRAITE DE PARIS (1763)

Un nouveau conflit s'amorce dans la vallée de l'Ohio en 1750. Ce sera le début d'une longue série d'affrontements armés qui aboutissent à la capitulation de Québec en 1759 et de Montréal en 1760. De 1760 à 1763, la colonie est placée sous un régime militaire britannique dans l'attente du dénouement en Europe de la guerre de Sept Ans entre la France et

l'Angleterre. Celle-ci se termine en février 1763 par la signature du **traité de Paris**. Par ce traité, la France cède à l'Angleterre toute l'Amérique française, sauf les îles Saint-Pierre-et-Miquelon. C'est la fin du Régime français. L'administration de la colonie relève désormais des Britanniques.



Célébration du Feu d'Artifice tiré à Londres en Remerciement de la Paix en 1763 - Paris, 1763. Gravure à l'eau forte et au burin aux dépens de la Cour.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1
ENSEMBLE 2
TRAITÉ DE PARIS

TRAITÉ DE PAIX

ENTRE

LE ROI,

LE ROI D'ESPAGNE

ET

LE ROI DE LA GRANDE-BRETAGNE,

Conclu à Paris le 10 Février 1763.

AVEC

L'ACCESSION DU ROI DE PORTUGAL.

IV

SA MAJESTÉ Très-Chrétienne renonce à toutes les prétentions qu'Elle a formées autrefois ou pu former à la Nouvelle-Ecosse ou l'Acadie, en toutes les parties, & la garantit toute entière, & avec toutes les dépendances, au Roi de la Grande-Bretagne. De plus Sa Majesté Très-Chrétienne cède & garantit à Sa dite Majesté Britannique, en toute propriété, le Canada avec toutes ses dépendances, ainsi que l'île du Cap-Breton, & toutes les autres îles & côtes dans le golfe & fleuve Saint-Laurent, & généralement tout ce qui dépend dedit pays, terres, îles & côtes, avec la souveraineté, propriété, possession & tous droits acquis par Traité ou autrement, que le Roi Très-Chrétien & la Couronne de France ont eus jusqu'à présent sur ledits pays, îles, terres, lieux, côtes & leurs habitants, ainsi que le Roi Très-Chrétien cède & transporte le tout audit Roi & à la Couronne de la Grande-Bretagne, & cela de la manière & dans la forme la plus ample, sans restriction, & sans qu'il soit libre de revenir, sous aucun prétexte, contre cette cession & garantie, ni de troubler la Grande-Bretagne dans les possessions sus-mentionnées. De son côté, Sa Majesté Britannique convient d'accorder aux habitants du Canada la liberté de la religion Catholique; en conséquence, Elle donnera les ordres les plus précis & les plus effectifs, pour que les nouveaux sujets Catholiques Romains puissent professer le culte de leur Religion, selon le rit de l'Eglise Romaine, en tant que le permettent les loix de la Grande-Bretagne. Sa Majesté Britannique convient en outre que les habitants François ou autres, qui auroient été Sujets du Roi Très-Chrétien en Canada, pourront le retirer, en toute sûreté & liberté, ou bon leur semblera, & pourront vendre leurs biens, pourvu que ce soit à des Sujets de Sa Majesté Britannique, & transporter leurs effets, ainsi que leurs personnes, sans être gênés dans leur émigration, sous quelque prétexte que ce puisse être, hors celui de dettes, ou de procès criminels, le terme limité pour cette émigration sera fixé à l'espace de dix-huit mois, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent Traité.

VI.

LE ROI de la Grande-Bretagne cede les îles de Saint-Pierre & de Miquelon, en toute propriété, à Sa Majesté Très-Chrétienne, pour servir d'abri aux Pêcheurs françois; & Sa dite Majesté Très-Chrétienne s'oblige à ne point fortifier ledites îles, à n'y établir que des bâtimens civils pour la commodité de la pêche, & à n'y entretenir qu'une garde de cinquante hommes, pour la police.

VII

AFIN de rétablir la paix sur des fondemens solides & durables, & écarter pour jamais tout sujet de dispute, par rapport aux limites des territoires françois & britanniques, sur le continent de l'Amérique, il est convenu qu'à l'avenir les confins entre les États de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux de Sa Majesté Britannique, en cette partie du monde, seront irrévocablement fixés par une ligne tirée au milieu du fleuve Mississipi, depuis sa naissance jusqu'à la rivière d'Iberville, & de-là, par une ligne tirée au milieu de cette rivière & des lacs Maurepas & Pontchartrain, jusqu'à la mer. Et à cette fin le Roi Très-Chrétien cède en toute propriété & garantit à Sa Majesté Britannique la rivière & le port de la Mobile, & tout ce qu'il possède ou a dû posséder du côté gauche du fleuve Mississipi, à l'exception de la ville de la Nouvelle-Orléans, & de l'île dans laquelle elle est située, qui demeureront à la France, bien entendu que la navigation du fleuve Mississipi sera également libre, tant aux Sujets de la Grande-Bretagne, comme à ceux de la France, dans toute sa largeur & dans toute son étendue, depuis sa source jusqu'à la mer, & nommément cette partie qui est entre la fudite île de la Nouvelle-Orléans & la rive droite de ce fleuve, aussi bien que l'entrée & la sortie par son embouchure. Il est de plus stipulé que les bâtimens appartenans aux Sujets de l'une ou l'autre nation ne pourront être arrêtés, visités, ni assujettis au payement d'aucun droit quelconque. Les stipulations inférées dans l'article IV, en faveur des habitans du Canada, auront lieu de même pour les habitans des pays cédés par cet article.

EN foi de quoi, Nous soussignés, leurs Ambassadeurs extraordinaires & Ministres plénipotentiaires, avons signé de notre main, en leur nom, & en vertu de nos plein-pouvoirs, le présent Traité définitif, & y avons fait apposer le cachet de nos armes.

FAIT à Paris le dix de février mil sept cent soixante-trois.

CHOISEUL DUC DE PRASLIN. EL MARQUES DE GRIMALDI. BEDFORD C P S.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Source: *Traité de paix entre le roi, le roi d'Espagne et le roi de Grande-Bretagne, conclu à Paris le 10 février 1763*. À Paris, de l'imprimerie royale, 1763, pp. 8-15.

L'AMÉRIQUE DU NORD EN 1763

Le traité de Paris

PARTIE 1
ENSEMBLE 2



TERRITOIRES SOUS INFLUENCES

française britannique espagnole



LES DIFFÉRENTS TRAITÉS

PARTIE 1 ENSEMBLE 2 FICHE DE TRAVAIL

1. Quelle modification territoriale le traité de Ryswick de 1697 apporte-t-il en Amérique du Nord ?

2. Quelles sont les ressources convoitées par les Français à la baie d'Hudson et à Terre-Neuve ?

3. Quelles sont les pertes territoriales de la Nouvelle-France à la suite du traité d'Utrecht de 1713 ?

4. Citez deux raisons pour lesquelles la Nouvelle-France a des difficultés à défendre son territoire.



LES DIFFÉRENTS TRAITÉS

PARTIE 1 ENSEMBLE 2 FICHE DE TRAVAIL

5. Quel changement territorial le traité de Paris de 1763 entraîne-t-il en Nouvelle-France ?

6. Citez deux conséquences du traité de Paris sur les habitants de la Nouvelle-France.

7. En quoi le traité de Paris marque-t-il la fin d'une époque ?



LA PROCLAMATION ROYALE (1763)

PARTIE 1 ENSEMBLE 3

LE RÉGIME BRITANNIQUE : L'ÉVOLUTION DU PARLEMENTARISME

LA PROCLAMATION ROYALE

Dès octobre 1763, le roi d'Angleterre, George III, fait connaître ses intentions au moyen de la **Proclamation royale** qui, en fait, est notre première constitution. La **Proclamation royale** donne à l'ancien territoire de la Nouvelle-France, devenu quinzième colonie britannique, le nom de « *Province of Quebec* » et en fixe les frontières à la vallée du Saint-Laurent.

La **Proclamation royale** met en place de nouvelles structures administratives conformes au modèle britannique. La « *Province of Quebec* » est dorénavant dirigée par un gouverneur général britannique qui détient les pleins pouvoirs. Ce dernier est assisté d'un conseil dont il nomme les membres. La **Proclamation royale** prévoit la création d'une Chambre d'Assemblée dès que le gouverneur le jugera à propos.

Cette première constitution remplace la Coutume de Paris par le droit britannique et exige que toute personne qui veut exercer une fonction dans l'administration de la colonie prête le serment du Test, ce qui exclut les Canadiens¹ de religion catholique. La **Proclamation royale** se révèle l'instrument d'une politique aux effets assimilateurs pour les Canadiens.



George III (1738-1820) peint par Sir Thomas Lawrence et gravé par William Hall.

¹ C'est ainsi qu'on appelait les francophones à cette époque.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1 ENSEMBLE 3 PROCLAMATION ROYALE

Proclamation Royale

Par le roi.

Proclamation.

George R.

ATTENDU que Nous avons accordé Notre considération royale aux riches et considérables acquisitions d'Amérique assurées à Notre couronne par le dernier traité de paix définitif, conclu à Paris, le 10 février dernier et désirant faire bénéficier avec tout l'empressement désirable Nos sujets bien-aimés, aussi bien ceux du royaume que ceux de Nos colonies en Amérique, des grands profits et avantages qu'ils peuvent en retirer pour le commerce, les manufactures et la navigation, Nous avons cru opportun, de l'avis de Notre Conseil privé, de publier Notre présente proclamation royale pour annoncer et déclarer à tous Nos sujets que Nous avons, de l'avis de Notredit Conseil privé, par Nos lettres patentes sous le grand sceau de la Grande-Bretagne, établi dans les contrées et les îles qui Nous ont été cédées et assurées par ledit traité, quatre gouvernements séparés et distincts, savoir: ceux de Québec, de la Floride Orientale, de la Floride Occidentale et de Grenade, dont les bornes sont données ci-après.

1^o — Le gouvernement de Québec, sera borné sur la côte du Labrador par la rivière Saint-Jean et de là par une ligne s'étendant de la source de cette rivière à travers le lac Saint-Jean jusqu'à l'extrémité sud du lac Nipissin, traversant de ce dernier endroit, le fleuve Saint-Laurent et le lac Champlain par 45 degrés de latitude nord, pour longer les terres hautes qui séparent les rivières qui se déversent dans ledit fleuve Saint-Laurent de celles qui se jettent dans la mer, s'étendre ensuite le long de la côte nord de la baie de Chaleurs et de la côte du golfe Saint-Laurent jusqu'au cap Rozière, puis traverser de là l'embouchure du fleuve Saint-Laurent en passant par l'extrémité ouest de l'île d'Anticosti et se terminer ensuite à ladite rivière Saint-Jean.

4^e - Le gouvernement de Grenade comprenant l'île de ce nom avec les Grenadines et les îles Dominique, Saint-Vincent et Tabago. Et afin d'étendre jusqu'à la côte du Labrador et aux îles adjacentes, la pêche ouverte et libre accordée à Nos sujets et d'en favoriser le développement dans ces endroits, Nous avons cru opportun, de l'avis de Notre Conseil privé, de placer toute cette côte depuis la rivière Saint-Jean jusqu'au détroit d'Hudson ainsi que les îles d'Anticosti et Madeleine et toutes les autres petites îles disséminées le long de ladite côte, sous le contrôle et l'inspection de notre gouverneur de Terre-Neuve.

Nous avons aussi, de l'avis de Notre Conseil privé, cru opportun d'annexer l'île Saint-Jean et l'île du Cap-Breton ou île Royale, ainsi que les îles de moindre dimension situées dans leurs environs, au gouvernement de la Nouvelle-Ecosse.¹

Et attendu qu'il est à propos de faire connaître à Nos sujets Notre sollicitude paternelle à l'égard des libertés et des propriétés de ceux qui habitent comme de ceux qui habiteront ces nouveaux gouvernements, afin que des établissements s'y forment rapidement, Nous avons cru opportun de publier et de déclarer par Notre présente proclamation, que nous avons par les lettres patentes revêtues de notre grand sceau de la Grande-Bretagne, en vertu desquelles lesdits gouvernements sont constitués, donné le pouvoir et l'autorité aux gouverneurs de nos colonies respectives, d'ordonner et de convoquer, de l'avis et du consentement de notre Conseil dans leurs gouvernements respectifs, dès que l'état et les conditions des colonies le permettront, des assemblées générales² de la manière prescrite et suivie dans les colonies et les provinces d'Amérique placées sous notre gouvernement immédiat, que nous avons aussi accordé auxdits gouverneurs le pouvoir de faire, avec le consentement de nosdits conseils et des représentants du peuple qui devront être convoqués tel que susmentionné, de décréter et de sanctionner des lois, des statuts et des ordonnances pour assurer la paix publique, le bon ordre ainsi que le bon gouvernement desdites colonies, de leurs populations et de leurs habitants, conformément autant que possible aux lois l'Angleterre et aux règlements et restrictions en usage dans les autres colonies. Dans l'intervalle et jusqu'à ce que ces assemblées puissent être convoquées, tous ceux qui habitent ou qui iront habiter nosdites colonies peuvent se confier en Notre protection royale et

¹ La Nouvelle-Ecosse comprenait ainsi les trois provinces maritimes actuelles, savoir : La Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Édouard.

² Quant aux rançons d'années et aux dispositions adoptées au sujet de la convocation d'assemblées dans les nouvelles provinces, voyez le rapport des lords du commerce, du 4 octobre 1763, p. 129, celui des lords du conseil du Conseil chargé des affaires des plantations, en date du 6 octobre 1763, p. 132. Voyez aussi la commission octroyée à l'honorable James Murray, lui conférant le titre de gouverneur de Québec, p. 146, et les instructions au gouverneur Murray, parag. 11, p. 159.

compter sur Nos efforts pour leur assurer les bienfaits des lois de Notre royaume d'Angleterre; à cette fin Nous avons donné aux gouverneurs de Nos colonies sous Notre grand sceau, le pouvoir de créer et d'établir, de l'avis de Nosdits conseils, des tribunaux civils et des cours de justice publique dans Nosdites colonies pour entendre et juger toutes les causes aussi bien criminelles que civiles, suivant la loi et l'équité, conformément autant que possible aux lois anglaises; cependant, toute personne ayant raison de croire qu'elle a été lésée en matière civile par suite des jugements rendus par lesdites cours, aura la liberté d'en appeler à Nous siégeant en Notre Conseil privé conformément aux délais et aux restrictions prescrits en pareil cas.

Nous déclarons de plus que c'est Notre plaisir royal ainsi que Notre volonté de réserver pour le présent, sous Notre souveraineté, Notre protection et Notre autorité, pour l'usage desdits sauvages, toutes les terres et tous les territoires non compris dans les limites de Nos trois gouvernements ni dans les limites du territoire concédé à la Compagnie de la baie d'Hudson, ainsi que toutes les terres et tous les territoires situés à l'ouest des sources des rivières qui de l'ouest et du nord-ouest vont se jeter dans la mer.

Donnée à Notre cour, à Saint-James le septième jour d'octobre mil sept cent soixante trois, la troisième année de Notre règne.

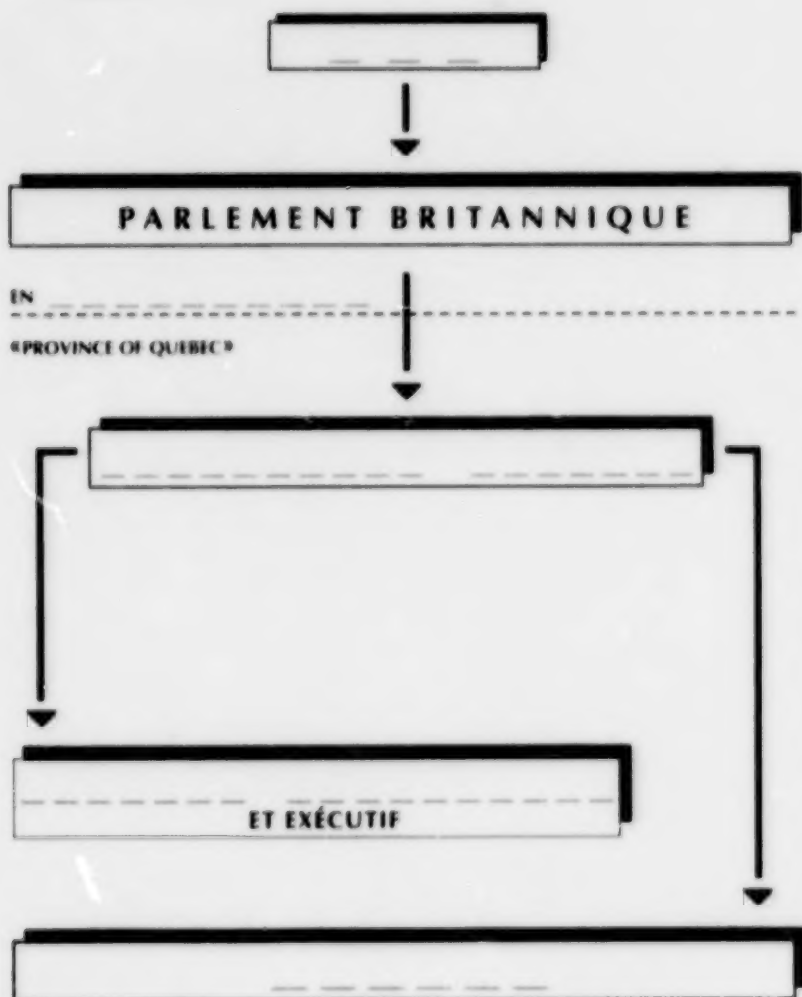
Dieu sauve le roi!

Source: Adam Shortt et Arthur G. Doughty, *Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, 1759-1791* (première partie), Ottawa, Thomas Mulvey, 1921, pp. 136-37.



LES INSTITUTIONS POLITIQUES SOUS LA PROCLAMATION ROYALE (1763)

PARTIE 1
ENSEMBLE 3
SCHÉMA



L'AMÉRIQUE DU NORD EN 1763

La Proclamation royale

PARTIE 1

ENSEMBLE 3



COLONIES BRITANNIQUES

- | | |
|---------------------|------------------|
| 1. Georgie | 6. Delaware |
| 2. Caroline du sud | 7. New Jersey |
| 3. Caroline du nord | 8. Pennsylvanie |
| 4. Virginie | 9. Connecticut |
| 5. Maryland | 10. Rhode Island |

TERRITOIRES BRITANNIQUES

- | | |
|------------------------|-----------------|
| 11. Massachusetts | 16. Terre-Neuve |
| 12. New York | 17. Floride |
| 13. New Hampshire | |
| 14. Nouvelle-Écosse | |
| 15. Province of Québec | |



LA PROCLAMATION ROYALE (1763)

PARTIE 1 ENSEMBLE 3 FICHE DE TRAVAIL

1. Quels sont les changements territoriaux entraînés par la Proclamation royale de 1763 ?

2. Dans la Proclamation royale de 1763, qui exerce l'autorité suprême dans la « Province of Quebec » ?

3. Relevez deux changements administratifs proposés par le texte de la Proclamation royale.

4. Nommez une conséquence de ces changements sur la population de la « Province of Quebec ».



L'ACTE DE QUÉBEC (1774)

PARTIE 1 ENSEMBLE 4

L'ACTE DE QUÉBEC

Devant le mécontentement des Canadiens et surtout face au mouvement d'indépendance des Treize colonies, des modifications s'imposent. Dans le but de s'allier les Canadiens, Londres instaure, en 1774, une deuxième constitution connue sous le nom d'Acte de Québec.

L'Acte de Québec agrandit le territoire de la « Province of Québec » en lui rattachant le Labrador, l'île d'Anticosti, les îles de la Madeleine, la région des Grands Lacs et de l'Ohio.

Cette deuxième constitution reconnaît les lois civiles françaises et le régime seigneurial; elle remplace le serment du Test par le serment de fidélité¹. La nouvelle constitution tolère la religion catholique et permet au clergé de percevoir la dîme. L'Acte de Québec n'accorde pas de Chambre d'Assemblée, mais il augmente



Le premier Conseil législatif de Québec, en 1774, tel qu'illustré par Charles W. Simpson en 1927.



« Cette est, en essence, la signification de l'Acte de Québec ». Gravure publiée par Frans Adams.

le nombre des conseillers législatifs et permet à l'élite canadienne traditionnelle (évêque et seigneurs) de siéger désormais au Conseil. Le gouverneur conserve toujours son pouvoir discrétionnaire.

Au cours de la décennie de 1770, un vent de révolte parcourt les Treize colonies qui obtiennent leur indépendance à la suite d'affrontements armés contre l'Angleterre. Des milliers de sujets britanniques de ces colonies ne sont pas d'accord pour se séparer de la métropole et quittent alors les anciennes colonies du Sud pour se réfugier au nord dans les autres colonies britanniques. L'exode de ces milliers de Loyalistes, habitués au parlementarisme, modifiera considérablement le contexte politique de la « Province of Québec ».

1. Ce serment est connu aujourd'hui sous le nom de serment d'allégeance.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1 ENSEMBLE 4 ACTE DE QUÉBEC

DANS LA
Quatorzième Année du Règne
DE
GEORGE III.
ROI de la Grande Bretagne, de France, et d'Irlande.



Acte qui règle plus solidement le Gouvernement de la Province de Québec, en Amérique Septentrionale.

[...] Que tous les territoires, illes et pais, dans l'Amérique Septentrionale, appartenans à la couronne de la Grande Bretagne, bornes au Sud par une ligne prise de la Baie des Chaleurs, le long des montagnes qui divisent les rivières qui se déchargent dans le fleuve St. Laurent, d'avec celles qui tombent dans la mer, à un point tous les quarante-cinq degrés latitude Nord, sur les rives de l'Elt de la rivière Connecticut, en gardant la même latitude, directement à l'Ouest, au travers le Lac Champlain, jusqu'au fleuve St. Laurent dans la même latitude, de-là en suivant les rives de l'Elt du dit fleuve au Lac Ontario, de-là au travers du dit Lac Ontario et la rivière vulgairement appelée Niagara, et de-là le long des rives de l'Elt et Sud-est du Lac Erie, en suivant les dites rives jusqu'à l'endroit où elles seront intersectées par les bornes Septentrionales accordées par la charte de la province de Pennsylvanie, au cas qu'elles soient ainsi intersectées, et de-là le long des dites bornes Septentrionales et Occidentales de la dite province jusqu'à ce que les dites bornes Occidentales rencontrent l'Ohio, mais dans le cas où les dites rives du dit Lac ne le trouvent point ainsi intersectées, alors en suivant les dites rives, jusqu'à ce qu'on soit parvenu à une pointe des dites rives, qui sera la plus voisine au Nord-ouest de l'angle de la dite province de Pennsylvanie, et de-là par une droite ligne au dit angle au Nord-ouest de la dite province, et de-là le long de la borne Occidentale de la dite province, jusqu'à ce qu'elle rencontre la rivière Ohio, et le long des rives de la dite rivière à l'Ouest, aux rives du Mississippi, et au Nord aux bornes Meridionales du pais concédé aux marchands d'Angleterre qui font la traite à la Baie de Hudson, ainsi que tous les territoires, illes et pais, qui ont depuis le dixième jour de Février, mil sept cens soixante-trois, fait partie du gouvernement de Terre-neuve, font, et ils font par ces prétentes, durant le plaisir de la Majesté, annexés et rendus parties et portions de la province de Québec, comme elle a été érigée et établie par la dite Proclamation Royale du sept Octobre, mil sept cens soixante-trois.

Et comme les reglements faits par la dite Proclamation, eu égard au gouvernement civil de la dite province de Quebec, ainsi que les pouvoirs et autorités données au Gouverneur et autres officiers civils en la dite province, par concessions ou commissions données en consequence d'iceux, ont, par l'experience, été trouves defavantageux à l'état et aux circonstances de la dite province, le nombre de ses habitans montant à la conquête à plus de soixante-cinq mille personnes qui professaient la Religion de l'Eglise de Rome, et qui jouissaient d'une forme stable de constitution, et d'un système de loix, en vertu desquelles leurs personnes et leurs propriétés ont été protégées, gouvernées et réglées pendant une longue suite d'années, depuis le premier établissement de la dite province du Canada, Il est à ces causes, aussi Etabli par la tuldlte autorité, Que la dite Proclamation, quant à ce qui concerne la dite province de Quebec, que les commissions en vertu desquelles la dite province est à présent gouvernée, que toutes et chacune ordonnances faites pendant ce tems par le Gouverneur et Conseil de Quebec, qui concernent le gouvernement civil et l'administration de la justice de la dite province, ainsi que toutes les commissions de juges et autres officiers d'icelle, sont, et elles sont par ces presentes infirmées, revoquées et annulées, à compter depuis et après le premier jour de Mai, mil sept soixante-quinze.

Et pour la plus entiere sureté et tranquillité des esprits des habitans de la dite province, Il est par ces presentes Declare, Que les sujets de la Majesté protestans la Religion de l'Eglise de Rome dans la dite province de Quebec, peuvent avoir, conserver et jouir du libre exercice de la Religion de l'Eglise de Rome, soumise à la Suprématie du Roi, déclarée et établie par un acte fait dans la premiere année du regne de la Reine Elisabeth, sur tous les domaines et pais qui appartenaient alors, ou qui appartiendraient par la suite, à la couronne imperiale de ce royaume; et que le Clergé de la dite Eglise peut tenir, recevoir et jouir de leurs dits et droits accoutumés, eu égard seulement aux personnes qui professeront la dite Religion.

Pourvu aussi, et il est Etabli, Que toutes personnes protestantes la Religion de l'Eglise de Rome, et qui relideront en la dite province, ne seront point obligées de prendre le ferment ordonné par le dit acte, passé dans la premiere année du regne de la Reine Elisabeth, ou quelque autre ferment substitue en son lieu et place par aucun autre acte; mais que toutes telles personnes à qui par le dit statut, il est ordonné de prendre le ferment qui y est contenu, seront contraintes, et il leur est ordonné de prendre et de souscrire le ferment ci-après devant le Gouverneur, telle autre personne ou dans tel greffe, qu'il plaira à la Majesté d'établir, qui sont par ces presentes autorisés à le recevoir, ainsi qu'il suit:

«MOI A.B. promets sincerement et affirme par ferment que je serai fidel, et que je porterai vraie foi et fidelité à la Majesté le Roi Georges, que je le defendrai de tout mon pouvoir et en tout ce qui dependra de moi, contre toutes pertides

conspirations et tous attentats quelconques, qui seront entrepris contre la personne, la couronne et la dignité, et que je ferai tous mes efforts pour decouvrir et donner connaissance à la Majesté, ses héritiers et successeurs, de toutes trahisons, perfides conspirations, et de tous attentats, que je pourrai apprendre se tramer contre lui ou aucun d'eux, et je fais ferment de toutes ces choses sans aucunes equivoque, subterfuge mentale, et restriction secrete, reconçant pour m'en relever à tous pardons et dispenses d'aucuns pouvoirs et personnes quelconques.

Ainsi Dieu me soit en Aide.

Il est aussi Etabli par la susdite autorité, Que tous les sujets Canadiens de la Majesté en la dite province de Quebec (les Ordres Religieux et Communautés seulement exceptés) pourront aussi tenir leurs propriétés et possessions, et en jouir, ensemble de tous les usages et coutumes qui les concernent, et de tous leurs autres droits de citoyens, d'une manière aussi ample, aussi étendue, et aussi avantageuse, comme si les dites proclamation, commissions, ordonnances, et autres actes et instrumens, n'avaient point été faits, en gardant à la Majesté la foi et fidélité qu'ils lui doivent, et la soumission due à la couronne et au parlement de la Grande Bretagne; et que dans toutes affaires en litige, qui concerneront leurs propriétés et leurs droits de citoyens, ils auront recours aux lois du Canada, comme les maximes sur lesquelles elles doivent être décidées, et que tous procès qui seront à l'avenir intentés dans aucunes des cours de justice, qui seront constituées dans la dite province, par la Majesté, ses héritiers et successeurs, y seront jugés, eu égard à telles propriétés et à tels droits, en conséquence des dites lois et coutumes du Canada, jusqu'à ce qu'elles soient changées ou altérées par quelques ordonnances qui seront passées à l'avenir dans la dite province par le Gouverneur, Lieutenant-gouverneur ou Commandant en Chef, de l'avis et consentement du Conseil Législatif, qui y sera constitué...

Et comme la clarté et la douceur des lois criminelles d'Angleterre, dont il résulte des bénéfices et avantages que les habitans ont sensiblement ressentis par une expérience de plus de neuf années, pendant lesquelles elles ont été uniformément administrées, Il est, à ces causes, aussi Etabli par la susdite autorité, Qu'elles continueront à être administrées, et qu'elles seront observées comme lois dans la dite province de Quebec, tant dans l'explication et qualité du crime, que dans la manière de l'instruire et de le juger, en conséquence des peines et amendes qui sont par elles infligées, à l'exclusion de tous autres réglemens de lois criminelles, ou manières d'y procéder qui ont prévalu, ou qui ont pu prevaloir en la dite province, avant l'année de notre Seigneur mil sept cents soixante-quatre, nonobstant toutes choses à ce contraires contenues en cet Acte à tous égards, sujettes cependant à tels changemens et corrections que le Gouverneur, le Lieutenant-gouverneur, ou Commandant en Chef, de l'avis et consentement du Conseil Législatif de la dite province, qui y sera établi par la suite [...]

Source: *Dans la quatorzième année du règne de George III roi de la Grande-Bretagne, de France et d'Irlande, à Québec*, chez Guillaume Brosses, 1774, pp. 7-88.

L'AMÉRIQUE DU NORD EN 1774

L'Acte de Québec

PARTIE 1
ENSEMBLE 4





L'ACTE DE QUÉBEC (1774)

PARTIE 1 ENSEMBLE 4 FICHE DE TRAVAIL

1. Citez deux facteurs
qui expliquent
l'adoption de l'Acte
de Québec.

2. Quelles sont les
modifications
territoriales de la
« Province of
Quebec » à la suite
de l'Acte de Québec
de 1774 ?

3. Quels sont les
groupes favorisés par
les changements
apportés par l'Acte
de Québec ?



L'ACTE CONSTITUTIONNEL DE 1791

PARTIE 1 ENSEMBLE 5

L'ARRIVÉE DE LOYALISTES

L'indépendance des États-Unis, consacrée par le **traité de Versailles** en 1783, entraîne l'exode de milliers de Loyalistes; environ 7 000 d'entre eux s'installent dans la « *Province of Quebec* ». Dans des pétitions que les Loyalistes font parvenir à Londres, ils réclament le système parlementaire britannique ainsi que les lois civiles anglaises. En 1784, des Loyalistes, des marchands britanniques et des Canadiens s'unissent pour rédiger une pétition demandant une Chambre d'Assemblée. Après maintes hésitations, Londres accorde la mise en place d'une Chambre d'Assemblée par l'**Acte constitutionnel de 1791**.

L'ACTE CONSTITUTIONNEL DE 1791

L'**Acte constitutionnel de 1791**, la troisième constitution, divise en deux territoires la « *Province of Quebec* » :



La première Chambre d'Assemblée du Bas-Canada telle que représentée par Charles W. Simpson en 1927.

le Haut-Canada où habite une majorité de Loyalistes et le Bas-Canada peuplé d'une majorité de Canadiens.

Cette constitution introduit un changement majeur dans la structure politique du Bas-Canada en mettant en place un système parlementaire. La population peut désormais élire ses représentants pour agir en son nom à la Chambre d'Assemblée.

Les premières élections ont lieu en juin 1792 et 50 députés sont élus, dont 35 francophones et 15 anglophones. Cette troisième constitution introduit une nouvelle structure administrative au Bas-Canada.

LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU BAS-CANADA

Cette nouvelle forme d'administration repose sur trois niveaux de décision :

- un Conseil exécutif composé du gouverneur assisté de neuf conseillers nommés par le roi sur la recommandation du gouverneur. Ce conseil veille à l'application des lois et administre le budget;
- un Conseil législatif composé d'un minimum de quinze membres désignés et nommés à vie par le roi. Ce conseil vote les lois adoptées par la Chambre. Il peut les approuver, les modifier ou les rejeter;
- une Chambre d'Assemblée composée de 50 députés élus par une partie de la population.



Dessin par François Baillarge pour la réalisation de la première mace utilisée en 1792. Élément essentiel du parlementarisme britannique, la mace représente l'autorité de la Chambre.

Cependant, dans cette nouvelle structure, le gouverneur détient toujours un pouvoir discrétionnaire: il contrôle les Conseils exécutif et législatif et, par son droit de veto, peut refuser tout projet de loi de la Chambre. Il a aussi le pouvoir de dissoudre et de proroger la Chambre et de déclencher des élections.

UNE DÉMOCRATIE RESTREINTE

Bien que l'on assiste aux premiers pas d'une démocratie dans laquelle la population choisit désormais ses représentants au moyen de l'élection, le système établi comporte certaines lacunes: seuls les propriétaires et certains locataires ont droit de vote. Le mode d'élection en vigueur est également restrictif, puisqu'il n'existe qu'un bureau de vote par circonscription et que l'électeur vote oralement et publiquement.

Les députés élus vont former une Assemblée qui vote les lois. Quant au gouverneur et aux conseillers, ils demeurent des gens nommés par Londres.

Très tôt, des conflits surgissent entre la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, le gouverneur et les Conseils exécutif et législatif. En effet, la Chambre d'Assemblée est soumise au pouvoir discrétionnaire du gouverneur.

LES REVENDICATIONS DES CANADIENS

Ces conflits se généralisent tant et si bien qu'en 1834 des députés du Parti patriote dénoncent auprès de Londres, dans les 92 Résolutions, la nomination de Britanniques au sein des Conseils exé-

cutif et législatif. Ils revendiquent principalement un conseil législatif électif, la responsabilité ministérielle et le contrôle du budget du gouvernement.

En 1837, en réponse aux 92 Résolutions, Londres rejette, par les Résolutions Russell, les principales demandes des Canadiens. Cette décision augmente leur mécontentement et alimente le conflit. Après une période de résistance, les Canadiens passent aux affrontements armés. L'Acte constitutionnel de 1791 est suspendu et Londres propose une nouvelle constitution.



Louis-Joseph Papineau, l'un des principaux leaders du Parti patriote et co-auteur des 92 Résolutions haranguant une foule lors de la campagne électorale de 1834.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1 ENSEMBLE 5 ACTE CONSTITUTIONNEL

L'acte constitutionnel de 1791

Anno tricesimo

GEORGII III. REGIS.

Chap. XXXI.

Acte abrogeant certaines parties d'une loi votée la quatorzième année du règne de Sa Majesté, intitulée «Acte à l'effet de pourvoir d'une façon plus efficace au gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique du Nord» et arrêtant de nouvelles dispositions pour le gouvernement de ladite province.

Attendu qu'un acte fut voté la quatorzième année du règne de Sa présente Majesté, intitulé «Acte à l'effet de pourvoir d'une façon plus efficace au gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique du Nord», et attendu que ledit acte ne convient pas, sous plusieurs rapports, aux conditions actuelles de la dite province et qu'il est maintenant à propos et nécessaire d'édicter de nouvelles dispositions concernant le bon gouvernement et la prospérité de celle-ci, qu'il plaise donc à Votre Majesté de décréter—et Sa Très excellente Majesté, de l'avis et du consentement des lords spirituels et temporels et des communes assemblées en ce présent parlement et de par leur autorité en décrète ainsi—que toutes les dispositions dudit acte qui ont trait de quelque manière que ce soit à la nomination d'un conseil chargé de l'expédition des affaires de ladite province de Québec ou au pouvoir donné par ledit acte à ce conseil ou à la majorité de ses membres de rendre des ordonnances pour la paix, le bien et le bon gouvernement de cette province, avec le consentement du gouverneur ou du lieutenant-gouverneur ou du commandant en chef de Sa Majesté alors en fonction, soient et elles sont par le présent acte abrogées.

II. Et attendu que Sa Majesté a daigné faire part, par son message aux deux chambres du Parlement, de son intention royale de diviser la province de Québec en deux provinces distinctes qui s'appelleront la province du Haut-Canada et la province du Bas-Canada;—l'autorité susdite décrète encore ce qui suit, il y aura respectivement dans chacune de celles-ci, un conseil législatif et une chambre d'assemblée composés et constitués séparément de la manière ci-après énoncée; dans chacune d'elles, Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, auront le pouvoir, pendant que cette loi sera en vigueur, et de par l'avis et le consentement du conseil législatif et de la chambre d'assemblée, de

faire des lois pour la paix, le bien et le bon gouvernement de ces provinces, lois qui ne seront pas contraires au présent acte; ces lois, après leur adoption par le conseil législatif et l'assemblée et leur sanction par Sa Majesté, ses héritiers et successeurs ou, en leur nom par telle personne que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs nommeront de temps à autre gouverneur ou lieutenant-gouverneur de telle province ou par telle personne que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, nommeront de temps à autre administrateur du gouvernement de celle-ci, seront et elles sont déclarées être, en vertu et sous l'empire de cet acte, valides et obligatoires à tous égards dans la province ou lesdites lois auront été ainsi votées.

III. Et l'autorité susdite statue, en outre, que, pour constituer le conseil législatif comme susdit dans chaque province respectivement, il sera et il est loisible à Sa Majesté, à ses héritiers et successeurs par un acte sous son ou leur seing, d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur d'icelle à convoquer, et de lui ordonner de convoquer, dans le délai ci-après mentionné, et au nom du roi par un acte sous le grand sceau de telle province, audit conseil législatif à établir dans chacune desdites provinces respectivement, un nombre suffisant d'hommes prudents et compétents, non moins de sept au conseil législatif du Haut-Canada et pas moins de quinze à celui du Bas-Canada; et il sera aussi loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs de donner pouvoir et d'ordonner, de temps en temps, par un acte sous son ou leur seing, au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur ou à l'administrateur de chacune desdites provinces respectivement, d'appeler de la même manière au conseil législatif telles autres personnes que Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs jugeront compétentes; toute personne ainsi convoquée dans l'une ou l'autre desdites provinces respectivement, deviendra en conséquence membre du conseil législatif auquel elle aura été ainsi nommée.

V. Et il est, en outre, décrété que tout membre de chacun de ces conseils législatifs y conservera son siège à vie, mais moyennant néanmoins les dispositions qui suivent à l'effet de déclarer ce siège vacant en certains cas ci-après spécifiés.

XIII. Et l'autorité ci-dessus désignée ordonne aussi que, pour constituer telle assemblée comme susdit dans chacune des provinces respectivement, il sera et pourra être loisible à Sa Majesté ou à ses héritiers et successeurs, par un acte sous son ou leur signature, de donner pouvoir et d'ordonner au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur ou à la personne à qui sera confié le gouvernement dans chacune d'elles, dans le délai ci-après mentionné, et ensuite de temps à autre comme l'occasion s'en présentera, de convoquer, au nom de Sa Majesté et par un acte sous le grand sceau de telle province, une assemblée dans et pour cette province.

XIV. Et en outre, l'autorité ci-dessus mentionnée arrête que, dans le but d'élire les membres de ces assemblées respectivement, il sera et il est loisible à Sa Majesté, ou à ses héritiers et successeurs par un acte sous son ou leur seing, d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne chargée du gouvernement de chacune de ces provinces, à publier, dans le délai ci-après spécifié, un édit divisant cette province en districts, comtés ou circonscriptions et en villes ou municipalités et fixant leurs limites et arrêtant et spécifiant le nombre de représentants à choisir par chacun de ces districts, ou comtés ou circonscriptions et chacune de ces villes ou municipalités respectivement.

XXVII. Pourvu que, et l'autorité susdite l'ordonne ainsi, lesdits conseil législatif et assemblée de chacune desdites provinces soient convoqués une fois au moins par année et que toute assemblée soit élue pour quatre ans à compter du jour du renvoi des writs d'élection et non plus longtemps; cependant elle sera susceptible d'être plus tôt prorogée ou dissoute par le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne chargée de régir les affaires du gouvernement en cette province.

XXVIII. Et il est en outre prescrit par l'autorité susdite que toutes les questions soulevées dans ces conseils législatifs ou assemblées respectivement se décideront à la majorité des voix des membres présents, et que en tous les cas d'égalité des votes, le président de tel conseil ou de telle assemblée suivant le cas, aura voix prépondérante.

XXX. Et, en outre, l'autorité susdite décrète que quand un bill qui aura été voté par le conseil législatif et par la chambre d'assemblée de l'une ou de l'autre de ces provinces respectivement, sera soumis, pour la sanction royale, au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur de telle province ou à la personne y régissant les affaires du gouvernement, tel gouverneur ou lieutenant-gouverneur ou administrateur pourra déclarer et les présentes l'autorisent à déclarer, à sa discrétion, et lui enjoignent de le faire, sauf néanmoins les dispositions prévues par cet acte et les instructions que, de temps à autre il recevrait à cette intention de Sa Majesté, de ses héritiers ou successeurs—qu'il sanctionne ce bill au nom de Sa Majesté ou qu'il refuse l'assentiment royal à ce bill ou qu'il le réserve jusqu'à ce que celle-ci ait fait connaître son plaisir à ce sujet.

L'AMÉRIQUE DU NORD EN 1783

Le traité de Versailles

PARTIE I
ENSEMBLE 5



LE HAUT-CANADA ET LE BAS-CANADA EN 1791

L'Acte constitutionnel

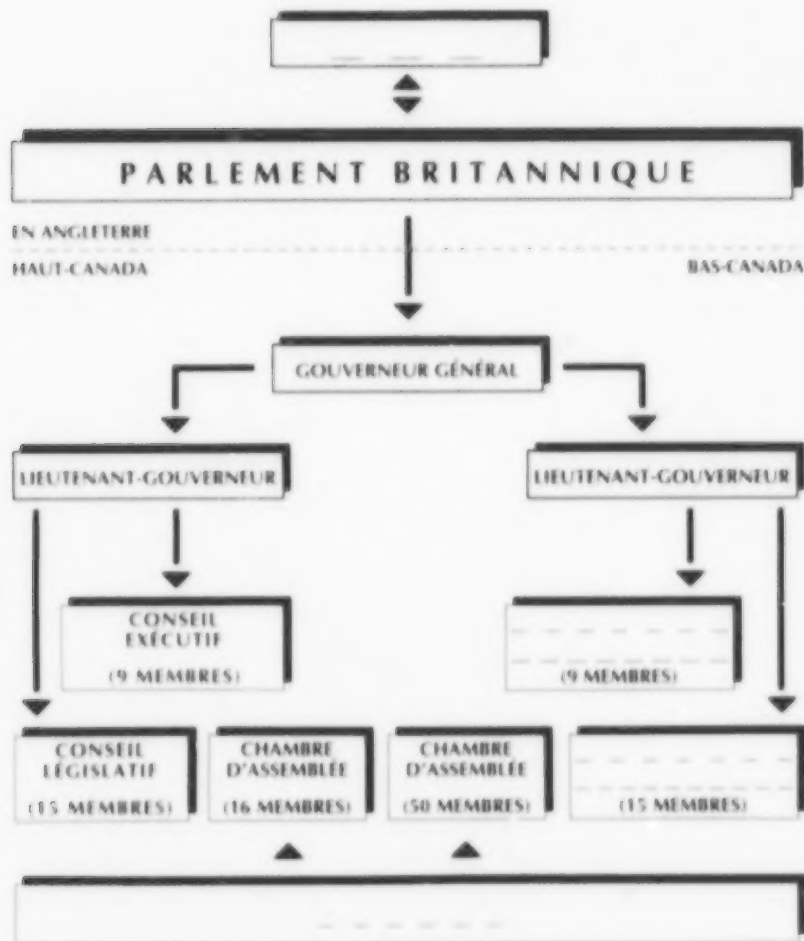
PARTIE I
ENSEMBLE 5





LES INSTITUTIONS POLITIQUES SOUS L'ACTE CONSTITUTIONNEL (1791)

PARTIE 1
ENSEMBLE 5
SCHÉMA





L'ACTE CONSTITUTIONNEL DE 1791

PARTIE 1 ENSEMBLE 5 FICHE DE TRAVAIL

1. Nommez deux changements réclamés par les Loyalistes lors de leur arrivée dans la « Province of Quebec ».

2. Quelle est la modification territoriale entraînée par l'Acte constitutionnel de 1791 ?

3. Quel est le changement majeur apporté à la structure politique du Bas-Canada par cette nouvelle constitution en 1791 ?

4. Nommez trois éléments qui caractérisent l'autorité du gouverneur sur les organismes politiques.

5. Quel est le seul organisme élu dans la structure politique de 1791 ?

6. Quelles sont les faiblesses de l'Acte constitutionnel qui conduisent les Patriotes à la Rébellion de 1837 ?



L'ACTE D'UNION (1840)

PARTIE 1 ENSEMBLE 6

L'ACTE D'UNION

L'Acte d'Union, la quatrième constitution, sanctionnée en 1840, impose plusieurs changements. Les territoires du Bas-Canada et du Haut-Canada deviennent le Canada-Uni, administré par un seul gouvernement. La structure administrative prévoit :

- un gouverneur nommé par Londres, assisté d'un Conseil exécutif de huit membres, et qui détient les mêmes pouvoirs qu'en 1791;
- un Conseil législatif de 24 membres nommés à vie par le roi;
- une Assemblée législative élue et composée de 84 députés répartis également entre le Canada-Est et le Canada-Ouest.



Émis en 1927 par le ministère des Postes du Canada pour le 60^e anniversaire de la Confédération canadienne, ce timbre de vingt cents rend hommage aux deux principaux leaders responsables de l'obtention de la responsabilité ministérielle en 1848 : Robert Baldwin et Louis-Hippolyte La Fontaine.

L'OBTENTION DE LA RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE

Dans cette nouvelle Assemblée législative, les députés réformistes du Canada-Est dirigés par Louis-Hippolyte La Fontaine et ceux du Canada-Ouest, dirigés par Robert Baldwin, forment une alliance et réclament le gouvernement responsable depuis longtemps. En 1848, le gouverneur, lord Elgin, facilite la mise en place d'un gouvernement responsable qui permet à La Fontaine et à Baldwin de choisir les membres du Conseil exécutif, c'est-à-dire les ministres, parmi les représentants élus du parti majoritaire. Le Conseil exécutif doit désormais rendre compte de son administration à l'Assemblée législative et obtenir la confiance de celle-ci pour se maintenir au pouvoir. Le principe de la responsabilité ministérielle est enfin acquis.

LE CANADA-UNI : UNE PÉRIODE D'INSTABILITÉ POLITIQUE

L'union des deux Canadas se caractérise par l'instabilité politique. En effet, il est rare qu'à la suite des élections, un parti politique obtienne la majorité des députés dans le Canada-Est et le Canada-Ouest. Les alliances entre les partis sont si fragiles qu'on assiste à cinq changements de gouvernement entre 1862 et 1864.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1 ENSEMBLE 6 ACTE D'UNION



ANNO TERTIO & QUARTO

VICTORIAE REGINAE.

CAP. XXXV.

*A*cte pour Reunir les Provinces du Haut et du Bas Canada, et pour le Gouvernement du Canada.

[25 juillet, 1840.]

ATTENDU qu'il est nécessaire de pourvoir au bon Gouvernement des Provinces du Haut et du Bas Canada, de manière à assurer les Droits et les Libertés, et à promouvoir les intérêts & toutes les classes des Sujets de Sa Majesté en icelles. Et vu qu'à ces causes il expédient que les dites Provinces soient réunies et ne forment qu'une seule Province pour les fins de Gouvernement Exécutif et de Legislation. Qu'il soit en conséquence statué par la Très Excellente Majesté de la Reine, par et de l'avis et du consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, assemblés en ce présent Parlement, et par leur autorité, qu'il sera loisible à Sa Majesté, de l'avis de son Conseil Privé, de déclarer, ou d'autoriser le Gouverneur General des dites deux Provinces du Haut et du Bas Canada à déclarer par Proclamation qu'à, depuis et après un certain jour qui devra être fixé par telle Proclamation et être dans les quinze mois de Calendrier suivant la passation du présent Acte, les dites Provinces ne formeront et ne constitueront qu'une seule et même Province, sous le nom de Province du Canada, et depuis et après le dit jour fixé comme susdit, inclusivement, les dites Provinces ne constitueront et ne formeront qu'une seule Province sous le nom susdit.

III. Et qu'il soit statué que depuis et après la Reunion des dites deux Provinces, il y aura dans la Province du Canada un Conseil Législatif et une Assemblée qui seront respectivement constitués et composés en la manière ci-après prescrite, et qui seront appelés, «le Conseil Législatif et Assemblée du Canada»; et Sa Majesté aura le pouvoir de faire dans la Province du Canada, par et de l'avis et du consentement des dits Conseil Législatif et Assemblée, des Lois pour la paix, le bien-être et le bon Gouvernement de la Province du Canada, et qui ne devront pas être contraires au présent Acte, ou à des parties de l'Acte susdit passé dans la trente et unième année du Règne de Sa Majesté susdite, qui ne sont pas abrogées par ces présentes, ou à aucun Acte

du Parlement, qui n'est pas révoqué par ces présentes, ou qui pourrait être passé, et qui, par des dispositions expresses ou par induction nécessaire, pourrait s'étendre aux Provinces du Haut et du Bas Canada, ou à l'une ou l'autre d'icelles, ou à la Province du Canada; et toutes telles Lois ainsi passées par le dits Conseil et Assemblée, et sanctionnées par Sa Majesté, ou au nom de Sa Majesté, par le Gouverneur du Canada.

IV. Et qu'il soit statué, que pour constituer le Conseil Législatif de la Province du Canada, il sera loisible à Sa Majesté d'autoriser, avant le tems fixé pour la première réunion du dit Conseil Législatif et de l'Assemblée, par un instrument sous le Seing Manuel, le Gouverneur à mander au nom de Sa Majesté, par un instrument sous le Grand Sceau de la dite Province, au dit Conseil Législatif, telles personnes, n'étant pas moins de vingt, qu'il pourra plaire à Sa Majesté, et il sera aussi loisible à Sa Majesté d'autoriser de tems à autre le Gouverneur à mander de la même manière au dit Conseil Législatif, telles autre personne ou personnes qu'il pourra plaire à Sa Majesté; et chaque personne qui aura été ainsi mandée au dit Conseil Législatif de la Province du Canada, deviendra par la même membre d'icelui. Pourvu toujours, qu'aucune personne ne sera mandée au dit Conseil Législatif de la Province du Canada, sans avoir l'âge accompli de vingt et un ans et sans être sujet né, de Sa Majesté, ou être sujet de Sa Majesté, naturalisé par Acte du Parlement de la Grande Bretagne, ou par Acte du Parlement du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ou par quelque Acte de la Législature de l'une ou l'autre des Provinces du Haut et du Bas Canada, ou par un Acte de la Législature de la Province du Canada.

V. Et qu'il soit statué, que tout Membre du Conseil Législatif de la Province du Canada y tiendra son siège à vie, mais sera sujet néanmoins aux dispositions ci-après contenues pour le rendre vacant.

XI. Et qu'il soit statué, que pour constituer l'Assemblée Législative de la Province du Canada, il sera loisible au Gouverneur de la dite Province, dans le tems ci-après mentionné, et de là, de tems à autre, selon que l'occasion pourra l'exiger, de mander et de convoquer au nom de Sa Majesté, et par un ou plusieurs instrumens sous le Grand Sceau de la dite Province une Assemblée Législative pour et dans la dite Province.

XXXVII. Et qu'il soit statué, que quand aucun Bill qui aura été passé par le Conseil Législatif et l'Assemblée de la Province du Canada sera présenté au Gouverneur de la dite Province pour l'assentiment de Sa Majesté, tel Gouverneur déclarera, à sa discrétion, qu'il le sanctionne au nom de Sa Majesté, sujet néanmoins aux dispositions contenues dans le présent Acte.

et à telles instructions qu'il pourra recevoir de tems à autre à cet égard de Sa Majesté, Ses Héritiers ou Successeurs, ou qu'il refuse l'assentiment de Sa Majesté, ou qu'il réserve tel Bill pour la signification du Plaisir de Sa Majesté sur icelui.

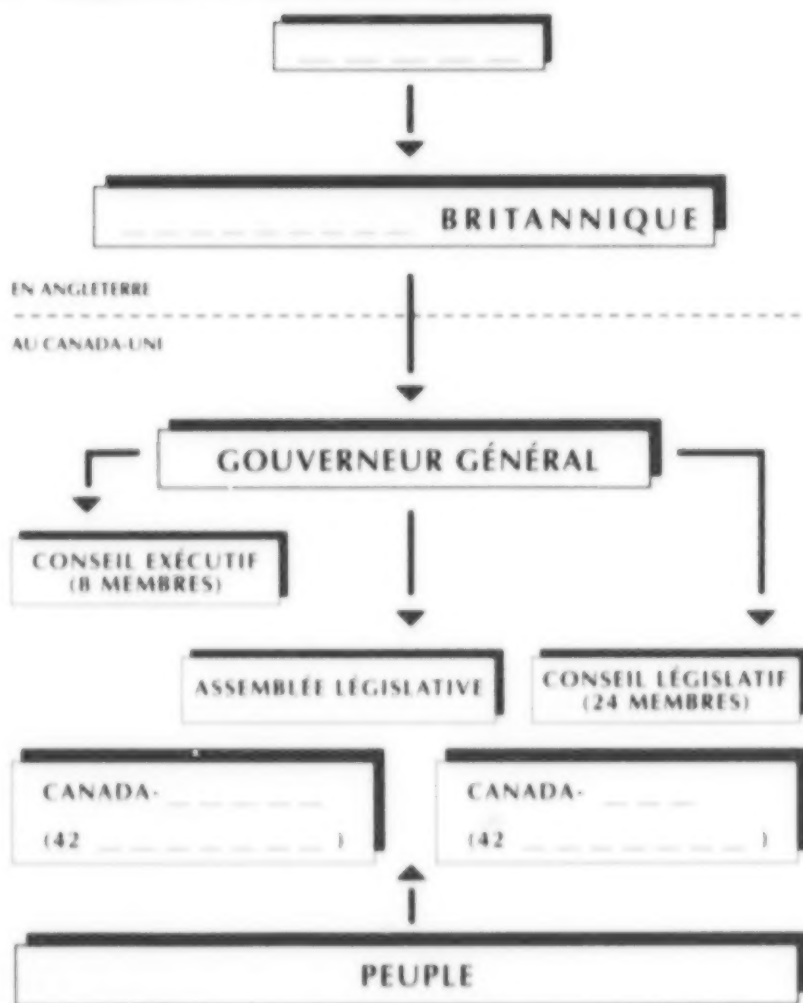
XLI. Et qu'il soit statué, que depuis et après la Réunion des dites deux Provinces, tous Brefs, Proclamations, Instruments pour mander et convoquer le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative de la Province du Canada, et pour les proroger et les dissoudre, et tous les Brefs pour les élections et tous Brefs et Instrumens publics quelconques ayant rapport au Conseil Législatif et à l'Assemblée Législative ou à aucun de ces corps, et tous Rapports à tels Brefs et Instrumens, et tous journaux, entrées et procédés écrits ou imprimés, de toute nature, du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, et d'aucun de ces corps respectivement, et tous procédés écrits ou imprimés et Rapports de Comités du dit Conseil Législatif et de la dite Assemblée Législative, respectivement, ne seront que dans la langue Anglaise. Pourvu toujours, que la présente disposition ne s'entendra pas empêcher que des copies traduites d'aucuns tels documens ne soient faites, mais aucune telle copie ne sera gardée parmi les Records du Conseil Législatif ou de l'Assemblée Législative, ni ne sera censée avoir en aucun cas l'authenticité d'un Record Original.

L. Et qu'il soit statué, que lors de la Réunion des Provinces du Haut et du Bas Canada, tous droits et revenus sur lesquels les Législatures respectives des dites Provinces avaient, avant la passation du présent Acte et ont maintenant pouvoir d'appropriation, formeront un fonds de revenus réunis, qui sera approprié aux besoins publics de la Province du Canada, en la manière et sujet aux charges ci-après mentionnées.



LES INSTITUTIONS POLITIQUES SOUS L'ACTE D'UNION (1840)

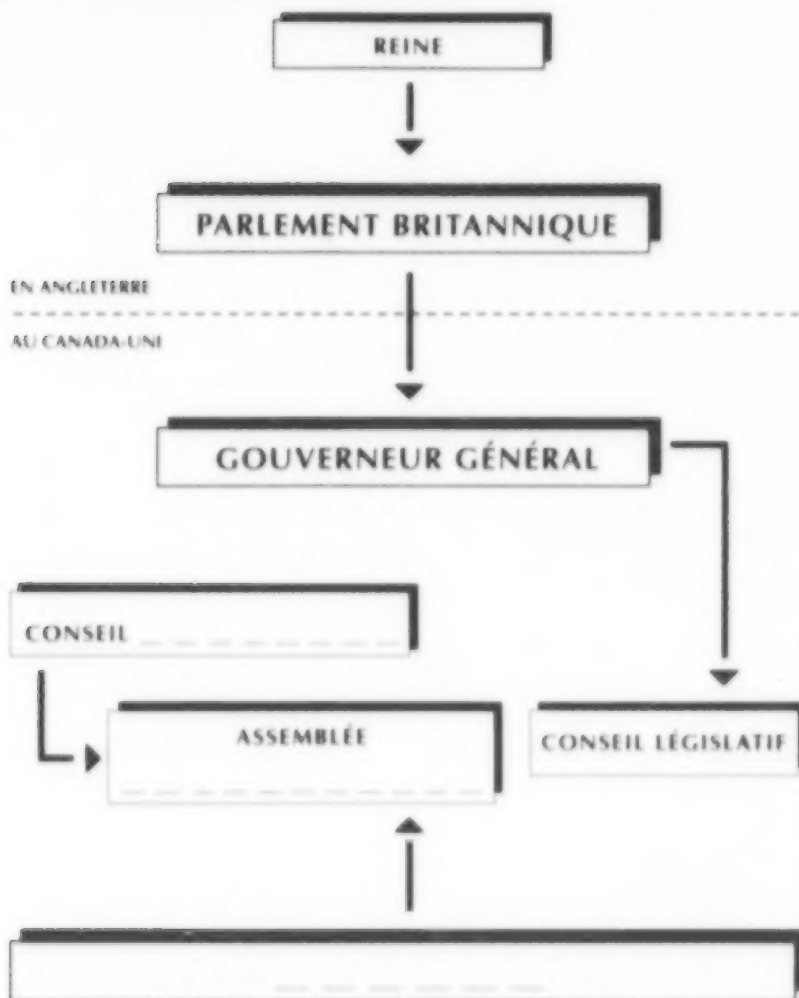
PARTIE 1
ENSEMBLE 6
SCHÉMA A





LES INSTITUTIONS POLITIQUES SOUS LE GOUVERNEMENT RESPONSABLE (1848)

PARTIE 1
ENSEMBLE 6
SCHÉMA B



LE CANADA-UNI EN 1840

L'ACTE D'UNION

PARTIE 1
ENSEMBLE 6





L'ACTE D'UNION (1840)

PARTIE 1 ENSEMBLE 6 FICHE DE TRAVAIL

1. Quelle est la modification territoriale établie par l'Acte d'Union ?

2. Nommez deux organismes qui exercent

- a) le pouvoir exécutif
- b) le pouvoir législatif

A
B

3. Quel organisme est élu dans le nouveau système politique ?

4. Dans un système de gouvernement responsable, quel contrôle la Chambre d'Assemblée exerce-t-elle sur le Conseil exécutif ?

5. Donnez deux facteurs de l'instabilité gouvernementale au Canada-Uni après 1840.



1966

L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE (1867)

PARTIE 1 ENSEMBLE 7



L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE

De 1864 à 1867, de nombreuses discussions se poursuivent sur la nature du système politique. Ces divers échanges aboutissent à la rédaction des Soixante-deux Résolutions déposées à Londres en 1867 et qui proposent un système à deux niveaux de gouvernement avec des pouvoirs partagés. Ce projet correspond davantage aux aspirations du Canada-Ouest dont la population est supérieure à celle du Canada-Est.

Dans ce contexte, face à la menace américaine, au non-renouvellement du traité de réciprocité de 1854 et au besoin de créer un marché intérieur, la reine Victoria sanctionne, le 1^{er} juillet 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB), qui devient la cinquième constitution. Cette nouvelle fédération, du nom de Dominion du Canada, regroupe le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et le Canada-Uni qui se divise en deux provinces, le Québec et l'Ontario.



En 1964 et 1966, le ministère des Postes du Canada a émis des timbres pour souligner le centenaire de la Conférence de Québec, celle de Charlottetown et celle de Londres.



Après trois conférences, les délégués du Québec, de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard en viennent à une entente qui amènera la formation du Dominion du Canada en 1867.

LE PARTAGE DES POUVOIRS

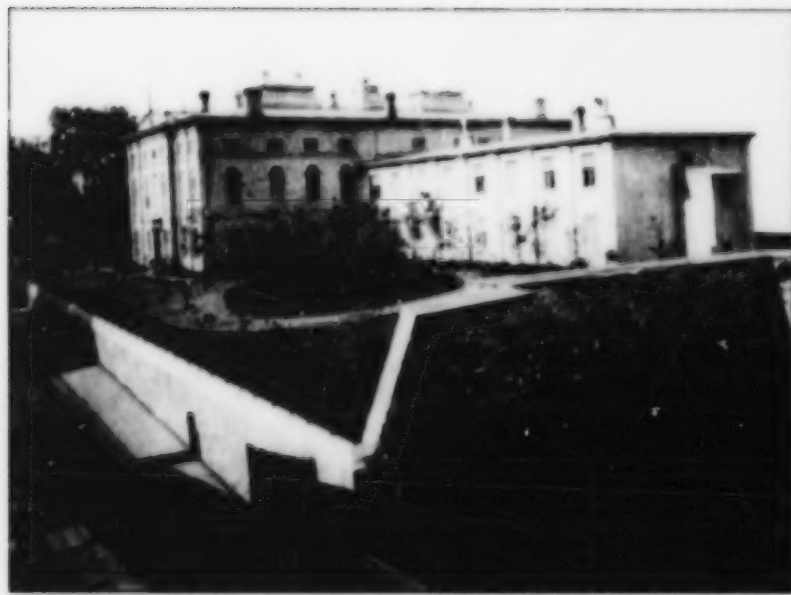
Cette fédération des colonies répartit les pouvoirs entre le fédéral et les provinces. Ainsi, le gouvernement du Canada obtient le pouvoir illimité de dépenser et la responsabilité des affaires qui touchent toutes les provinces comme la monnaie, la défense et les affaires extérieures. Les provinces obtiennent la compétence exclusive dans certains domaines comme l'éducation, la santé, les lois civiles et les affaires municipales.

Les provinces espèrent ainsi protéger leurs particularités culturelles et linguistiques. Cependant, le gouvernement central peut empiéter sur ces pouvoirs exclusifs pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du pays. Cette cinquième constitution mettra en place une nouvelle structure administrative pour le Québec.

LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU QUÉBEC DEPUIS 1867

La structure mise en place par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique comprend un lieutenant-gouverneur nommé par la reine, un Conseil exécutif nommé par le Premier ministre et un Conseil législatif qui comprend 24 membres nommés à vie par la reine sur recommandation du lieutenant-gouverneur. Au Québec, le Conseil législatif a été aboli en 1968 sous le gouvernement de l'Union nationale. L'Assemblée législative, devenue l'Assemblée nationale en 1968, comptait 65 députés en 1867.

La Constitution canadienne demeure une loi britannique jusqu'en 1982 et toute modification doit recevoir l'approbation du Parlement britannique. Au cours des années 1960 et 1970, plusieurs conférences fédérales-provinciales tentent de modifier la procédure d'amendement à la Constitution. En 1980, le Québec propose, par référendum, un projet de souveraineté-association qui est rejeté. Le gouvernement fédéral et les provinces s'engagent alors dans des discussions qui mènent à la **Loi constitutionnelle de 1982**.



À la suite de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la Ville de Québec redevient une capitale, celle de la province de Québec. Cet édifice qui va alors abriter le Parlement sera détruit dans un incendie en 1881.

DOCUMENT HISTORIQUE

PARTIE 1
ENSEMBLE 7
A.A.N.B.



ANNO TRICESIMO ET TRICESIMO-PRIMO

VICTORIÆ REGINÆ.

CAP. III.

*A*cte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent.

[29 Mars 1867]

CONSIDÉRANT que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont exprimé le désir de contracter une union fédérale pour ne former qu'une seule et même Puissance (Dominion) sous la Couronne du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, avec une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du royaume-uni:

Considérant de plus qu'une telle Union aurait l'effet de développer la prospérité des provinces et de favoriser les intérêts de l'Empire Britannique:

Considérant de plus qu'il est opportun, concurremment avec l'établissement de l'Union par autorité du parlement, non-seulement de décréter la constitution du pouvoir législatif de la Puissance, mais aussi de définir la nature de son gouvernement exécutif:

Considérant de plus qu'il est nécessaire de pourvoir à l'admission éventuelle d'autres parties de l'Amérique Britannique du Nord dans l'Union:

A ces causes, Sa Très-Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement des Lords Spirituels et Temporels et des Communes, en ce présent parlement assemblés, et par leur autorité, décrète et déclare ce qui suit:

I.-PRÉLIMINAIRES.

1. Le présent acte pourra être cité sous le titre : « L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 »

II.-UNION.

3. Il sera loisible à la reine, de l'avis du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, de déclarer par proclamation qu'à compter du jour y désigné, – mais pas plus tard que six mois après la passation du présent acte, – les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ne formeront qu'une seule et même Puissance sous le nom de Canada; et dès ce jour, ces trois provinces ne formeront, en conséquence, qu'une seule et même Puissance sous ce nom.
5. Le Canada sera divisé en quatre provinces, dénommées:–Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.
6. Les parties de la province du Canada (telle qu'existant à la passation du présent acte) qui constituaient autrefois les provinces respectives du Haut et du Bas-Canada, seront censées séparées et formeront deux provinces distinctes. La partie qui constituait autrefois la province du Haut-Canada formera la province d'Ontario; et la partie qui constituait la province du Bas-Canada formera la province de Québec.
7. Les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick auront les mêmes limitations qui leur étaient assignées à l'époque de la passation du présent acte.

V.-CONSTITUTIONS PROVINCIALES.

POUVOIR EXÉCUTIF.

58. Il y aura, pour chaque province, un officier appelé lieutenant-gouverneur, lequel sera nommé par le gouverneur-général en conseil par instrument sous le grand sceau du Canada.

POUVOIR LÉGISLATIF.

2.-QUÉBEC

71. Il y aura, pour Québec, une législature composée du lieutenant-gouverneur et de deux chambres, appelées le conseil législatif de Québec et l'assemblée législative de Québec.

VI.-DISTRIBUTION DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.

POUVOIRS DU PARLEMENT.

91. Il sera loisible à la Reine, de l'avis et du consentement du sénat et de la chambre des communes, de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, relativement à toutes les matières ne tombant pas dans les catégories de sujets par le présent acte exclusivement assignées aux législatures des provinces; mais, pour plus de garantie, sans toutefois restreindre la généralité des termes ci-haut employés dans cette section, il est par le présent déclaré que (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte) l'autorité législative exclusive du parlement du Canada s'étend à toutes les matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir:

1. La dette et la propriété publiques.
2. La réglementation du trafic et du commerce.
3. Le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation.
4. L'emprunt de deniers sur le crédit public.
5. Le service postal.
6. Le recensement et les statistiques.
7. La milice, le service militaire et le service naval, et la défense du pays.
8. La fixation et le paiement des salaires et honoraires des officiers civils et autres du gouvernement du Canada.
9. Les amarques, les bouées, les phares et l'île de Sable.
10. La navigation et les bâtiments ou navires (shipping).
11. La quarantaine et l'établissement et maintien des hôpitaux de marine.
12. Les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur.
13. Les passages d'eau (ferries) entre une province et tout pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces.
14. Le cours monétaire et le monnayage.
15. Les banques, l'incorporation des banques et l'émission du papier-monnaie.
16. Les caisses d'épargne.
17. Les poids et mesures.
18. Les lettres de change et les billets promissoires.

19. L'intérêt de l'argent.
20. Les offres légales.
21. La banqueroute et la faillite.
22. Les brevets d'invention et de découverte.
23. Les droits d'auteur.
24. Les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages.
25. La naturalisation et les aubains.
26. Le mariage et le divorce.
27. La loi criminelle, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle.
28. L'établissement, le maintien, et l'administration des pénitenciers.
29. Les catégories de sujets expressément exceptés dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux législatures des provinces.

Et aucune des matières énoncées dans les catégories de sujets énumérés dans cette section ne sera réputée tomber dans la catégorie des matières d'une nature locale ou privée comprises dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux législatures des provinces.

POUVOIRS EXCLUSIFS DES LÉGISLATURES PROVINCIALES.

92. Dans chaque province la législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir:
 1. L'amendement de temps à autre, nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, de la constitution de la province, sauf les dispositions relatives à la charge de lieutenant-gouverneur.
 2. La taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux.
 3. Les emprunts de deniers sur le seul crédit de la province.
 4. La création et la tenure des charges provinciales, et la nomination et le paiement des officiers provinciaux.

5. L'administration et la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent.
6. L'établissement, l'entretien et l'administration des prisons publiques et des maisons de réforme dans la province.
7. L'établissement, l'entretien et l'administration des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine.
8. Les institutions municipales dans la province.
9. Les licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux, ou municipaux.
10. Les travaux et entreprises d'une nature locale, autres que ceux énumérés dans les catégories suivantes:
 - a. Lignes de bateaux à vapeur ou autres bâtiments, chemins de fer, canaux, télégraphes et autres travaux et entreprises reliant la province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au-delà des limites de la province;
 - b. Lignes de bateaux à vapeur entre la province et tout pays dépendant de l'Empire Britannique ou tout pays étranger;
 - c. Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront avant ou après leur exécution déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre des provinces.
11. L'incorporation de compagnies pour des objets provinciaux.
12. La célébration du mariage dans la province.
13. La propriété et les droits civils dans la province.
14. L'administration de la justice dans la province, y compris la création, le maintien et l'organisation de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matières civiles dans ces tribunaux.
15. L'infliction de punitions par voie d'amende, pénalité, ou emprisonnement, dans le but de faire exécuter toute loi de la province décrétée au sujet des matières tombant dans aucune des catégories de sujets énumérées dans cette section.
16. Généralement toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province.

EDUCATION.

95. Dans chaque province, la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation, sujettes et conformes aux dispositions suivantes—
- (1) Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées (denominational);
 - (2) Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'union, aux écoles séparées et aux syndics d'écoles des sujets catholiques romains de Sa Majesté, seront et sont par le présent étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec;
 - (3) Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi, lors de l'union, ou sera subseqüemment établi par la législature de la province,— il pourra être interjeté appel au gouverneur-général en conseil de tout acte ou décision d'aucune autorité provinciale affectant aucun des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation;
 - (4) Dans le cas où il ne serait pas décrété telle loi provinciale que, de temps à autre le gouverneur-général en conseil jugera nécessaire pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section,—ou dans le cas où quelque décision du gouverneur-général en conseil, sur appel interjeté en vertu de cette section, ne serait pas mise à exécution par l'autorité provinciale compétente,—alors et en tout tel cas, et en tant seulement que les circonstances de chaque cas l'exigeront, le parlement du Canada pourra décréter des lois propres à y remédier pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section, ainsi qu'à toute décision rendue par le gouverneur-général en conseil sous l'autorité de cette même section.

AGRICULTURE ET IMMIGRATION.

95. Dans chaque province, la législature pourra faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans cette province; et il est par le présent déclaré que le parlement du Canada pourra de temps à autre faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans toutes les provinces ou aucune d'elles en particulier; et toute loi de la législature d'une province relative à l'agriculture et à l'immigration n'y aura d'effet qu'aussi longtemps et que tant qu'elle ne sera pas incompatible avec aucun des actes du parlement du Canada.

133. Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif, mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire; et dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par-devant les tribunaux ou émanant des tribunaux du Canada qui seront établis sous l'autorité du présent acte, et par-devant tous les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues.

Les actes du parlement du Canada et de la législature de Québec devront être imprimés et publiés dans ces deux langues.

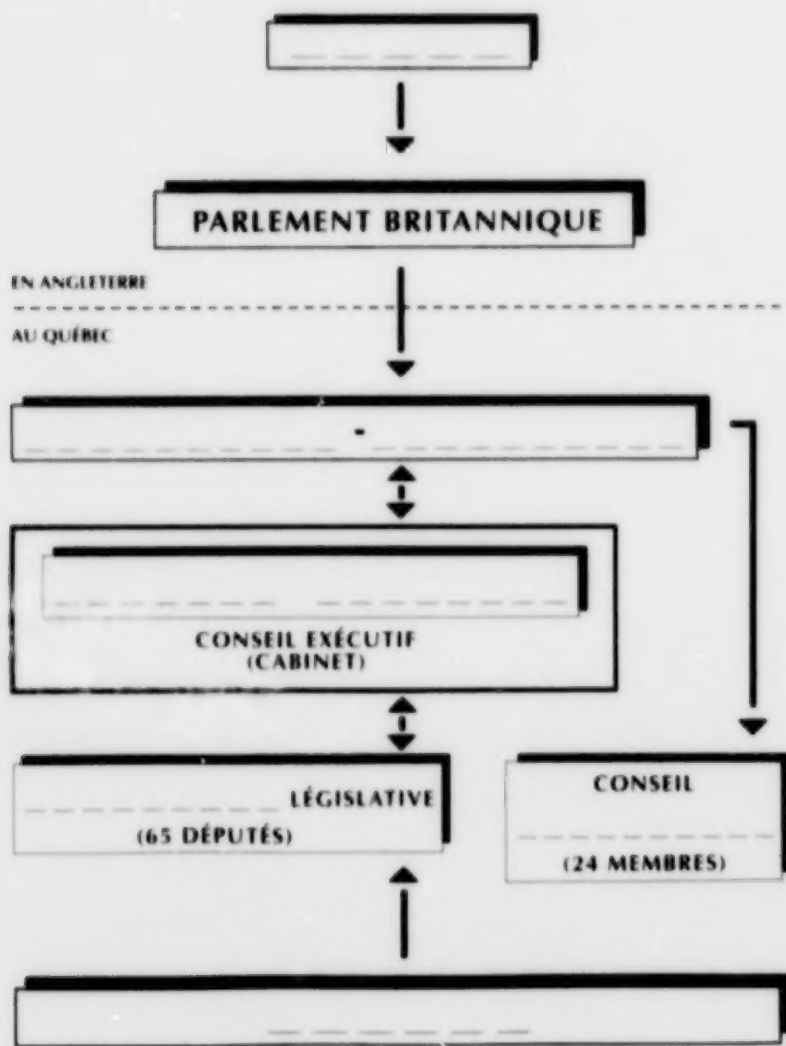
1866

1966



LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU QUÉBEC AU LENDEMAIN DE L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE (1867)

PARTIE 1
ENSEMBLE 7
SCHEMA A

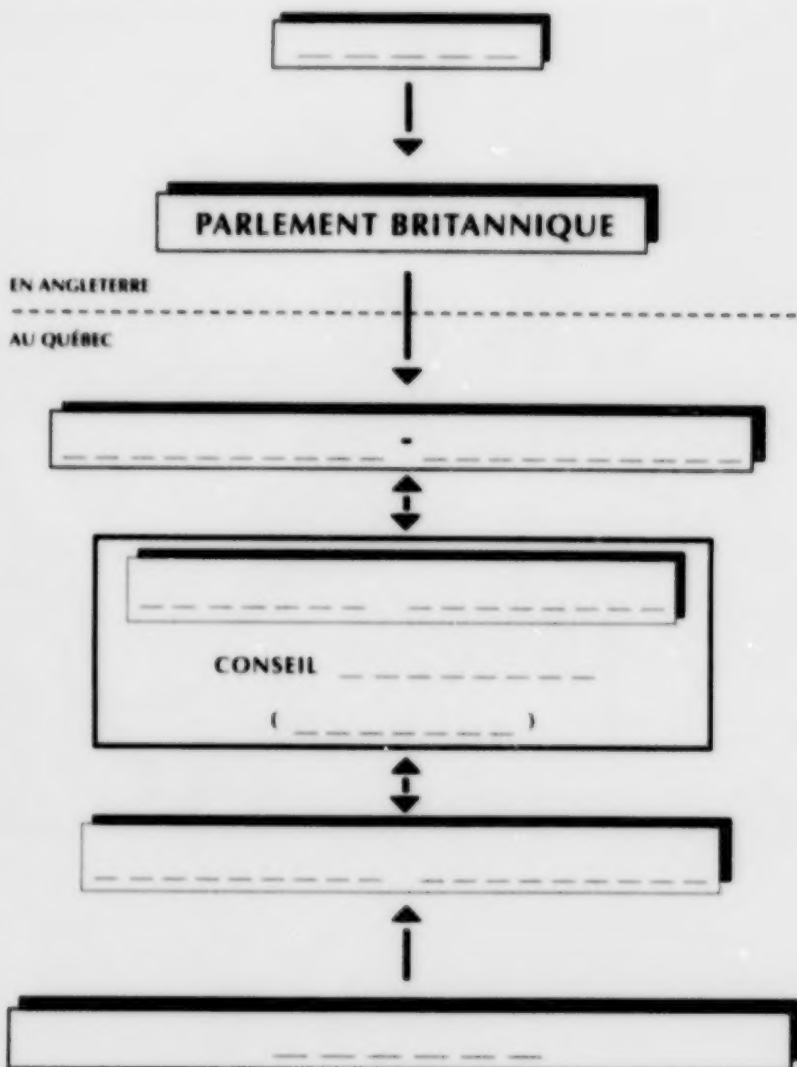


1866

1966

LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU QUÉBEC DEPUIS 1968

PARTIE 1
ENSEMBLE 7
SCHEMA B



LE CANADA DEPUIS L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE DE 1867

PARTIE 1
ENSEMBLE 7





1966

L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE (1867)

PARTIE 1
ENSEMBLE 7
FICHE DE TRAVAIL

1. Quelles étaient les raisons à l'origine des modifications territoriales de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ?

2. Décrivez la structure du gouvernement fédéral contenue dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867.

3. Énumérez les provinces comprises dans le Canada en 1867.

4. Indiquez trois pouvoirs fédéraux et trois pouvoirs provinciaux définis dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

- a) Pouvoirs fédéraux
- b) Pouvoirs provinciaux

A
B



LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982 ET L'ACCORD DU LAC MEECH (1987)

PARTIE 1 ENSEMBLE 8

LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982

En 1981, le gouvernement fédéral et neuf provinces conviennent, sans l'accord du Québec, de canadianiser la Constitution et d'y inclure la Charte canadienne des droits et libertés. Cette charte a préséance sur toute autre loi et peut avoir des conséquences considérables, entre autres sur les droits culturels et linguistiques des provinces.

Le Québec ne donne pas son accord à la **Loi constitutionnelle de 1982**, parce que celle-ci ne reconnaît pas le caractère distinct du Québec ni son droit de veto. Il s'ensuit une période d'instabilité constitutionnelle que le gouvernement conservateur tentera de résoudre dès son arrivée au pouvoir en 1984, et qui conduira à l'**Accord du Lac Meech**.

L'ACCORD DU LAC MEECH (1987)

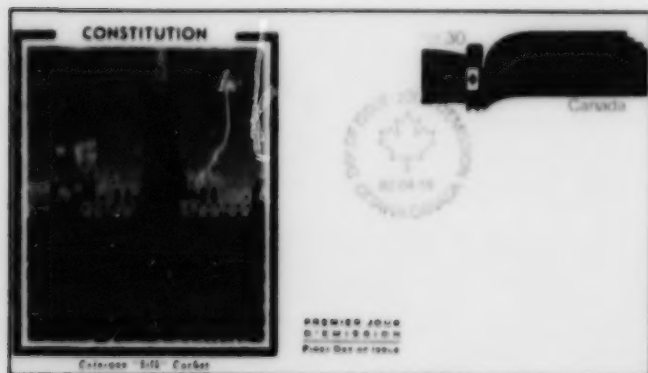
En effet, de 1984 à 1987, les pourparlers entre le gouvernement fédéral et les provinces reprennent en vue de renégocier un nouveau partage des pouvoirs. Après de nombreuses discussions, le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces concluent, en 1987, l'**Accord du Lac Meech** qui reconnaît les cinq principales conditions exigées par le Québec pour sa réintégration dans la Constitution canadienne :

1. la reconnaissance du Québec à titre de société distincte;
2. la garantie d'un rôle accru en matière d'immigration;
3. la participation à la nomination des juges de la Cour suprême du Canada;
4. la limitation de dépenser du gouvernement fédéral;
5. la reconnaissance d'un droit de veto au Québec sur les modifications à la Constitution.

Toutefois, pour entrer en vigueur, l'Accord doit être ratifié par les dix Parlements provinciaux et le Parlement fédéral dans un délai de trois ans. À l'expiration de ce délai, en 1990, les provinces du Manitoba et de Terre-Neuve refusent d'approuver cet accord en évoquant qu'elles ne reconnaissent pas le Québec comme société distincte. Les discussions se poursuivent sur le statut du Québec dans le Canada.



Timbre émis par Postes Canada en 1982



Pli du premier jour émis par Postes Canada le 16 avril 1982.

CONCLUSION

Au cours de l'histoire du Québec et du Canada, les institutions politiques se sont considérablement transformées. Sous le Régime français, la société a vécu sous l'autorité d'une monarchie absolue. Les divers changements de régimes et les nombreuses luttes menées par les parlementaires ont permis la démocratisation des institutions parlementaires.

Plusieurs événements ont contribué à l'essor de la démocratie au Québec, comme par exemple l'obtention d'une Chambre d'Assemblée en 1791, la mise en place d'un gouvernement responsable

en 1848, l'obtention du droit de vote des femmes en 1940 et l'abolition du Conseil législatif en 1968. La mise en vigueur par le Québec en 1974 de la Charte des droits et libertés de la personne a également permis de franchir un pas important vers une société plus démocratique.

Les lois référendaires de 1980 et de 1991 sont des exemples concrets d'une démocratie très soucieuse des droits et des devoirs des citoyens et des citoyennes. La démocratie parlementaire du Québec respecte scrupuleusement ce principe qui constitue un gage précieux pour l'avenir.



LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982 ET L'ACCORD DU LAC MEECH (1987)

PARTIE 1 ENSEMBLE 8 FICHE DE TRAVAIL

1. Citez deux raisons
à l'origine du refus
du Québec
de signer l'Accord
constitutionnel
de 1982.

2. Énumérez les cinq
conditions exigées
par le Québec pour
sa réintégration
dans la Constitution
canadienne en 1987.



LES GRANDS ÉVÉNEMENTS : CAUSES ET CONSÉQUENCES

PARTIE 1 FICHE SYNTHÈSE

	ANCIENNE PROVINCE DE QUÉBEC	PROVINCE DE N.B.	PROVINCE DE N.S.	PROVINCE DE N.E.	PROVINCE DE N.O.
ANNÉE					
MODIFICATIONS TERRITORIALES					
MODIFICATIONS POLITIQUES					
CAUSES					
CONSÉQUENCES					

DEUXIÈME PARTIE

LES GRANDS MOMENTS DE L'HISTOIRE DES FORCES POLITIQUES AU QUÉBEC



LES GRANDS MOMENTS DE L'HISTOIRE DES FORCES POLITIQUES AU QUÉBEC	87
Activité d'apprentissage	88
Ensemble 1 La formation des groupes parlementaires et des partis politiques (1792-1840)	91
Ensemble 2 L'évolution des groupes parlementaires et des partis politiques (1840-1867)	95
Ensemble 3 Le fédéralisme canadien et le réalignment des partis politiques (1867-1960)	97
Ensemble 4 Les partis traditionnels et l'apparition de nouveaux partis (1960-1992)	101
Fiche synthèse : L'évolution des partis politiques québécois (1792-1992)	104

LES GRANDS MOMENTS DE L'HISTOIRE DES FORCES POLITIQUES AU QUÉBEC

Activité d'apprentissage

DURÉE

1 période de 75 minutes ou
1 période de 50 ou 60 minutes.

OBJECTIF

Expliquer l'origine, la formation et l'évolution des principaux partis politiques au Québec.

MATÉRIEL REQUIS

Deuxième partie :

- Les grands moments de l'histoire des forces politiques au Québec
- p. 87 à p. 104

Première équipe : Ensemble 1 -

Objet d'étude :

- La formation des groupes parlementaires et des partis politiques (1792-1840)
- p. 91 à p. 94

Deuxième équipe : Ensemble 2 -

Objet d'étude :

- L'évolution des groupes parlementaires et des partis politiques (1840-1867)
- p. 95 à p. 96

Troisième équipe : Ensemble 3 -

Objet d'étude :

- Le fédéralisme canadien et le réalignment des partis politiques (1867-1960)
- p. 97 à p. 100

Quatrième équipe : Ensemble 4 -

Objet d'étude :

- Les partis traditionnels et l'apparition de nouveaux partis (1960-1992)
- p. 101 à p. 103

Acétate de la fiche synthèse :

L'évolution des partis politiques québécois (1792-1992)

DÉROULEMENT

En groupe (10 minutes)

L'enseignant explique le travail d'équipe. Chacune des équipes doit remplir les espaces vides de la fiche synthèse – **L'évolution des partis politiques québécois (1792-1992)** – à l'aide des réponses trouvées dans le texte de l'ensemble reçu. Lorsque leur tableau est rempli, les élèves répondent aux questions de leur fiche de travail, à l'aide du texte.

En équipe (35 minutes)

Les élèves exécutent le travail d'équipe.

En groupe (30 minutes)

L'enseignant présente l'acétate de la fiche synthèse – **L'évolution des partis politiques québécois (1792-1992)** – et demande à chacune des équipes de donner ses réponses. Il les inscrit au bon endroit sur l'acétate afin de permettre ainsi aux autres élèves qui n'ont pas travaillé cette partie de remplir leur fiche de travail.

Les élèves donnent ensuite les réponses aux questions de leur fiche de travail. Les élèves peuvent aussi noter les réponses données par l'équipe.

L'enseignant a la possibilité, à la fin des présentations des équipes, de faire la synthèse du contenu.



LA FORMATION DES GROUPES PARLEMENTAIRES ET DES PARTIS POLITIQUES (1792-1840)

PARTIE 2 ENSEMBLE 1

Introduction

L'histoire politique du Québec est captivante et dynamique. Il est possible d'en connaître les principales étapes par l'étude des facteurs qui en ont tracé les contours. Parmi eux, deux retiennent l'attention : d'abord, les groupes parlementaires et partis politiques, puis les élections. Les élections donnent en effet aux citoyens l'occasion d'exprimer leurs attitudes à l'égard de la politique. Nous en présentons ici les grands moments de 1792 à 1992.

LA FORMATION DES GROUPES PARLEMENTAIRES ET DES PARTIS POLITIQUES (1792-1840)

On retient généralement 1792 comme le début de la formation des groupes parlementaires, parce que c'est l'année des premières élections de l'histoire du Québec. Ces élections étaient devenues nécessaires par la mise en place de l'**Acte constitutionnel de 1791**. Cette troisième constitution crée, entre autres, le Bas-Canada (maintenant le Québec) et y installe les fondements du régime parlementaire avec la création d'une Chambre d'Assemblée élue. Celle-ci doit toutefois fonctionner encore à l'intérieur du cadre colonial britannique. Son pouvoir est

cependant limité : dans les faits, ce sont les Conseils législatif et exécutif et le gouverneur qui ont le dernier mot. L'année 1792, c'est aussi le début des campagnes électorales au Québec. C'est un début prometteur, car l'élection de 1792 amène à la Chambre 50 députés (le tiers de ceux-ci seront de langue anglaise) élus au suffrage quasi universel par les chefs de famille, hommes ou femmes, qui ont voté oralement en public. Cette année-là marque aussi l'application des mécanismes électoraux. Ce nouveau système amène peu à peu les élus de l'Assemblée à se regrouper d'abord en équipes aux liens plutôt souples puis, à la longue, en vrais partis politiques.



« Le débat sur les langues : séance de l'Assemblée législative du Bas-Canada le 21 janvier 1791 », œuvre du peintre Charles Hunt, 1910-1911, huile sur toile marouflée sur le mur. Salle de l'Assemblée nationale, Québec. Lors de l'inauguration de la première Chambre d'Assemblée en 1792, il n'existe pas encore de partis politiques. Cependant, les députés vont peu à peu se regrouper autour d'intérêts sociaux, économiques ou linguistiques.

LES PREMIERS GROUPES PARLEMENTAIRES

Avant 1826, il n'existe pas de réel parti politique au Bas-Canada, au sens où on l'entend aujourd'hui, soit celui d'une organisation politique centrée sur la volonté de pouvoir et sur la nécessité d'un encadrement pour y parvenir. Les forces politiques qui s'affrontent au cours de la douzaine d'élections tenues entre 1792 et 1826 ne sont que des groupes parlementaires ou des groupes d'intérêts qui ont des ressemblances ethniques, sociales ou économiques.

Ces groupes, d'origine strictement parlementaire, travaillent ensemble seulement en temps de session. Ils se divisent globalement en deux blocs.

Le premier bloc comprend ceux qu'on nomme soit les **Bureaucrates**, soit la **Clique du château**, soit le **Parti breton** ou **Parti anglais**. Ces groupes sont liés au gouverneur qui désire conserver ses privilèges et ceux de la minorité britannique composée de fonctionnaires et de marchands.

Le deuxième bloc regroupe ceux qu'on appelle soit les **Démocrates**, soit le **Parti national** ou, mieux encore, le **Parti canadien**. Créé vers 1805-1806 autour de Pierre Bédard, le **Parti canadien** rassemble surtout, mais pas exclusivement, la petite bourgeoisie canadienne-française composée de gens de professions libérales et de seigneurs. Grâce à l'appui des masses populaires, le **Parti canadien** veut utiliser l'Assemblée pour restreindre les pouvoirs du gouverneur et de ses Conseils.

Progressivement, les différences d'opinions paralysent les deux blocs, surtout



Pierre-Stanislas Bédard

après les élections de 1804. Puis ces conflits s'aggravent lors des débats à l'Assemblée ou lors des élections. Les principaux sujets de discussion sont le contrôle des subsides de la colonie, la responsabilité ministérielle, l'élection du Conseil législatif, la suprématie de la Chambre sur les instances gouvernementales et la langue à utiliser dans les débats écrits. Le **Parti canadien** appuie ces idées, au grand dam du **Parti anglais** et du gouverneur qui les refusent et qui maintiennent fermement leurs positions et leur pouvoir réel dans la colonie.

LA FORMATION DU PARTI PATRIOTE ET LA RUPTURE (1826-1837)

En 1826, Louis-Joseph Papineau rompt avec cette tradition plutôt relâchée des alliances entre parlementaires. Sur les fondements et sur les appuis du **Parti canadien**, il fonde le seul vrai parti politique des débuts du XIX^e siècle, le **Parti patriote**. Ce parti rassemble toutes les caractéristiques d'un parti moderne.

Archives nationales du Québec à Québec



Gravure de G. Tinet-Bugnet. *Le monde illustré*, 6^e année, n° 300, samedi 1^{er} février 1890.

Né, entre autres, des injustices répétées d'un régime autoritaire et arbitraire, le **Parti patriote** se donne un chef, Papineau, de même que des structures et une organisation diversifiée. Il se dote aussi d'un programme qui adopte puis dépasse les revendications traditionnelles du **Parti canadien** puisqu'il en viendra à vouloir exercer le pouvoir total dans la colonie. Ce parti, qui bataille vigoureusement contre le gouverneur et le **Parti bureaucrate**, remporte avec éclat ses premières élections, en 1827, et ses dernières en 1834. Devant l'entêtement des autorités impériales, le parti se radicalise à partir de 1834 et, écartant ses réformistes plus modérés, il envisage, en 1837, la formation d'un État indépendant au Bas-Canada drapé dans un libéralisme à tendance conservatrice et démocrate. Cet objectif le conduit à prendre les armes contre l'Angleterre : ce sont les Rébellions de 1837-1838. L'échec s'ensuit et, avec lui, la disparition du **Parti patriote** et la suspension de la Constitution de 1791.

LA NAISSANCE D'UN VÉRITABLE SYSTÈME PARLEMENTAIRE

À la suite de cette rupture, il faut tout reconstruire. Deux moments importants sont à retenir dans les années qui suivent ces dramatiques événements. D'abord, l'**Acte d'Union** de 1840 qui unit le Bas-Canada et le Haut-Canada en une seule province, le Canada-Uni, et en une seule Chambre d'Assemblée de 84 députés, soit 42 députés pour chacune des anciennes provinces. La Chambre devra à nouveau affronter le gouverneur et les Conseils dont les pouvoirs sont quasi inchangés. Puis il y a la mise en place du gouvernement responsable en 1848. Elle permet l'installation graduelle d'un véritable système parlementaire au sein duquel le pouvoir politique réel n'appartiendra plus au gouverneur mais bien aux dirigeants du parti politique qui obtiendra la majorité des sièges lors d'une élection générale. Il s'agit là d'une donnée fondamentale. En effet, cette nouvelle situation amènera progressivement les partis politiques à agir comme les acteurs principaux du combat politique et de l'exercice du pouvoir. Elle entraînera également la mise sur pied d'un premier vrai système de partis dominé petit à petit par le bipartisme, où seulement deux partis se disputent le pouvoir, et provoquera pendant très longtemps la marginalisation des groupes parlementaires secondaires.



LA FORMATION DES GROUPES PARLEMENTAIRES ET DES PARTIS POLITIQUES (1792-1840)

PARTIE 2 ENSEMBLE 1 FICHE DE TRAVAIL

1. De quelle façon la population du Bas-Canada choisit-elle les premiers députés en 1792 ?

2. Quelles sont les caractéristiques des forces politiques qui s'affrontent lors des élections de 1792 à 1826 ?

3. Trouvez le groupe ethnique et social représenté par chacun des partis politiques suivants :

- a) le Parti anglais
- b) le Parti canadien

A
B

4. Énumérez quatre sujets de débats et d'opposition entre le Parti anglais et le Parti canadien, après 1806.

5. À partir de 1834, quel est l'objectif et le moyen retenu par le Parti patriote de Louis-Joseph Papineau afin d'obtenir des réformes ?

- a) Objectif
- b) Moyen

A
B

6. Expliquez le changement survenu dans le système parlementaire canadien à la suite de l'obtention du gouvernement responsable en 1848.



L'ÉVOLUTION DES GROUPES PARLEMENTAIRES ET DES PARTIS POLITIQUES (1840-1867)

PARTIE 2 ENSEMBLE 2

LA FONDATION DU PARTI LIBÉRAL-CONSERVATEUR (1854)

Des étapes importantes jalonnent la longue histoire du système partisan depuis 1840. La première est celle qui s'étend entre les années 1840 et 1867, au centre de laquelle l'année 1854 voit naître le premier parti politique de l'ère contemporaine, le **Parti libéral-conservateur**.

Jusqu'à cette année-là s'étaient constitués des groupes parlementaires aux intérêts diversifiés et qui avaient été formés avant l'**Acte d'Union**. On les appelait les **Réformistes modérés**, les **Réformistes radicaux**, les **Bureaucrates** ou, comme on dit surtout au Bas-Canada, les **Conservateurs**, et dans le Haut-Canada, les **Tories**. Tout en restant autonomes les uns par rapport aux autres, ces groupes avaient réalisé entre eux des alliances parlementaires fondées sur les appartenances idéologiques afin de minimiser les impacts négatifs de l'**Acte d'Union** et d'exercer le pouvoir. Or, en 1854, ces alliances, insuffisamment structurées et de plus en plus divisées, ne pouvaient pas garantir la stabilité gouvernementale. C'est alors que se forme le **Parti libéral-conservateur**, plus connu aujourd'hui sous le simple nom de **Parti conservateur**. Ce parti biethnique, d'origine strictement parlementaire, lie des **Réformistes modérés** (Parti bleu) et des conservateurs du Bas-Canada à des **Réformistes modérés** et à des **Tories** modérés du Haut-Canada. C'est sous l'impulsion de John A. Macdonald et de George-Étienne Cartier que ce parti modéré, sensible tant aux aspirations des Canadiens français catholiques qu'aux projets économiques des Canadiens anglais, se réalisera le mieux

en amorçant dès lors une longue emprise sur l'électorat canadien et québécois. L'année 1854 marque donc un réalignement politique majeur qui laisse de côté les **Réformistes radicaux**, soit les **Rouges** du Bas-Canada d'Antoine-Aimé Dorion et les **Clear Grits** du Haut-Canada de George Brown. Ces derniers, moins organisés et moins unis, ne peuvent se prévaloir encore tout à fait du titre de parti.

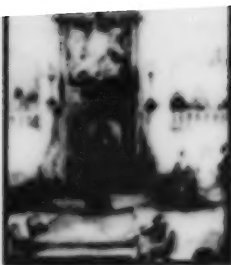
UNE GRANDE COALITION DES PARLEMENTAIRES (1864)

Diverses raisons, dont l'absence d'une discipline de parti rigide, empêchent le **Parti libéral-conservateur** lui-même d'assurer, dans les années à venir, la stabilité gouvernementale. Au gré des luttes électorales, celles de 1857-1858, de 1861 et de 1863, et des débats soulevés en Chambre, pas moins de huit gouvernements se succèdent entre 1854 et 1864. En 1864, c'est à nouveau l'impasse.

La solution passe alors par la recherche d'un pays et d'une nouvelle constitution imaginés par une « Grande Coalition » des parlementaires. La création du Canada fédéral par l'**Acte de l'Amérique du Nord britannique** en 1867 avec ses quatre provinces, dont le Québec, conduit les partis politiques à vivre une autre période de rupture.



George-Étienne Cartier



L'ÉVOLUTION DES GROUPES PARLEMENTAIRES ET DES PARTIS POLITIQUES (1840-1867)

PARTIE 2 ENSEMBLE 2 FICHE DE TRAVAIL

1. Nommez trois groupes
parlementaires actifs de
1840 à 1854.

2. Décrivez le moyen utilisé par
les groupes parlementaires afin
d'exercer le pouvoir politique
de 1840 à 1854.

3. Nommez les groupes
idéologiques qui forment le
Parti libéral-conservateur.

4. Nommez les chefs anglophone
et francophone à l'origine du
Parti conservateur.

5. Quelles sont les deux raisons
qui permettent au Parti
conservateur d'obtenir
l'appui des électeurs
canadiens-anglais et
canadiens-français ?

6. Donnez deux indices du manque
de stabilité gouvernementale au
Canada-Uni, entre 1854 et 1864.

LE FÉDÉRALISME CANADIEN ET LE RÉALIGNEMENT DES PARTIS POLITIQUES (1867-1960)

PARTIE 2
ENSEMBLE 3

L'ÈRE DU PARTI CONSERVATEUR (1867 À 1897)

Une première phase s'étend de 1867 à 1897. Le fédéralisme canadien impose désormais son cadre, tout en clamant officiellement l'autonomie de chacune des provinces dans sa sphère de juridiction. Cette autonomie institutionnelle devrait entraîner aussi l'autonomie des partis politiques à caractère strictement provincial. Or, tel n'est pas le cas au Québec en 1867. Les partis politiques qui s'affrontent pour l'exercice du pouvoir à l'Assemblée législative se comportent – et se comporteront longtemps – comme des sections provinciales des partis de la scène canadienne. Quels sont donc ces partis ? Il en existe deux, ce qui institue de façon définitive le bipartisme au Québec, même si les lignes partisanes sont assez fragiles à l'Assemblée. Ce sont les partis suivants : le **Parti libéral-conservateur**, communément appelé **Parti conservateur**, et le **Parti libéral**. Ce dernier se bâtit graduellement à partir de 1867 sur les ruines du **Parti rouge** dont le libéralisme radical effraie tant le clergé catholique, mais surtout sur les bases d'un libéralisme modéré et glorifié par Wilfrid Laurier et Honoré Mercier. Ces partis conservent en leur sein des groupes idéologiques parfois importants, tels les ultramontains chez les Conservateurs. Mais à la fin de cette étape, soit en 1897, les partis deviendront fortement intégrés et idéologiquement plus homogènes.

Pendant ces 30 ans, ces deux partis se livrent de chaudes luttes au rythme même des modifications à la loi électorale (surtout celle de 1875 qui établit, entre autres, le vote secret) et de la tenue d'élections générales vigoureusement

contestées sur des thèmes liés à l'économie, mais surtout à la religion et au nationalisme. Le grand gagnant reste le **Parti conservateur** qui soutient presque sans réserve le puissant clergé catholique. Sauf trois exceptions, ses chefs, dont Joseph-Adolphe Chapleau, déclassent avec panache les libéraux dans au moins cinq élections. En 1886 et en 1890, le **Parti conservateur** subit cependant les foudres de l'électorat en raison principalement de la pendaison du métis Louis Riel à laquelle est associé le **Parti conservateur fédéral**. Pour montrer leur désaccord, les électeurs, au Québec, appuient Honoré Mercier. Ce dernier, s'appuyant sur le **Parti libéral** dont il est le chef et sur des militants conservateurs dissidents, forme le **Parti national** et dirige le gouvernement à la suite de ces deux pathétiques élections. Mais, en 1891, le scandale de la baie des Chaleurs éclabousse Mercier et le **Parti national**, ce qui fait renaître de ses cendres le **Parti libéral** et, surtout, ce qui reconduit, à la fin de cette année-là, les Conservateurs au pouvoir jusqu'à l'année charnière de 1897.

LA SUPRÉMATIE DU PARTI LIBÉRAL (1897-1936)

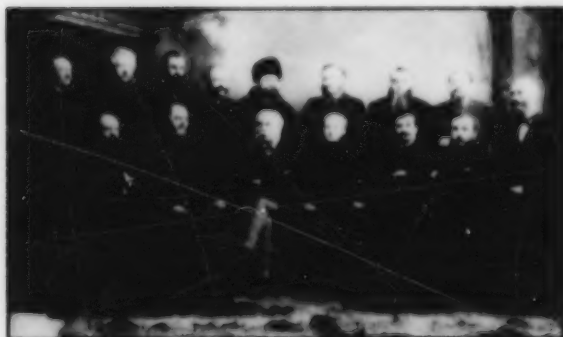
L'année 1897, celle des élections déterminantes du 11 mai, est importante dans l'histoire des partis politiques du Québec. Cette date, en plus de marquer une organisation plus solide des forces politiques, annonce le début de la longue domination du **Parti libéral** à l'Assemblée législative. Cette domination s'étendra, sans interruption, jusqu'en 1936. Trente-neuf années consécutives de pouvoir : un fait historique jamais égalé.



Honoré Mercier

Dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation soutenues, ce parti mise sur l'esprit libéraliste du temps et sur l'entreprise privée. Il s'appuie sur les réussites du **Parti libéral fédéral** et de son chef Wilfrid Laurier, se donne des leaders capables dont les plus prestigieux demeurent Lomer Gouin et Louis-Alexandre Taschereau, puis se lance dans la modernisation modérée de l'État du Québec. Et les succès éclatent, se multiplient. Le **Parti libéral** domine à un point tel le Québec qu'il écrase les fiers partis qui naissent ici et là mais, surtout, il dévaste le **Parti conservateur** à chacune des onze élections qui précèdent celle de 1936.

L'écrasement est si profond, d'ailleurs, que les Conservateurs, malgré leurs liens avec les Nationalistes de Henri Bourassa et d'Armand Lavergne, ne reprendront jamais le pouvoir. Même qu'aux élections de 1904 et de 1919, grâce aux candidats élus sans concurrent, le **Parti libéral** est assuré de la majorité absolue avant la journée du scrutin général. À la longue, cette domination trop facile lui est fatale.



« La loyale opposition de sa Majesté au Parlement de Québec, 1883. »



Alexandre Taschereau

LE RÈGNE DE L'UNION NATIONALE (1936-1939 ET 1944-1960)

Au cours de la décennie 1930, en pleine crise économique, le Parti libéral en vient à se confondre avec l'État, se sclérose et tombe dans la corruption. Il refuse d'entendre ses jeunes militants soucieux de le rénover. Ces derniers forment alors **l'Action libérale nationale**, un parti imbu de « restauration sociale » que dirige Paul Gouin. En 1935-1936, **l'Action libérale nationale** s'allie au chef du **Parti conservateur**, Maurice Duplessis; ensemble, ils fondent un nouveau parti, **l'Union nationale**, puis ils battent les Libéraux d'Adélard Godbout à la très importante élection du 17 août 1936. Cette année-là, le Québec assiste à la fin du règne du **Parti libéral**, qui ne récolte que 14 sièges sur 90. Il se produit aussi



Séance de l'Assemblée législative en 1924.

un réalignement majeur des forces politiques qui amène ainsi, pour la première fois à l'Assemblée législative, un parti aux tendances strictement provinciales. C'est un autre renversement dans l'histoire des forces politiques. Commence dès lors le règne de l'**Union nationale** et de Maurice Duplessis à la tête du gouvernement du Québec. Saut pour la période de la Deuxième Guerre mondiale entre 1939 et 1944 au cours de laquelle les **Libéraux** de Godbout assument le pouvoir et accordent, entre autres, le droit de vote aux femmes, le **Parti de l'Union nationale** régnera en roi et maître dans la province jusqu'en 1960, du moins selon le nombre de sièges occupés à l'Assemblée législative. Parti d'un seul homme, celui de Duplessis, parti fixé sur l'autonomie provinciale qui devient son porte-étendard nationaliste, il occupe la place d'honneur dans le paysage des forces politiques pendant 19 ans. Son principal adversaire, le **Parti libéral**, et ses chefs, dont Georges-Émile Lapalme, obtiennent peu de succès et perdent les

quatre élections de 1944, 1948, 1952 et 1956. Peu de succès aussi pour les tiers partis qui osent se pointer, tel le très nationaliste **Bloc populaire** d'André Laurendeau (4 sièges en 1944), qui ne modifient pas réellement le système bipartisan et le jeu électoral en vigueur. Après quelques premiers mandats plutôt satisfaisants, l'**Union nationale** tombe toutefois dans un conservatisme plutôt étroit, ce qui amène plusieurs observateurs à qualifier sans nuance son régime de « grande noirceur » qui aurait retardé la modernisation de la société québécoise. En 1960, un an après la mort de Duplessis, les Québécois sont sur le point de vivre de grands bouleversements. Les années 1960 à 1992 les leur offriront. Cette dernière et cruciale étape est marquée aussi de continuités et de ruptures. L'année 1960 reste mémorable à cet égard.



Maurice L. Duplessis

Archives photographiques de l'Assemblée législative du Québec



LE FÉDÉRALISME CANADIEN ET LE RÉALIGNEMENT DES PARTIS POLITIQUES (1867-1960)

PARTIE 2 ENSEMBLE 3 FICHE DE TRAVAIL

1. Nommez une caractéristique fondamentale des partis politiques du Québec, entre 1867 et 1897.

2. Nommez les deux partis politiques qui caractérisent le bipartisme au Québec, de 1867 à 1897.

3. Trouvez une cause qui explique le refus du clergé catholique d'appuyer le Parti libéral au Québec.

4. Donnez deux conséquences de la pendaison de Louis Riel sur la popularité des partis politiques au Québec, à la fin du XIX^e siècle.

5. Énumérez trois facteurs qui expliquent la popularité du Parti libéral au Québec, de 1897 à 1936.

6. Nommez les deux partis politiques et leurs chefs qui ont fait une alliance afin de vaincre les libéraux aux élections de 1936.



LES PARTIS TRADITIONNELS ET L'APPARITION DE NOUVEAUX PARTIS (1960-1992)

PARTIE 2 ENSEMBLE 4

LES PARTIS TRADITIONNELS ET L'APPARITION DE NOUVEAUX PARTIS (1960-1992)

C'est le 22 juin 1960 que s'amorce l'ère de la Révolution tranquille par la retentissante victoire électorale des Libéraux de Jean Lesage qui chasse l'Union nationale du pouvoir. Depuis la fin des années 1950, le **Parti libéral** était fin prêt pour la lutte : il s'était doté de statuts formels (le premier parti à le faire) et d'un programme moderne, puis il s'était défini en fonction stricte du Québec. Cette tendance provincialiste imprègnera dès lors tous les partis à l'Assemblée législative (Assemblée nationale en 1968). Mais l'année 1960 et celles à venir annoncent aussi deux autres nouveautés politiques : d'abord l'avènement d'une véritable alternance, où les partis prennent le pouvoir à tour de rôle, puis l'apparition d'un plus grand nombre de partis. Ce réel pluripartisme provoque l'arrivée de partis plus idéologiques qui suscitent la création de programmes sociaux plus diversifiés. Finalement, ces réalités entraîneront la disparition de l'**Union nationale** et feront du **Parti libéral** le seul parti à s'être maintenu depuis le XIX^e siècle. En politique, les faits marquants abondent au Québec au cours des années 1960 à 1992.



Daniel Johnson
16 juin 1966 – 26 septembre 1968

LA RÉVOLUTION TRANQUILLE (1960-1970)

Le **Parti libéral** de Jean Lesage reste au pouvoir de 1960 à 1966, s'offrant même une réélection en 1962 grâce à une promesse capitale : le parti complètera la nationalisation des entreprises de produc-



Jean Lesage
1 juillet 1960 – 16 juin 1966

tion et de distribution de l'électricité. Pendant ces six années, ce parti marque la province d'un mouvement de modernisation de la société et de l'État à nul autre pareil au Québec. Le **Parti libéral** mise sur les interventions répétées du gouvernement et sur le désir de changements manifesté par les Québécois. Puis, pressé, trop pressé parfois, il intervient sur tous les fronts à la fois, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la création de sociétés d'État. Aux élections du 5 juin 1966, bien qu'il obtienne un pourcentage de votes exprimés plus élevé que son adversaire, le **Parti libéral** subit la défaite au profit de l'**Union nationale** de Daniel Johnson. L'**Union nationale** amorce aussitôt un mandat aux élans modérés qui prend fin le soir du 29 avril 1970. Durant cette période, l'**Union nationale** consolide certaines réalisations entreprises par les Libéraux de Jean Lesage.

LA PRÉSENCE DES TIERS PARTIS (1970-1976)

La défaite de l'**Union nationale** est historique, certes. Mais il y a plus. Ce soir-là, les observateurs comprennent vite qu'une transformation majeure vient de se produire dans le système de partis québécois : terminé le bipartisme, place au multipartisme. Les partis traditionnels doivent composer avec la venue au Parlement des députés du **Parti québécois**, un parti voué à l'indépendance du Québec, fondé en 1968 par l'ex-ministre libéral René Lévesque, et ceux du **Ralliement créditiste** de Camil Simson qui, ensemble, obtiennent plus du tiers des votes.

Ce 29 avril 1970, le pouvoir échoit au **Parti libéral** de Robert Bourassa. Réelu en 1973, grâce, entre autres, à la réalisation du projet hydroélectrique de la Baie-James, il conservera le pouvoir jusqu'en 1976.



René Lévesque
15 novembre 1976 - 3 octobre 1985

L'ÈRE DU PARTI QUÉBÉCOIS (1976-1985)

C'est le 15 novembre 1976 que le règne libéral se termine : survient alors la victoire du **Parti québécois** de René Lévesque. Basé surtout sur des projets sociaux, ce parti véhicule une vision davantage démocratique des forces politiques québécoises et assumera, à plusieurs niveaux, le nationalisme des Québécois. Il échouera toutefois dans la réalisation de son objectif premier lors que son option sera défaite lors du référendum du 20 mai 1980. Le Parti québécois triomphe aux élections générales du 13 avril 1981, provoquant ainsi la disparition de l'**Union nationale** à

l'Assemblée nationale. Il subira toutefois la défaite aux élections générales du 2 décembre 1985.



Robert Bourassa
29 avril 1970 - 15 novembre 1976
2 décembre 1985

LE RETOUR DU PARTI LIBÉRAL (1985-)

Robert Bourassa et le **Parti libéral** reprennent alors la direction du gouvernement du Québec. Ils misent sur le fédéralisme efficace et renouvelé, c'est-à-dire sur de nouveaux rapports entre les provinces canadiennes, sur une redefinition de la place du Québec dans la fédération canadienne et dans ses relations avec le gouvernement fédéral. Et, grâce à une gestion prudente de la province, ils sont reportés au pouvoir le 25 septembre 1989. En 1992, au moment où la réforme du fédéralisme canadien reste incertaine, ils dirigent toujours les destinées du Québec.



LES PARTIS TRADITIONNELS ET L'APPARITION DE NOUVEAUX PARTIS (1960-1992)

**PARTIE 2
ENSEMBLE 4
FICHE DE TRAVAIL**

1. Nommez deux facteurs qui contribuent à l'élection du Parti libéral au Québec, en 1960.

2. Énumérez trois domaines où le Parti libéral effectue des réformes majeures, entre 1960 et 1966.

3. Décrivez la transformation majeure survenue dans le système des partis politiques québécois en 1970.

4. Quelle est la réalisation majeure du Parti libéral qui a contribué à sa réélection en 1973 ?



L'ÉVOLUTION DES PARTIS POLITIQUES QUÉBÉCOIS (1792-1992)

PARTIE 2 FICHE SYNTHÈSE

ACTE
CONSTITUTIONNEL
1791

ACTE D'UNION
1840

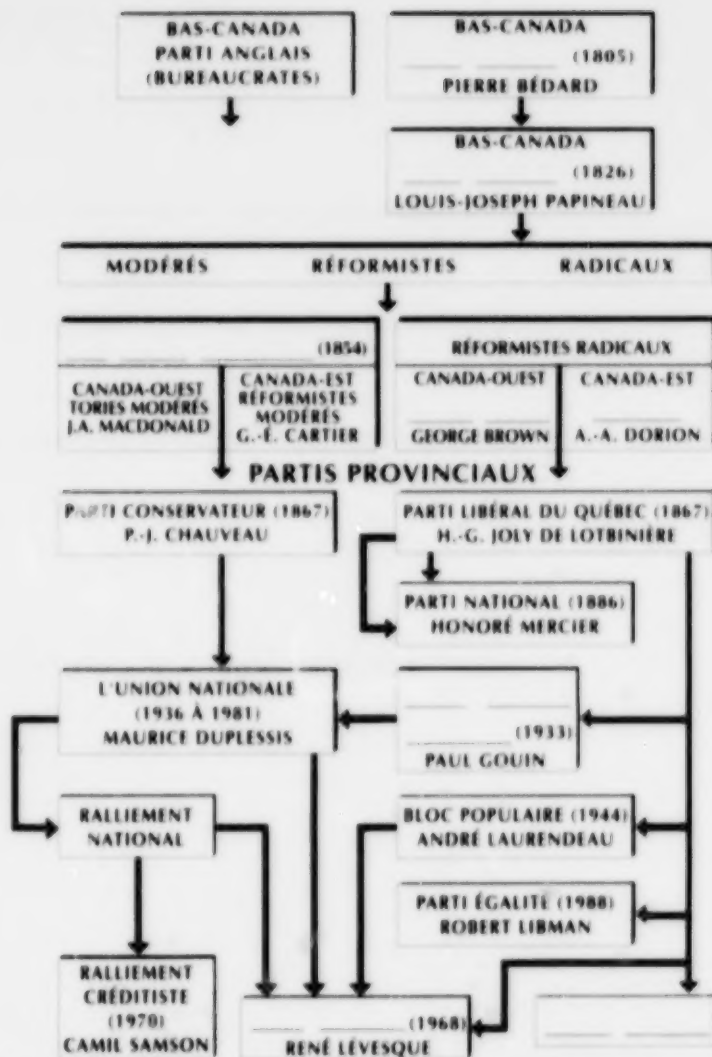
AANB 1867

PENDAISON DE
LOUIS RIEL
1885

CRISE
ÉCONOMIQUE
1929

RÉVOLUTION
TRANQUILLE
1960

AUJOURD'HUI



Ce tableau, non exhaustif, représente une synthèse de l'évolution des partis politiques québécois. Ainsi, une sélection a été faite en vue de présenter la filiation de certains partis politiques actuels. → indique un lien de parenté moins étroit.



TROISIÈME PARTIE

LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES DU QUÉBEC

LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES DU QUÉBEC	107
Activité d'apprentissage	108
Ensemble 1 Les trois pouvoirs de l'État	111
Ensemble 2 L'organisation de l'Assemblée nationale	115
Ensemble 3 Les députés et les fonctions parlementaires	119
Ensemble 4 Le cheminement d'un projet de loi	127
Activité d'apprentissage	132
Code de simulation d'une séance de l'Assemblée nationale	133

LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES DU QUÉBEC

Activité d'apprentissage

DURÉE

2 périodes de 75 minutes
ou 2 périodes de 60 minutes
ou 3 périodes de 50 minutes.

OBJECTIFS

Distinguer les trois pouvoirs de l'État.

Comparer la nature et le fonctionnement de l'Assemblée nationale et du gouvernement.

Être sensibilisé à l'importance du rôle du député.

MATÉRIEL REQUIS

Troisième partie :

- Les institutions parlementaires du Québec
- p. 107 à p. 141

Ensemble 1 - Objet d'étude :

- Les trois pouvoirs de l'État
- p. 111 à p. 113

Ensemble 2 - Objet d'étude :

- L'organisation de l'Assemblée nationale
- p. 115 à p. 118

Ensemble 3 - Objets d'étude :

- Les députés et les fonctions parlementaires
- p. 119 à p. 121
- La composition et le fonctionnement du gouvernement
- p. 122 à p. 125

Ensemble 4 - Objet d'étude :

- Le cheminement d'un projet de loi
- p. 127 à p. 131

DÉROULEMENT

En groupe (3 minutes)

L'enseignant présente les objectifs de l'activité.

**Première étape -
Les trois pouvoirs de l'État au Québec**

En équipe (15 minutes)

Les élèves reçoivent le document - **Les trois pouvoirs de l'État** - et la fiche de travail - **Je distingue les trois pouvoirs de l'État au Québec** - qu'ils remplissent en trouvant les termes à l'aide des définitions. Lorsque les élèves ont terminé, l'enseignant vérifie s'ils ont trouvé la bonne réponse.

**Deuxième étape -
L'organisation de l'Assemblée nationale**

En équipe (20 minutes)

L'enseignant remet à chaque élève le document - **L'organisation de l'Assemblée nationale** - et la fiche de travail - **Le rôle du député** -. Les élèves lisent individuellement le texte et remplissent ensuite la fiche.

En groupe (15 minutes)

Par la suite, l'enseignant vérifie les réponses des élèves. En conclusion, l'enseignant peut expliquer plus en profondeur le rôle du député législateur et contrôleur en présentant le texte sur les commissions parlementaires (p. 116).

**Troisième étape -
Les députés et les fonctions
parlementaires**

En groupe (3 minutes)

L'enseignant présente la prochaine activité en expliquant que pour assurer un bon fonctionnement de l'Assemblée nationale, les députés remplissent diverses fonctions parlementaires.

En équipe (12 minutes)

Les élèves reçoivent le document - **Les députés et les fonctions parlementaires** - et la fiche de travail A - **Qui fait quoi à l'Assemblée nationale ?** - et font l'activité d'association.

En groupe (15 minutes)

L'enseignant utilise le tableau - **Le diagramme de la Chambre** - et demande à l'élève d'identifier le siège de chacun des personnages sur le diagramme et de préciser ses fonctions.

La composition et le fonctionnement du gouvernement

En groupe (5 minutes)

L'enseignant présente la composition du gouvernement à l'aide du texte de la page 122. Il remet aux élèves le document - **Gouvernement majoritaire et gouvernement minoritaire** -, les tableaux statistiques, la fiche de travail B - **Majoritaire ou minoritaire ? Quel problème ?** - et projette l'acétate du document - **Gouvernement majoritaire et gouvernement minoritaire** -.

En équipe (15 minutes)

Après avoir lu le texte de l'acétate sur les gouvernements majoritaire et minoritaire, les élèves répondent aux trois questions de la fiche de travail B - **Majoritaire ou minoritaire ? Quel problème ?** -

En groupe (10 minutes)

L'enseignant vérifie les réponses des élèves.

Il termine l'activité en soulignant l'importance du rôle du gouvernement relativement à la qualité de vie des citoyens. Il insiste également sur la responsabilité de chacun d'exercer son droit de vote lors des élections.

**Quatrième étape -
Le cheminement d'un projet de loi**

En groupe (5 minutes)

L'enseignant questionne les élèves pour savoir quelle est la principale fonction de l'Assemblée nationale et sa responsabilité vis-à-vis des différentes lois, puis remet la fiche de travail - **Les étapes du cheminement d'un projet de loi** -.

En équipe (15 minutes)

Les élèves mettent en ordre les différentes étapes du cheminement d'un projet de loi.

En groupe (10 minutes)

L'enseignant remet le document - **Le cheminement d'un projet de loi** -. Les élèves vérifient leurs réponses et l'enseignant complète l'explication.

Note : Pour approfondir les objets d'étude de cette troisième partie, une activité d'apprentissage portant sur la simulation d'une séance de l'Assemblée nationale est présentée à la page 132.



LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT

PARTIE 3 ENSEMBLE 1

Introduction

En 1748, un philosophe français, Montesquieu, a énoncé une théorie selon laquelle le pouvoir, dans un État moderne, se partage entre trois entités : le pouvoir législatif, responsable de faire les lois; le pouvoir exécutif, chargé de l'application de ces lois; le pouvoir judiciaire, chargé de veiller au respect des lois.

LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT

Dans certains pays, tous les pouvoirs de l'État sont concentrés entre les mains d'une seule personne ou d'un petit groupe. Dans un tel régime politique, il n'y a ni élection, ni parti politique, ni Parlement. C'est la dictature.

Dans les démocraties, les trois pouvoirs sont généralement exercés par des institutions distinctes.

Avant de définir ces pouvoirs, il serait bon de distinguer les institutions : Assemblée nationale, Parlement et gouvernement.

L'Assemblée nationale comprend l'ensemble des députés élus par consultation auprès de la population.

Le Parlement est l'institution composée de l'Assemblée nationale, qui vote les lois, et du lieutenant-gouverneur, qui les sanctionne.

Le gouvernement est la structure politique qui comprend le Premier ministre et le Conseil des ministres ou le Cabinet. Les ministres sont habituellement choisis au sein du parti qui détient le pouvoir.

Notre régime parlementaire démocratique repose sur l'exercice des trois types de pouvoirs.

LE POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif, exercé par le Parlement, consiste à faire voter les lois par la majorité des membres de l'Assemblée nationale et à exercer un contrôle sur l'action du gouvernement.

LE POUVOIR EXÉCUTIF

Le pouvoir exécutif, exercé par le gouvernement ou le Conseil des ministres, permet de décider des orientations qui guident les actions de l'État, et d'administrer l'État selon les lois votées par l'Assemblée nationale.

LE POUVOIR JUDICIAIRE

Le pouvoir judiciaire, exercé par les différents tribunaux, consiste à faire respecter les lois adoptées par le Parlement. Il appartient aux juges d'interpréter les lois et de décider si un citoyen ou un groupe a agi ou non en conformité avec les lois en vigueur.



TABLEAU I

**PARTIE 3
ENSEMBLE 1**

LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT

POUVOIR LÉGISLATIF

Étudie, discute,
modifie et vote
les lois.

Exerce un contrôle
sur l'action
du pouvoir
exécutif.

▼
PARLEMENT

POUVOIR EXÉCUTIF

Détermine
les politiques
qui guident
l'action de l'État.

Administre l'État
en conformité
avec les lois
votées par le
pouvoir législatif.

▼
GOVERNEMENT

POUVOIR JUDICIAIRE

Interprète
les lois votées
par le pouvoir
législatif.

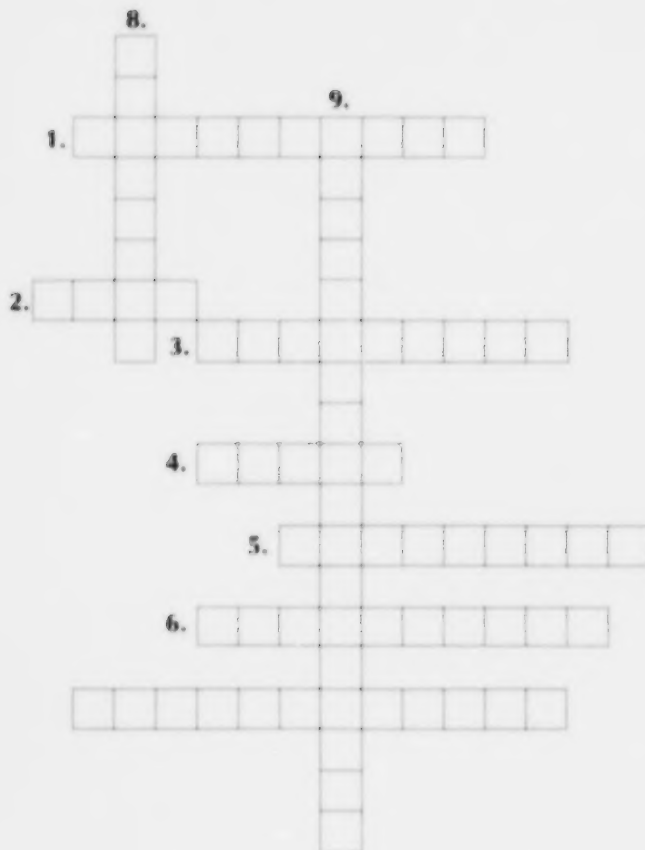
Décide si un citoyen
ou un groupe
a agi ou non
en conformité
avec la loi.

▼
TRIBUNAUX



JE DISTINGUE LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT AU QUÉBEC

PARTIE 3 ENSEMBLE 1 FICHE DE TRAVAIL



1. Pouvoir qui consiste à voter les lois par la majorité des membres de l'Assemblée nationale et à exercer un contrôle sur l'action du gouvernement.
2. Elles sont votées par l'Assemblée nationale.
3. Ils exercent le pouvoir judiciaire.
4. Personnes qui interprètent les lois et qui décident si un citoyen a agi ou non en conformité avec celles-ci.
5. Institution composée de l'Assemblée nationale et du lieutenant-gouverneur.
6. Pouvoir qui consiste à faire respecter les lois adoptées par le Parlement.
7. Structure politique qui comprend le Premier ministre et le Conseil des ministres ou Cabinet.
8. Pouvoir chargé d'administrer les lois.
9. Elle est composée des députés qui représentent les circonscriptions électorales.



L'ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PARTIE 3 ENSEMBLE 2

L'ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale se compose de l'ensemble des députés élus dans les circonscriptions électorales du Québec. Le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix est déclaré élu pour un mandat d'une durée maximale de cinq ans, soit la durée d'une législature.

La plupart des députés sont regroupés en partis politiques. Le chef du parti politique qui fait élire le plus grand nombre de députés lors des élections générales est appelé par le lieutenant-gouverneur à former le cabinet et il devient Premier ministre. Le parti qui obtient la seconde place forme l'Opposition officielle. Les autres partis qui ont fait élire au moins 12 députés, ou qui ont recueilli au moins 20 pour cent des voix, obtiennent le statut de groupe parlementaire. Ce sont des tiers partis.

À l'Assemblée nationale, le député exerce trois fonctions principales : celles de représentant, de législateur et de contrôleur.

Représentant

En tant que **représentant**, le député parle au nom de la population qui l'a élu et il utilise son droit de parole en Chambre pour attirer l'attention sur les problèmes de sa circonscription. Il renseigne les électeurs sur les lois et les services gouvernementaux et agit comme intermédiaire entre les citoyens de sa circonscription électorale et l'administration publique.

Législateur

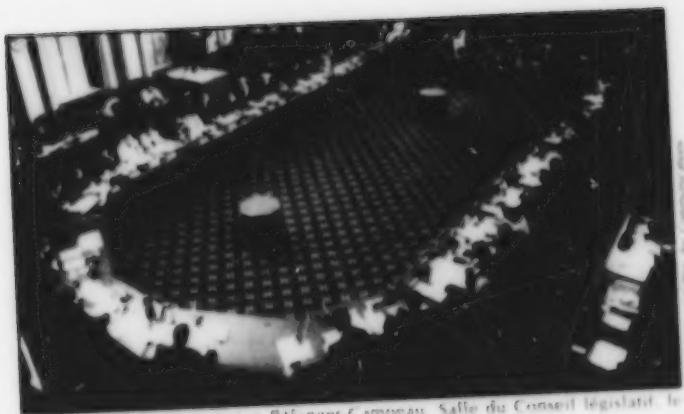
En tant que **législateur**, le député étudie, analyse et vote les projets de loi présentés à l'Assemblée nationale.

Contrôleur

En tant que **contrôleur**, le député surveille les activités du gouvernement au cours de la période des questions orales, lors de l'examen des engagements financiers et de l'étude annuelle des crédits.

TABIEAU II

LE RÔLE DU DÉPUTÉ QUÉBÉCOIS		
REPRÉSENTANT	LÉGISLATEUR	CONTRÔLEUR
Fait valoir les besoins de sa circonscription auprès du gouvernement.	Vote les lois à l'Assemblée nationale.	Contrôle l'activité gouvernementale et le budget de l'État.



Ouverture de la Commission Bélanger-Campeau. Salle du Conseil législatif, le 6 novembre 1990.

Afin d'exécuter efficacement le travail parlementaire, l'Assemblée nationale partage les tâches des députés entre différentes commissions parlementaires.

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Leur composition

Les commissions parlementaires sont des organismes par lesquels au moins une dizaine de députés exercent, au nom de l'Assemblée nationale, la double fonction de législateur et de contrôleur. Elles permettent donc au député de jouer un rôle très actif dans le processus législatif.

La composition de chaque commission tient compte de la représentation des partis politiques en Chambre, de même que de la présence de députés indépendants. Le président est élu pour une période de deux ans par les membres qui forment cette commission. Il a pour tâche d'organiser, d'animer les travaux de la commission et de présider l'élection du vice-président.

Leur rôle

Les commissions parlementaires jouent un rôle majeur à l'Assemblée nationale. Elles étudient les projets de loi, les crédits budgétaires et toute autre matière qui leur est confiée; ces mandats sont prioritaires. Il arrive aussi que les commissions tiennent une consultation générale pour recueillir les commentaires et les suggestions de groupes et de citoyens intéressés.

Il existe huit commissions permanentes en plus de la Commission de l'Assemblée nationale :

- la Commission des institutions;
- la Commission du budget et de l'administration;
- la Commission des affaires sociales;
- la Commission de l'économie et du travail;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;
- la Commission de l'aménagement et des équipements;
- la Commission de l'éducation;
- la Commission de la culture.



LE RÔLE DU DÉPUTÉ

PARTIE 3 ENSEMBLE 2 FICHE DE TRAVAIL

Consigne : Trouvez les mots manquants dans les phrases suivantes.
Un dictionnaire peut vous aider à vérifier l'orthographe.

1. Le député est le des citoyens
d'une circonscription électorale.
2. La population choisit ses députés par les .
3. Le député est un représentant pour un maximum de cinq ans
par les gens d'une même circonscription électorale.
4. Le député peut être indépendant ou appartenir à un politique.
5. Le chef du parti politique qui fait élire le plus grand nombre de députés devient
.
6. Le groupe des députés du parti politique qui s'est classé deuxième
aux élections forme l'
.
7. Le député a aussi un rôle de législateur. Il discute et vote les
 de .

8. Le député contrôle les actions du gouvernement. Il joue un rôle de
☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

9. Le député ☐☐☐☐☐☐ à l'Assemblée nationale et aux commissions
parlementaires.

10. Le député peut contrôler les actions du gouvernement en posant des
☐☐☐☐☐☐☐☐☐ aux ministres.

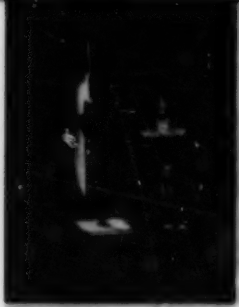
11. Le député siège aux séances de l'Assemblée nationale et à celles des
☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐ parlementaires.

Pouvez-vous relever le défi suivant ?

12. Quel est le nom de votre député ?

13. De quel parti politique est-il membre ?

14. Quelle est le nom de votre circonscription électorale ?



LES DÉPUTÉS ET LES FONCTIONS PARLEMENTAIRES

PARTIE 3 ENSEMBLE 3

LES FONCTIONS PARLEMENTAIRES

Certains membres de l'Assemblée nationale exercent des rôles nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

Le Président

Dès leur première réunion après les élections générales, les députés élisent un Président et deux vice-présidents parmi les députés de l'Assemblée nationale.

Le Président de l'Assemblée nationale dirige les séances de l'Assemblée. Il donne le droit de parole aux députés et veille à faire respecter les règlements établis par la Chambre. De plus, il joue un rôle actif dans les relations parlementaires internationales. Deux vice-présidents l'assistent dans ses tâches.

Le Premier ministre

Le Premier ministre est généralement le chef du parti politique au pouvoir et il exerce le pouvoir avec les ministres qu'il choisit. En Chambre, le Premier ministre a la tâche de prononcer le discours d'ouverture et de répondre de l'administration de son gouvernement lorsqu'il est interpellé par les députés. Le discours d'ouverture permet à l'Assemblée nationale de connaître le programme législatif de la session qui débute.

Les ministres

Les ministres sont responsables de la gestion de leur ministère devant la Chambre. À ce titre, ils présentent les projets

de loi d'intérêt public, répondent aux questions et aux critiques des députés de l'Opposition et justifient l'utilisation des sommes d'argent qu'ils administrent. Dans leur travail, ils sont généralement assistés par des adjoints parlementaires qui agissent comme porte-parole du ministre lors de l'absence de ce dernier.

Le chef de l'Opposition officielle

Le chef de l'Opposition officielle est le chef du parti qui s'est classé deuxième aux élections générales. Il a pour tâche d'interroger le gouvernement sur des sujets d'actualité et de diriger l'action de son groupe parlementaire. Il peut aussi y avoir d'autres groupes parlementaires d'opposition (tiers partis).

Les leaders parlementaires

Chaque parti désigne un leader parlementaire. Ce spécialiste de la procédure défend les positions de son groupe en tenant compte des règlements de l'Assemblée nationale. Le leader parlementaire du gouvernement a pour tâche particulière de planifier l'ordre du jour.

Les whips

Chaque parti politique choisit un whip parmi ses membres; ce dernier est chargé de maintenir le bon ordre et la solidarité parmi ses collègues.



QUI FAIT QUOI À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

PARTIE 3 ENSEMBLE 3 FICHE DE TRAVAIL A

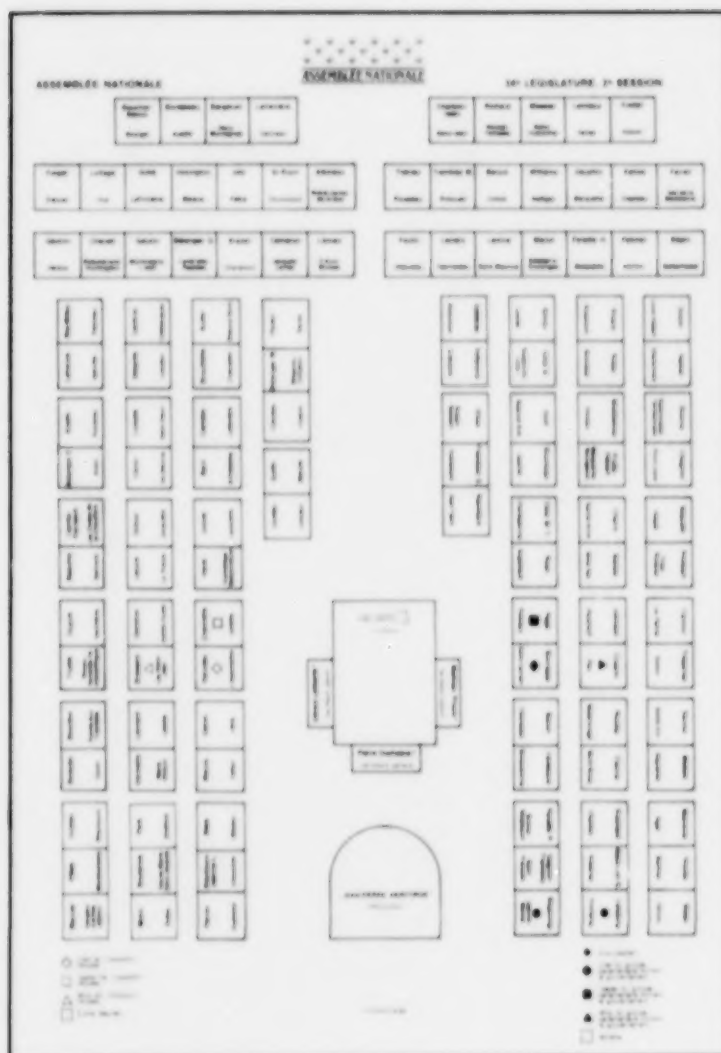
Consigne :
Reliez chacun des
titres à sa fonction

1. Président de l'Assemblée nationale
 2. Vice-présidents de l'Assemblée nationale
 3. Premier ministre
 4. Ministres
 5. Chef de l'Opposition officielle
 6. Leader parlementaire du gouvernement
 7. Leader parlementaire de l'Opposition officielle
 8. Whips
 9. Présidents des commissions parlementaires
 10. Vice-présidents de commissions parlementaires
 11. Adjoints parlementaires
 12. Députés
- a • Organisent et animent les travaux de leur commission.
 - b • Interroge le gouvernement sur les sujets d'importance majeure.
• Dirige l'action parlementaire de son parti.
 - c • Assistent un ministre dans son travail parlementaire et agissent comme porte-parole du ministre en cas d'absence.
 - d • Assistent le Président.
 - e • Prononce le discours d'ouverture.
• Répond de l'administration du gouvernement.
 - f • Légifèrent.
• Exercent un contrôle sur l'action du gouvernement.
• Servent d'intermédiaires entre les électeurs et le gouvernement.
 - g • Veillent à la discipline à l'intérieur de leur parti.
• Coordonnent l'action de leurs députés.
 - h • Dirige les travaux.
• Administre l'Assemblée nationale.
• Joue un rôle actif dans les relations parlementaires internationales.
 - i • Agit comme porte-parole de son groupe parlementaire sur des questions de procédure et planifie l'ordre du jour.
 - j • Répondent aux questions.
• Défendent leurs projets de loi à chacune des étapes du processus législatif.
 - k • Agit comme porte-parole de son groupe parlementaire sur des questions de procédure.
 - l • Assistent le président de leur commission parlementaire.

Réponses :

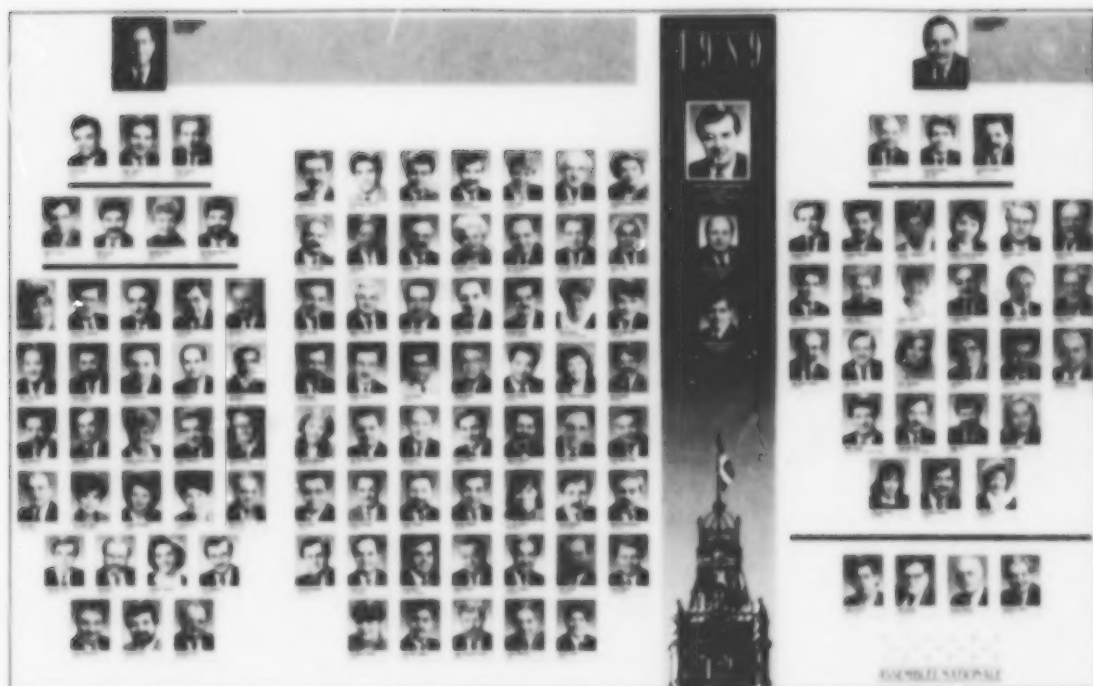
1. ____ 2. ____ 3. ____ 4. ____ 5. ____ 6. ____
7. ____ 8. ____ 9. ____ 10. ____ 11. ____ 12. ____

PARTIE 3
ENSEMBLE 3



Source : Assemblée nationale.

MOSAÏQUE DE L'ÉLECTION DE 1989



Cette mosaïque de 1989 montre les parlementaires de la 34^e législature de l'Assemblée nationale du Québec. Apparaissent de cette gauche, le Premier ministre, Robert Bourassa, et les membres de son Cabinet, puis les autres députés du Parti libéral au pouvoir. À l'extrême droite, apparaissent les députés du Parti québécois et leur chef Jacques Parizeau, chef de l'Opposition officielle. Entre ces derniers, au-dessus de la base de l'édifice du Parlement, apparaît Jean-Pierre Sauré, Président de l'Assemblée nationale et les deux vice-présidents. Immédiatement sous les photos des chefs, on voit les leaders, les leaders adjoints, les députés et les députés adjoints des deux formations politiques.

LA COMPOSITION ET LE FONCTIONNEMENT DU GOUVERNEMENT

À l'Assemblée nationale, le gouvernement joue un rôle majeur. Il se compose du Premier ministre et des ministres habituellement choisis par le Premier ministre parmi les députés du parti au pouvoir. Ces derniers deviennent membres du Conseil exécutif et exercent le pouvoir tant et aussi longtemps que la majorité des membres de l'Assemblée nationale accordent leur appui au gouvernement :

c'est l'application du principe de la responsabilité ministérielle. De plus, les ministres doivent appuyer solidement toutes les décisions du Conseil exécutif ou offrir leur démission : c'est le principe de la solidarité ministérielle.

GOVERNEMENT MAJORITAIRE ET GOVERNEMENT MINORITAIRE

PARTIE 3 ENSEMBLE 3

Un gouvernement est majoritaire lorsque le parti qui le forme a fait élire plus de 50 % des députés à l'Assemblée nationale.

GOVERNEMENT MAJORITAIRE - 125 CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

PARTI X	PARTI Y	PARTI Z
70 députés élus ↓ 56 % des députés	50 députés élus ↓ 40 % des députés	5 députés élus ↓ 4 % des députés

Le parti X a fait élire 70 députés, ce qui représente 56 % des sièges à l'Assemblée nationale. Le parti X constituera donc un gouvernement majoritaire.

Cependant, il peut arriver qu'un parti forme le gouvernement, sans être majoritaire en Chambre. Ce gouvernement se maintient au pouvoir tant qu'il reçoit l'appui d'un nombre suffisant de députés des tiers partis pour lui assurer la majorité à l'Assemblée nationale. Il constitue un gouvernement minoritaire.

GOVERNEMENT MINORITAIRE - 125 CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

PARTI X	PARTI Y	PARTI Z
60 députés élus ↓ 48 % des députés	45 députés élus ↓ 36 % des députés	20 députés élus ↓ 16 % des députés

Le parti X a fait élire 60 députés, ce qui représente 48 % des sièges. Dans un tel cas, il formera un gouvernement minoritaire. Il pourra exercer le pouvoir s'il obtient l'appui d'un nombre suffisant de députés d'autres partis.



RÉSULTATS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AU QUÉBEC

PARTIE 3 ENSEMBLE 3

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AU QUÉBEC (1936-1960)

Année	Nombre de députés élus		Suffrages obtenus %		Sièges obtenus %	
	Parti libéral	Union nationale	Parti libéral	Union nationale	Parti libéral	Union nationale
1936	14	76	30,1	43,4	15,6	84,4
1939	69	14	40,7	29,3	81,4	17,4
1944	17	48	28,1	27,1	40,3	52,8
1948	8	82	26,9	38,1	8,7	89,1
1952	23	68	34,2	37,7	23,0	73,8
1956	20	72	34,6	39,9	21,5	77,4
1960	51	43	41,3	37,5	53,7	45,2

N.B. Ce tableau tient compte uniquement des deux principales parties en lice.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AU QUÉBEC (1960-1989)

Année	Nombre de députés élus					Suffrages obtenus %					Sièges obtenus %				
	P.L.	U.N.	R.C.	P.Q.	P.É.	P.L.	U.N.	R.C.	P.Q.	P.É.	P.L.	U.N.	R.C.	P.Q.	P.É.
1960	51	43	—	—	—	41,3	37,5	—	—	—	53,7	45,2	—	—	—
1962	61	31	—	—	—	44,3	33,1	—	—	—	64,1	32,6	—	—	—
1966	50	36	—	—	—	34,3	29,4	—	—	—	46,3	51,9	—	—	—
1970	72	17	12	7	—	37,5	16,2	9,2	19,0	—	66,6	15,5	11,3	6,5	—
1973	102	0	2	6	—	43,1	3,9	5,8	23,9	—	92,7	0,0	3,8	5,5	—
1976	26	11	1	71	—	28,2	15,2	3,9	34,6	—	24,0	10,0	3,0	64,0	—
1981	42	0	0	80	—	37,6	3,3	0,0	40,2	—	34,4	0,0	0,0	65,6	—
1985	99	—	—	23	—	41,7	—	—	28,8	—	81,2	—	—	18,9	—
1989	92	—	—	29	4	36,5	—	—	29,3	2,7	73,6	—	—	23,2	3,2

Légende : P.L. = Parti libéral U.N. = Union nationale R.C. = Rassemblement chrétien
P.Q. = Parti québécois P.É. = Parti égalité
Pourcentage calculé selon le nombre de votes déposés.

Source : Statistiques électorales du Québec, 1967-1989, Paris-Dowling - 1990.



MAJORITAIRE OU MINORITAIRE ? QUEL PROBLÈME !

PARTIE 3 ENSEMBLE 3 FICHE DE TRAVAIL B

CONSIGNE : À L'AIDE DES PAGES 123 ET 124, RÉPONDEZ AUX QUESTIONS.

1. Aux prochaines élections, si le parti X obtient 51 % des sièges à l'Assemblée nationale, sera-t-il au pouvoir ?

Si oui, quel type de gouvernement formera-t-il ?

--

2. Supposons la situation suivante :

Dans une Assemblée de 125 députés,

- le parti X a fait élire 58 députés,
- le parti Y, 32 députés,
- le parti Z, 15 députés.

- a) Le parti X peut-il être porté au pouvoir ?
b) Le parti X peut-il gouverner ?

A

B

3. À l'aide des tableaux statistiques, trouvez deux cas dans l'histoire des élections au Québec où un parti politique a obtenu un pourcentage de votes inférieur à celui d'un autre parti, tout en ayant obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée nationale.



LE CHEMINEMENT D'UN PROJET DE LOI

PARTIE 3 ENSEMBLE 4

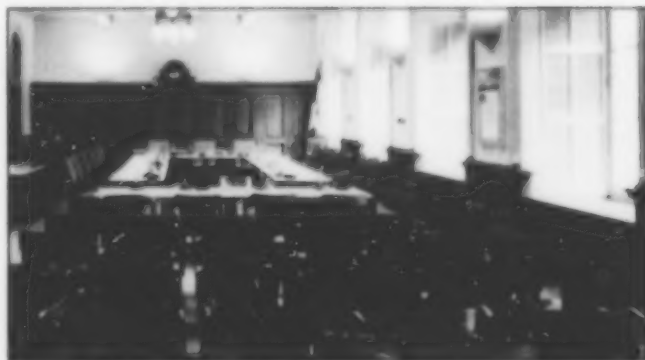
QU'EST-CE QU'UNE LOI ?

Une loi a pour objet de définir et de préciser les droits et les obligations des citoyens et de divers groupes de la société et du gouvernement lui-même.

Il existe deux types de lois : des projets de loi d'intérêt public et des projets de loi d'intérêt privé. Les projets de loi d'intérêt public sont ceux qui s'appliquent à toute la population et qui sont présentés par le gouvernement ou par un député s'ils ne comportent pas d'incidence financière. Les projets de loi d'intérêt privé touchent des intérêts particuliers ou locaux et sont toujours présentés par des députés.

Avant de devenir loi, un projet de loi doit franchir généralement huit étapes.

1. Un projet de loi est d'abord présenté à l'Assemblée nationale par le ministre ou le député qui en propose l'adoption; c'est la première lecture ou la **présentation**.



La salle Louis-Hippolyte La Fontaine, à l'Hôtel du Parlement, est utilisée pour les travaux des diverses Commissions parlementaires.

2. Une étape facultative du processus législatif consiste à inviter en commission parlementaire les personnes et les groupes concernés à s'exprimer sur le projet de loi. Il s'agit d'une **consultation générale**.
3. Par la suite, les députés se prononcent sur le caractère essentiel du projet de loi, sa pertinence et sa valeur. C'est la deuxième lecture ou l'**adoption du principe**.
4. À ce stade, le projet de loi est confié à une commission parlementaire qui l'étudie article par article. La commission pourra présenter des modifications dans le rapport remis à la Chambre. C'est l'**étude détaillée en commission parlementaire**.
5. L'Assemblée nationale reçoit le rapport de la commission parlementaire, l'adopte ou le rejette. C'est la **prise en considération du rapport de la commission**.
6. Le projet de loi fait l'objet d'un bref débat au cours duquel les députés expriment une dernière fois leurs prises de position. Un vote s'ensuit. C'est l'étape de la troisième lecture ou l'**adoption** par l'Assemblée nationale.
7. Le projet de loi adopté par la Chambre est acheminé au lieutenant-gouverneur qui, au cours d'une cérémonie, appose sa signature sur la copie officielle du texte de loi. C'est la **sanction** par le lieutenant-gouverneur. Le projet de loi devient une loi.
8. L'**entrée en vigueur de la loi** peut se faire le jour de sa sanction ou à une date ultérieure.



Les parlementaires du Parlement au cours de laquelle le député Martin Anger, locataire généraliste de l'époque, approuve la signature sur la copie officielle de la loi des Travaux publics, le 10 janvier 1902.

En ce qui concerne l'adoption des projets de loi d'intérêt privé, les étapes sont sensiblement les mêmes, mais plus expéditives. Par exemple: immédiatement après la présentation, le projet de loi se retrouve en commission parlementaire

permanente pour les auditions publiques et en même temps pour l'étude de chacun des articles. Par la suite, le projet de loi franchit, sans débat et à la même séance, les étapes de l'adoption du principe et de l'adoption finale.



LES ÉTAPES DU CHEMINEMENT D'UN PROJET DE LOI

PARTIE 3 ENSEMBLE 4 FICHE DE TRAVAIL

Consigne :

Mettez en ordre les
étapes du cheminement
d'un projet de loi.

Adoption, Adoption du principe, Consultation générale (facultative),
Entrée en vigueur de la loi, Étude détaillée en commission,
Présentation, Prise en considération du rapport de la commission,
Sanction.

1.

5.

2.

6.

3.

7.

4.

8.



EXEMPLE D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

PARTIE 3 ENSEMBLE 4

PROJET DE LOI 25 (chapitre 11)

Loi sur l'aide financière aux étudiants

Objet : Cette loi a pour objet d'établir un cadre législatif pour l'application d'un régime d'aide financière aux étudiants composé de deux programmes, à savoir : le programme de prêts et bourses pour les études postsecondaires à temps plein et le programme de bourses pour les études postsecondaires à temps partiel.

La loi prévoit que l'aide financière est accessible aux étudiants du niveau postsecondaire qui veulent poursuivre de telles études mais dont les ressources financières sont insuffisantes selon les règles déterminées par cette loi. Elle prévoit également que le montant d'aide financière est déterminé notamment en fonction du montant établi à titre de contribution de l'étudiant et, s'il y a lieu, de celle de ses parents ou de son conjoint.

De plus, cette loi institue un comité d'examen des demandes dérogatoires et accorde au ministre un pouvoir discrétionnaire relativement à ces cas.

Ministre responsable :	le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
Parrain :	M. Claude Ryan
Présentation :	19 décembre 1989
Adoption du principe :	10 avril 1990
Commission de l'éducation :	8, 9, 10, 15 mai 1990
Adoption :	8 juin 1990
Sanction :	8 juin 1990
Entrée en vigueur :	le 8 juin 1990, à l'exception du paragraphe 2 ^e de l'article 1, de l'article 8, de la section II du chapitre III et du paragraphe 3 ^e du premier alinéa de l'article 56 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates ultérieures fixées par le gouvernement.
Lois modifiées :	Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)
Loi remplacée :	Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., chapitre P-21)

Source : Répertoire législatif de l'Assemblée nationale, 1990.



EXEMPLE D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

PARTIE 3 ENSEMBLE 4

LOI CONCERNANT LA VILLE DE BAIE-COMEAU (CHAPITRE 93)

[Sanctionnée le 21 novembre 1990]

Préambule ATTENDU que la ville de Baie-Comeau a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés:

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

- | | |
|-------------------|---|
| Centre de congrès | 1. La ville de Baie-Comeau est autorisée à établir et exploiter un Centre de congrès. |
| Administration | La ville peut assumer l'administration du Centre de congrès ou confier cette administration à toute personne, société commerciale ou corporation et signer toute entente à cette fin. |
| Subventions | 2. La ville est autorisée à accorder des subventions à des institutions, sociétés ou corporations vouées à la poursuite des fins ci-dessus mentionnées et signer toute entente requise à cette fin. |
| Automatisation | La ville doit, pour tout montant de subvention qu'elle accorde en excédent d'un total de 800 000 \$, obtenir au préalable l'autorisation du ministre des Affaires municipales. |
| Entrée en vigueur | 3. La présente loi entre en vigueur le 21 novembre 1990. |

UNE SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Activité d'apprentissage

DURÉE

2 périodes de 75 minutes
ou 2 1/2 périodes de 60 minutes
ou 3 périodes de 50 minutes.

OBJECTIFS

Faire vivre à l'élève le déroulement d'une séance de l'Assemblée nationale portant sur l'étude d'un projet de loi.

Se familiariser avec les étapes d'un projet de loi.

Être sensibilisé au fonctionnement de nos institutions parlementaires.

MATÉRIEL

Document - **Guide de simulation d'une séance de l'Assemblée nationale** - (p. 133 à p. 141).

DÉROULEMENT

En groupe

L'enseignant propose aux élèves de vivre l'expérience d'une séance de l'Assemblée nationale portant sur le cheminement d'un projet de loi. Bien que chaque étape doit avoir lieu à une séance distincte à l'Assemblée nationale, le processus législatif a été adapté afin de permettre sa réalisation dans le cadre d'une période. L'enseignant qui le souhaite peut signifier ce changement de séance par une pause symbolique. Les élèves sont invités à réfléchir sur quelques sujets de projets de loi qui pourraient les intéresser et dont ils pourraient discuter, comme :

- le droit de vote à 16 ans
- la censure à la télévision
- la poursuite des études jusqu'à l'université
- l'organisation de sorties de fin d'année

L'enseignant peut aussi définir avec les élèves un sujet particulier comme :

- les sujets d'actualité
- les projets de loi qui font la manchette des journaux

L'enseignant suit ensuite les étapes de la démarche présentée dans le document intitulé - **Guide de simulation d'une séance de l'Assemblée nationale** - en vue de préparer la séance.

Il reprend la fiche de travail A - **Qui fait quoi à l'Assemblée nationale ?** - et l'acétate du tableau - **Le diagramme de la Chambre** - utilisés lors de l'activité précédente afin de préciser les différents rôles et de visualiser l'organisation de la classe en « Chambre ».

A l'aide du scénario proposé, la classe réalise la simulation.

Il est très important que l'enseignant fasse un retour sur les difficultés rencontrées, sur les réussites ainsi que sur la façon dont les élèves ont vécu, intellectuellement et affectivement, cette expérience. Dans le cas où un sujet d'actualité scolaire était à l'ordre du jour, il serait souhaitable d'assurer un suivi.

GUIDE DE SIMULATION D'UNE SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Préparation de la simulation

ACCESSOIRES SUGGÉRÉS

- La masse (une grande règle ou autre)
- Le trône (une chaise et un coussin)
- La table des officiers (secrétaire général, sergent d'armes (un pupitre ou une table de travail))
- Les sièges des parlementaires (les pupitres des élèves disposés selon le diagramme de la Chambre)



Salle de l'Assemblée nationale où siègent les députés.

CRÉATION DES PARTIS POLITIQUES ET CHOIX DES PRINCIPAUX PERSONNAGES

Après consultation auprès des élèves, l'enseignant leur demande de choisir un sujet de projet de loi parmi les sujets proposés à la page 132, un sujet d'actualité ou encore un projet de loi qui fait la manchette des journaux. Parmi ceux-ci, la classe retient trois sujets et procède au vote.

Le projet de loi qui obtient la majorité absolue des votes de la classe fait l'objet de la simulation. Les élèves qui sont en faveur du projet de loi constituent le parti au pouvoir; ceux qui sont contre forment l'Opposition officielle. Les élèves qui ne se prononcent pas forment un tiers parti.

Chaque groupe parlementaire élit par la suite le Premier ministre et le chef de l'Opposition officielle. Le Premier ministre et le chef de l'Opposition officielle nomment leur leader parlementaire.

ATTRIBUTION DES RÔLES

Chaque élève choisit ou se voit attribuer un rôle. L'enseignant donne une description et des directives concernant ce rôle. Pour une classe de 30 élèves, il serait souhaitable de distribuer les rôles de la façon suivante :

Parti au pouvoir

- 1 Premier ministre
- 1 leader parlementaire
- 4 ministres
- 2 adjoints parlementaires
- 8 députés
- 1 whip

Opposition officielle

- 1 Chef de l'Opposition
- 1 leader parlementaire
- 8 députés
- 1 whip

Officiers

- 1 secrétaire général
- 1 sergent d'armes

Le rôle de Président peut être exercé par l'enseignant ou par un des élèves députés choisi par les deux groupes parlementaires, au moment de l'ouverture de la séance.

Tous ont droit de parole, mais pour exercer ce droit, un député doit se lever et demander la parole au Président, en le désignant par son titre. Exemple : « Monsieur le Président » ou « Madame la Présidente ».

DESCRIPTION ABRÉGÉE DES RÔLES

Le Président

- Il dirige et contrôle les débats.
- Il agit comme arbitre entre les députés du gouvernement et ceux de l'Opposition.
- Il donne le droit de parole et veille à faire respecter les règles de procédure. (Voir l'adaptation des règles de procédure de l'Assemblée nationale page 138)
- Il ouvre et ferme la séance de l'Assemblée nationale.

Le Premier ministre

- Il prononce des discours lors des débats.
- Il répond aux questions des députés.

Le chef de l'Opposition officielle

- Il pose des questions aux ministres et principalement au Premier ministre.
- Il participe aux débats.

Les ministres

- Ils présentent et défendent des projets de loi.
- Ils répondent aux questions des députés.

Les leaders parlementaires

- Ils agissent comme porte-parole de leur groupe parlementaire sur les questions de procédure et, de plus, le leader parlementaire du gouvernement planifie l'ordre du jour des séances.

Les whips

- Ils veillent à la discipline à l'intérieur de leur groupe parlementaire.

Les adjoints parlementaires

- Ils assistent un ministre dans l'exercice de ses fonctions.
- Ils peuvent répondre aux questions adressées au ministre ou en prendre avis en son nom.

Les députés

- Ils donnent leur opinion à l'occasion d'un débat.
- Ils critiquent l'action du gouvernement en posant des questions aux ministres.

Le Secrétaire général

- Il assure le compte rendu des séances.
- Il contribue à l'enregistrement des voix au moment des votes, en donne le résultat au Président et chronomètre le temps alloué à chacun des parlementaires.

Le sergent d'armes

- Il veille à la sécurité des membres de l'Assemblée.
- Il est le gardien de la masse, symbole de l'autorité de l'Assemblée nationale.



Le Président de l'Assemblée nationale, monsieur Jean-Pierre Sarradon.

RÉALISATION D'UNE SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Ouverture

1 MINUTE

Les députés sont debout à leur siège. Le Président entre, précédé de la masse portée par le sergent d'armes, et se dirige vers son siège. Le sergent d'armes dépose la masse sur la table. Le Président demande aux députés d'observer un moment de recueillement.

PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI

1^{re} LECTURE

2 MINUTES

Le Président dit : « Veuillez vous asseoir ».

Le Président dit : « Affaires courantes ».

Le Président dit : « Déclarations
ministérielles ».

Le leader parlementaire du gouvernement se lève et dit : « Monsieur le Président, il n'y a pas de déclaration ministérielle ».

Ensuite, le Président dit : « Présentation
des projets de loi ».

Le Premier ministre ou un ministre se lève et présente le projet de loi. Il dit : « Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter le projet de loi sur... Ce projet de loi vise à ... ».

Le Président met aux voix sans débat la motion proposant à l'Assemblée de se saisir du projet de loi.

Le Président dit : « Affaires du jour ».

ADOPTION DU PRINCIPE

2^e LECTURE

20 MINUTES

Le Président dit : « Adoption du principe ».

Plusieurs élèves-députés s'expriment sur les principes du projet de loi. Les députés ministériels apporteront des arguments favorables et les députés de l'Opposition apporteront des arguments défavorables en attirant l'attention sur des solutions.

En tout temps, les députés doivent attendre que le Président leur donne la parole.

Le ministre responsable du projet de loi donne une réplique de deux minutes.

A la fin du débat, l'Assemblée procède à un vote sur le principe du projet de loi. Le vote se fait à main levée ou, si deux députés l'exigent, par appel nominal (article 220).

A la suite du vote, le Secrétaire général communique le résultat au Président, qui le proclame à l'Assemblée.

ÉTUDE DU PROJET DE LOI ARTICLE PAR ARTICLE 20 MINUTES

Le Président dit : « Étude du projet de loi
article par article ».

Le ministre responsable du projet de loi intervient pendant trois minutes et, par la suite, les députés de l'Opposition et du gouvernement proposent des motions d'amendements au projet de loi.

Ce débat se termine par la réplique de trois minutes du ministre responsable du projet de loi.

Le Président dit : « Prise en considération des motions d'amendements apportés au projet de loi ». Puis, il fait la lecture de chacune des motions d'amendements (article 222).

Au fur et à mesure que les motions d'amendements sont apportées au projet de loi, les amendements sont votés article par article.

Le Président invite à se lever les députés favorables à la motion, puis ceux qui s'y opposent et ensuite ceux qui s'abstiennent (article 226).

À la suite de chaque amendement, le Secrétaire général communique le résultat au Président, qui le proclame à l'Assemblée.

DÉBAT SUR LA MOTION D'ADOPTION DU PROJET DE LOI 6 MINUTES

Le leader du gouvernement se lève et propose une motion d'adoption du projet de loi.

Le Président se lève et dit : « *Débat sur la motion d'adoption du projet de loi* ».

Le ministre responsable du projet de loi donne les arguments en faveur de l'adoption du projet de loi.

Par la suite, le Président donne la parole au critique officiel de l'Opposition.

À la fin, le Président demande au ministre de donner sa réplique.

ADOPTION DU PROJET DE LOI 3^e LECTURE 3 MINUTES

Le Président se lève et dit : « *Adoption du projet de loi* ».

Le Président demande le vote sur le projet de loi. Si deux députés le demandent, le vote se fait par appel nominal (article 220).

À la suite du vote, le Secrétaire général communique le résultat au Président qui le proclame à l'Assemblée.

Le projet de loi sera finalement adopté ou rejeté.

FERMETURE

La séance se termine lorsqu'un député présente une motion d'ajournement.

Le député dit : « *Monsieur le Président, je propose l'ajournement des travaux* ».

La séance prend fin lorsque le Président dit : « *À l'ordre s'il vous plaît, l'Assemblée ajourne ses travaux* ».

ADAPTATION DES RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Débats

TEMPS DE PAROLE

Temps de parole

209. Sauf dispositions contraires, un député peut s'exprimer une seule fois sur une même question. Son temps de parole est de deux minutes pour une motion de forme et de trois minutes pour toute autre affaire.

Auteur d'une motion

Cependant, l'auteur d'une motion a un temps de parole de deux minutes pour les motions de fond et de trois minutes pour les motions de forme.

DÉBATS RESTREINTS

Durée d'un débat restreint

210. Sauf dispositions contraires, la durée d'un débat restreint est d'au plus dix minutes.

PERTINENCE

Règle de la pertinence

211. Tout discours doit porter sur le sujet en discussion.

EXPLICATIONS

Explications sur un discours

212. Tout député estimant que ses propos ont été mal compris ou déformés peut donner de très brèves explications sur le discours qu'il a prononcé.

Contenu des explications

Il doit donner ces explications immédiatement après l'intervention qui les suscite. Elles ne doivent apporter aucun élément nouveau à la discussion, ni susciter de débat.

Question à la suite d'une intervention

213. Tout député peut demander la permission de poser une question au député qui vient de terminer une intervention. La question et la réponse doivent être brèves.

CITATION DE DOCUMENT

Dépôt d'un document cité

214. Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

DROIT DE RÉPLIQUE

Droit de réplique

215. Outre les droits de réplique prévus au présent règlement, le député qui a proposé une motion de fond dispose d'un droit de réplique.

Durée du droit de réplique

216. Sauf dispositions contraires, le droit de réplique est de trois minutes.

Effet de la réplique

218. La réplique clôt le débat.

MISE AUX VOIX

Vote, quorum

219. L'Assemblée se prononce par vote.

Le quorum est requis pour que le vote soit valide.

Main levée ou appel nominal

220. Le vote se fait à main levée ou, si deux députés l'exigent, par appel nominal.

Lecture d'une motion

221. Avant de mettre une motion aux voix, le Président en donne lecture.

Vote sur un amendement

222. A moins que le texte n'ait été distribué aux députés, le Président, au moment du vote sur un amendement, donne successivement lecture de la motion, de l'amendement et de la motion telle qu'elle devrait se lire une fois amendée.

Déroulement du vote

226. Le Président invite à se lever les députés favorables à la motion, puis ceux qui s'y opposent et ensuite ceux qui s'abstiennent.

Résultat

Les députés se lèvent tour à tour et se prononcent sur la question. Le Secrétaire général communique le résultat au Président, qui le proclame à l'Assemblée.

Intervention pendant un vote

227. Pendant un vote, les députés ne peuvent prendre la parole que pour faire un rappel au règlement ou pour signaler une violation de droit ou de privilège.

Dissidence ou abstention

228. Lorsqu'un vote à main levée a lieu, tout député peut exiger que le procès-verbal de la séance fasse état de sa dissidence ou de son abstention, ou indique que l'adoption n'a pas été unanime.

Procédure législative

ÉTAPES

Étapes d'un projet de loi

229. L'étude d'un projet de loi comporte les cinq étapes suivantes :

- 1) présentation;
- 2) adoption du principe;
- 3) étude détaillée en commission;
- 4) prise en considération du rapport de la commission;
- 5) adoption.

PRÉSENTATION

Présentation

233. À l'étape prévue des affaires courantes, le député présente le projet à l'Assemblée en donnant lecture des notes explicatives qui l'accompagnent ou en les résumant. Celles-ci doivent exposer sommairement l'objet du projet de loi et ne contenir ni argumentation ni exposé de motif.

Mise aux voix

234. Le Président met aux voix sans débat la motion proposant à l'Assemblée de se saisir du projet de loi.

ADOPTION DU PRINCIPE

Adoption du principe

236. Le débat sur l'adoption du principe du projet de loi est inscrit aux affaires du jour de la séance qui suit soit sa présentation, soit le rapport de la commission.

Débat sur le principe

239. Le débat porte exclusivement sur l'opportunité du projet de loi, sur sa valeur intrinsèque, ou sur tout autre moyen d'atteindre les mêmes fins.

Temps de parole et de réplique

Les temps de parole sur cette motion sont assimilés à ceux d'une motion de fond et l'auteur a droit à une réplique.

Motion de report

240. Seul est recevable un amendement visant à reporter l'adoption du principe. Il n'y a pas de sous-amendement.

Mise aux voix sans débat

242. À moins que trois députés ne s'y opposent, le leader du gouvernement peut proposer, sur motion sans préavis et non débattue, que la motion d'adoption du principe soit mise aux voix sans débat.

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION

Dépôt du rapport et dépôt d'amendements

252. Le jour précédant le dépôt du rapport d'une commission qui a étudié un projet de loi en détail, tout député peut, au plus tard à XX heures, transmettre, au bureau du Secrétaire général, copie des amendements qu'il entend proposer.

Recevabilité

Le Président décide de la recevabilité des amendements et les choisit de façon à en éviter la répétition.

Organisation du débat

253. À la suite d'une réunion avec les leaders des groupes parlementaires, le Président organise la mise aux voix des amendements proposés.

Temps de parole

Les temps de parole sont les mêmes que ceux qui sont prévus pour une motion de forme. Le ministre ou le député qui présente le projet de loi peut intervenir au plus pendant deux minutes après chaque discours.

Mise aux voix

254. Le débat terminé, les amendements sont mis aux voix successivement, de la manière indiquée par le Président. Les amendements adoptés sont intégrés au rapport (projet de loi), qui est ensuite mis aux voix.

ADOPTION

Adoption

256. Le débat sur la motion d'adoption d'un projet de loi est restreint à son contenu. Aucun amendement n'est recevable.

Temps de parole

La durée des discours est de trois minutes. Le ministre ou le député qui présente le projet de loi et les chefs de groupes parlementaires ont un temps de parole de trois minutes.

Réplique

Le ministre ou le député qui présente le projet de loi a droit à une réplique de trois minutes.

CORRIGÉS

PREMIÈRE PARTIE

CORRIGÉS

ENSEMBLE 1 SCHEMA

LES INSTITUTIONS
POLITIQUES DE LA
NOUVELLE-FRANCE
AUX XVII^e ET XVIII^e
SIÈCLES (1663-1760)



ENSEMBLE 1 FICHE DE TRAVAIL

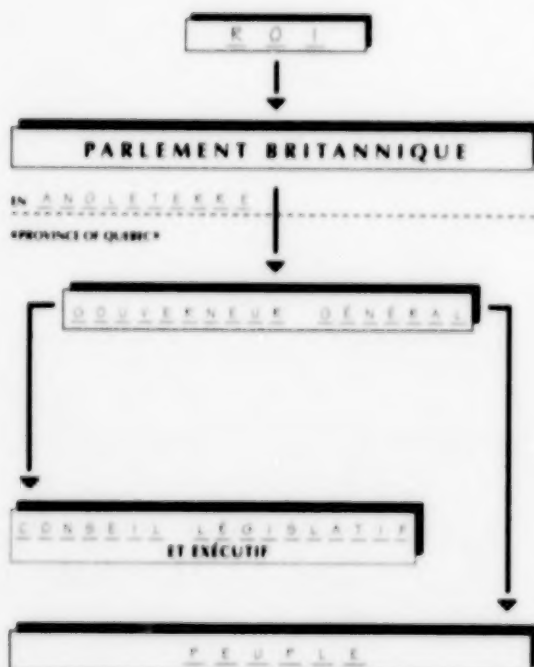
1. Le roi détient tous les pouvoirs et il n'y a pas d'élus.
2. a) le gouverneur
b) l'intendant
c) le Conseil souverain

ENSEMBLE 2 FICHE DE TRAVAIL

1. Le traité de Ryswick rétablit la situation telle qu'elle existait avant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. L'Acadie et la baie d'Hudson redeviennent possessions de la Nouvelle-France.
2. Le poisson et la fourrure.
3. La baie d'Hudson, Terre-Neuve et l'Acadie.
4. La faible densité de population et un vaste territoire.
5. La France cède à l'Angleterre toute l'Amérique française, sauf les îles Saint-Pierre-et-Miquelon.
6. L'exercice de la religion catholique est toléré.
Les habitants de la Nouvelle-France peuvent vendre leurs biens aux sujets britanniques.
Les habitants de la Nouvelle-France pourront quitter le territoire dans un délai de dix-huit mois.
7. C'est la fin du Régime français en Amérique.

ENSEMBLE 3 SCHÉMA

LES INSTITUTIONS
POLITIQUES SOUS
LA PROCLAMATION
ROYALE (1763)



ENSEMBLE 3 FICHE DE TRAVAIL

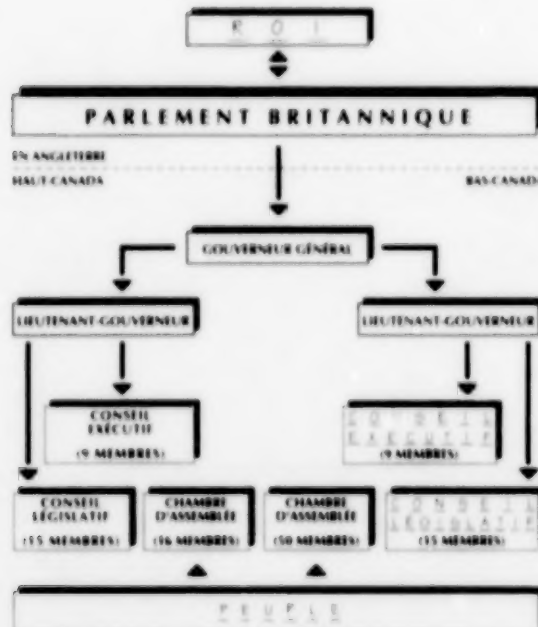
1. La « Province of Quebec » devient colonie britannique et est limitée à la vallée du Saint-Laurent.
2. Le gouverneur général britannique.
3. La mise en place d'une Chambre d'Assemblée dès que les conditions le permettent. L'établissement des lois criminelles et civiles anglaises.
4. L'exclusion de certains postes administratifs en raison du serment du Test.

ENSEMBLE 4 FICHE DE TRAVAIL

1. L'agitation dans les Treize colonies.
Le mécontentement des Canadiens.
2. Le Labrador, l'île d'Anticosti, les îles de la Madeleine, la région des Grands Lacs et de l'Ohio sont rattachés à la « Province of Quebec ».
3. Les seigneurs et les évêques, c'est-à-dire l'élite canadienne.

ENSEMBLE 5 SCHEMA

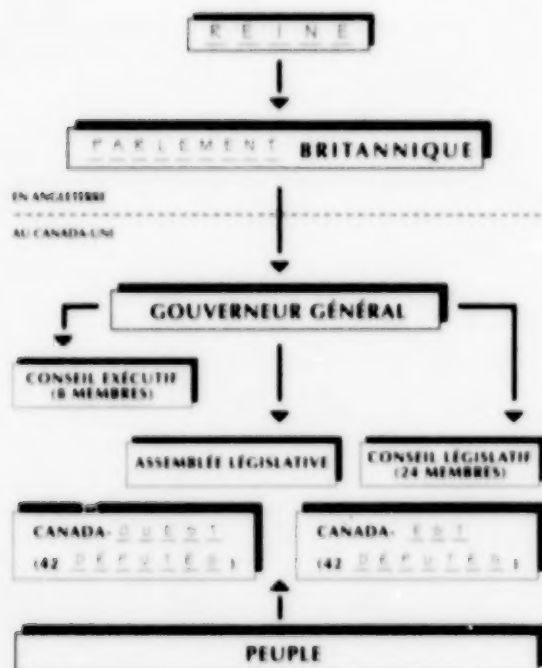
LES INSTITUTIONS
POLITIQUES
SOUS L'ACTE
CONSTITUTIONNEL
(1791)



ENSEMBLE 5
FICHE DE TRAVAIL

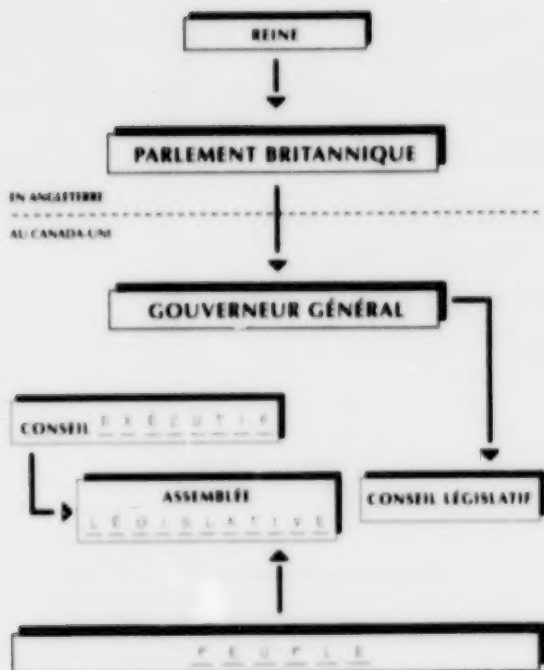
1. La création d'une Chambre d'Assemblée.
Les lois civiles anglaises.
2. La « Province of Quebec » est divisée en deux territoires : le Haut-Canada et le Bas-Canada.
3. La création d'une Chambre d'Assemblée.
4. Le droit de veto, le pouvoir de dissoudre la Chambre, le contrôle du budget, la nomination des conseillers.
5. La Chambre d'Assemblée.
6. L'absence de Conseil électif.
L'absence de contrôle de la Chambre sur les dépenses publiques.

ENSEMBLE 6
SCHEMA A
LES INSTITUTIONS
POLITIQUES SOUS
L'ACTE D'UNION
(1840)



ENSEMBLE 6
SCHEMA B

LES INSTITUTIONS
POLITIQUES SOUS
LE GOUVERNEMENT
RESPONSABLE (1848)

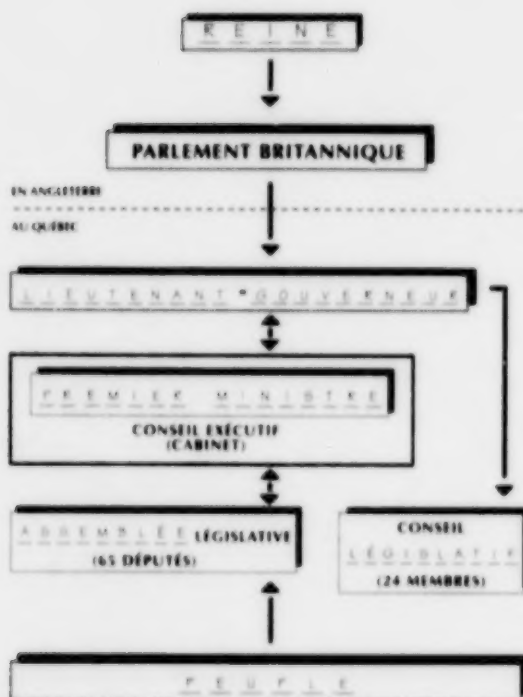


ENSEMBLE 6
FICHE DE TRAVAIL

1. L'union du Haut-Canada et du Bas-Canada.
2. a) Le gouverneur général et le Conseil exécutif.
b) L'Assemblée législative et le Conseil législatif.
3. L'Assemblée législative.
4. La Chambre a droit de regard sur l'administration.
Le Conseil exécutif doit conserver la confiance de la Chambre.
5. Les alliances entre les partis sont fragiles.
Les partis politiques ont de la difficulté à obtenir la majorité en Chambre.

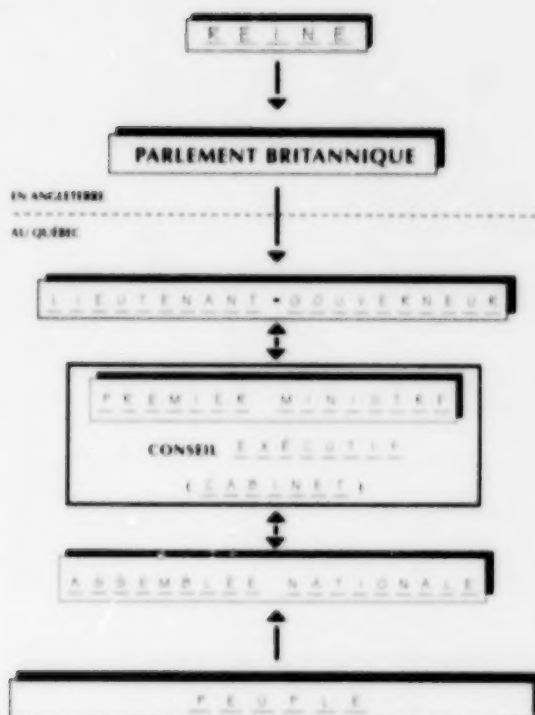
**ENSEMBLE 7
SCHÉMA A**

LES INSTITUTIONS
POLITIQUES
DU QUÉBEC
AU LENDEMAIN
DE L'ACTE DE
L'AMÉRIQUE DU
NORD BRITANNIQUE
(1867)



**ENSEMBLE 7
SCHÉMA B**

LES INSTITUTIONS
POLITIQUES
DU QUÉBEC
DEPUIS 1968



**ENSEMBLE 7
FICHE DE TRAVAIL**

1. La menace américaine, le non-renouvellement du traité de réciprocité de 1854 et la création d'un marché intérieur.
2. Un système de gouvernement à deux niveaux avec des pouvoirs partagés.
3. Le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse.
4. a) L'assurance-chômage, le service postal, la loi criminelle.
 bi) L'établissement et l'entretien des hôpitaux, la propriété et les droits civils, la célébration du mariage.
 Et toutes réponses contenues dans le préambule et les articles 91 et 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

ENSEMBLE 8
FICHE DE TRAVAIL

1. Le refus de reconnaître le Québec comme société distincte et le refus de lui accorder un droit de veto.
2. 1- La reconnaissance du Québec à titre de société distincte.
2- La garantie d'un rôle accru en matière d'immigration.
3- La participation à la nomination des juges de la Cour suprême du Canada.
4- La limitation de dépenser du gouvernement fédéral.
5- La reconnaissance d'un droit de veto au Québec sur les modifications à la Constitution.

FICHE SYNTHÈSE
LES GRANDS
ÉVÉNEMENTS
CAUSES
ET CONSÉQUENCES

ANNÉE					
MODIFICATIONS TERRITORIALES					
MODIFICATIONS POLITIQUES					
CAUSES					
CONSÉQUENCES					

(Les réponses sont contenues dans les corrigés des ensembles 1 à 8)

DEUXIÈME PARTIE

CORRIGÉS

ENSEMBLE 1 FICHE DE TRAVAIL

1. Les députés sont élus au suffrage quasi universel par les chefs de famille, hommes ou femmes, qui votent oralement en public.
2. Ce sont des groupes parlementaires ou des groupes d'intérêts qui ont des ressemblances ethniques, sociales et économiques.
3. a) La minorité britannique composée de fonctionnaires et de marchands.
b) Surtout la bourgeoisie canadienne-française composée de gens de professions libérales et de seigneurs.
4. Le contrôle des subsides, la responsabilité ministérielle, l'élection du Conseil législatif, la suprématie de la Chambre sur le gouvernement, le débat sur la langue.
5. a) Objectif : la formation d'un État indépendant au Bas-Canada.
b) Moyen : prendre les armes contre l'Angleterre.
6. Désormais, le pouvoir politique n'appartient plus au gouverneur seul, mais aussi aux chefs du parti politique qui a obtenu la majorité des sièges aux élections.

ENSEMBLE 2 FICHE DE TRAVAIL

1. Les Réformistes modérés, les Réformistes radicaux, les Bureaucrates (Conservateurs ou Tories).
2. Les partis forment des alliances parlementaires fondées sur les appartenances idéologiques.
3. Les Réformistes modérés et les Conservateurs du Bas-Canada; les Réformistes modérés et les Tories du Haut-Canada.
4. John Alexander Macdonald et George-Étienne Cartier.
5. Ce parti est sensible aux aspirations des Canadiens français catholiques et aux projets économiques des Canadiens anglais.
6. Des élections fréquentes, huit cabinets entre 1854 et 1864.

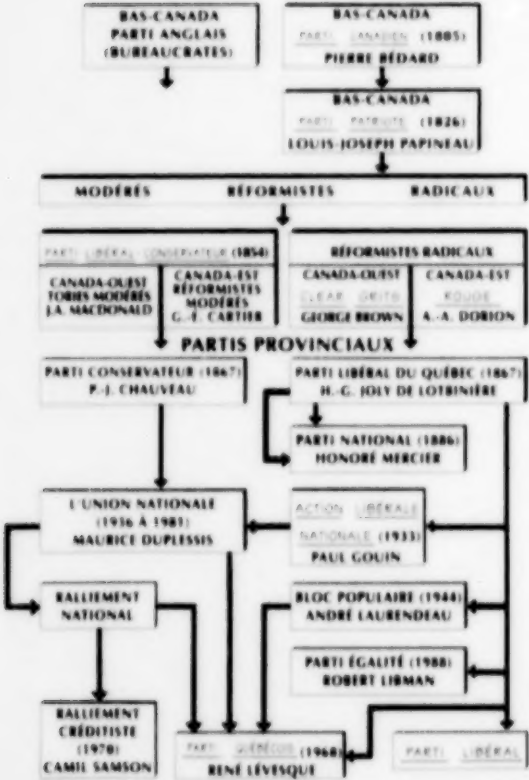
ENSEMBLE 3 FICHE DE TRAVAIL

1. Les partis politiques provinciaux sont des sections provinciales des partis fédéraux.
2. Le Parti libéral-conservateur et le Parti libéral.
3. Le clergé n'accepte pas le libéralisme radical des Rouges.
4. Les Conservateurs sont tenus responsables de la pendaison du chef métis, Louis Riel et le Parti national d'Honoré Mercier est élu en 1887.
5. L'appui à l'entreprise privée, les réussites de Wilfrid Laurier, des chefs prestigieux, la modernisation (industrialisation) de l'État du Québec.
6. L'Action libérale nationale de Paul Gouin et le Parti conservateur de Maurice Duplessis.

ENSEMBLE 4
FICHE DE TRAVAIL

1. Le Parti libéral a un programme moderne et une tendance provincialiste.
2. L'éducation, la santé et la création de sociétés d'État.
3. Les partis politiques sont plus nombreux à l'Assemblée nationale avec la venue du Parti québécois et du Ralliement créditiste.
4. La réalisation du projet hydroélectrique de la Baie-James.

FICHE SYNTHÈSE
L'ÉVOLUTION
DES PARTIS
POLITIQUES
QUÉBÉCOIS
(1792-1992)

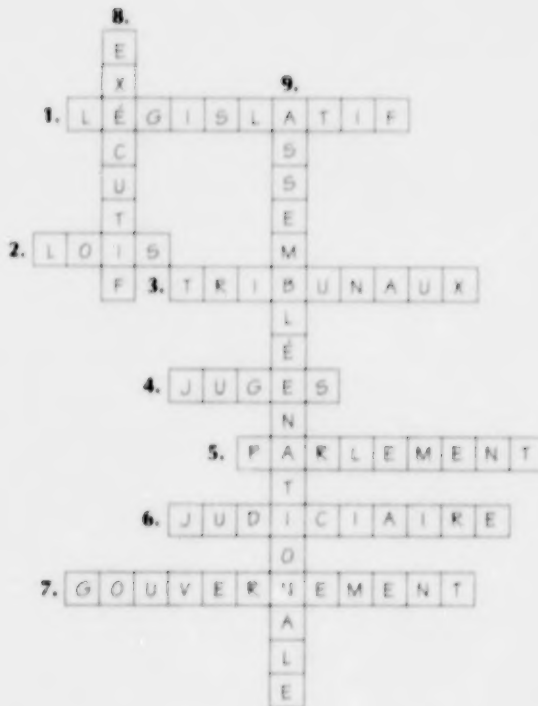


TROISIÈME PARTIE

CORRIGÉS

ENSEMBLE 1 FICHE DE TRAVAIL

JE DISTINGUE LES
TROIS POUVOIRS DE
L'ÉTAT AU QUÉBEC



ENSEMBLE 2 FICHE DE TRAVAIL

LE RÔLE DU DÉPUTÉ

Mot manquant :

- | | |
|--------------------------|----------------------|
| 1. représentant | 8. contrôleur |
| 2. élections | 9. siège |
| 3. élu | 10. questions |
| 4. parti | 11. commissions |
| 5. premier ministre | 12. réponse variable |
| 6. Opposition officielle | 13. réponse variable |
| 7. projets de loi | 14. réponse variable |

ENSEMBLE 3
FICHE DE TRAVAIL A

QUI FAIT QUOI
À L'ASSEMBLÉE
NATIONALE ?

Réponses :

- | | | | | | |
|------|------|------|-------|-------|-------|
| 1. h | 2. d | 3. e | 4. j | 5. b | 6. i |
| 7. k | 8. g | 9. a | 10. l | 11. c | 12. f |

ENSEMBLE 3
FICHE DE TRAVAIL B

MAJORITAIRE
OU MINORITAIRE ?
QUEL PROBLÈME ?

1. Oui, et ce sera un gouvernement majoritaire.
2. a) Oui, le parti X peut être porté au pouvoir, puisqu'il est celui qui a obtenu le plus grand nombre de sièges. Cependant, il forme un gouvernement minoritaire.
b) Oui, s'il obtient l'appui de 5 députés des partis Y ou Z.
3. 1944 et 1966.

ENSEMBLE 4
FICHE DE TRAVAIL

1. Présentation
2. Consultation générale (facultative)
3. Adoption du principe
4. Étude détaillée en commission
5. Prise en considération du rapport de la commission
6. Adoption
7. Sanction
8. Entrée en vigueur de la loi

ANNEXE 1

PRÉSIDENTS' DE L'ASSEMBLÉE

1792	Jean-Antoine Panet	1905	William Alexander Weir
1794	Michel-Eustache-Gaspard-Alain Chartier de Lotbinière	1907	Philippe-Honoré Roy
1797	Jean-Antoine Panet	1909	Louis-Philippe Pelletier
1815	Louis-Joseph Papineau	1912	Cyrille-Fraser Delâge
1823	Joseph-Rémi Vallières de Saint-Réal	1916	Antonin Galipeault
1825	Louis-Joseph Papineau	1919	Joseph-Napoléon Francœur
1841	Augustin Cuvillier	1928	Hector Laferté
1844	Sir Allan Napier MacNab	1930	Télesphore-Damien Bouchard
1848	Augustin-Norbert Morin	1936	Lucien Dugas
1852	John Sanfield Macdonald	1936	Jean-Paul Sauvé
1854	Louis-Victor Sicotte	1940	Bernard Bissonnette
1858	Henry Smith	1942	Valmore Bienvenue
1862	Joseph-Edouard Turcotte	1943	Cyrille Dumaine
1863	Lewis Wallbridge	1945	Alexandre Taché
1867	Joseph-Godric Blanchet	1955	Maurice Tellier
1875	Pierre Fortin	1960	Lucien Cliche
1876	Louis Beaubien	1962	Richard Hyde
1878	Arthur Turcotte	1965	Guy Lechasseur
1882	Louis-Olivier Taillon	1966	Rémi Paul
1884	Jonathan Saxton Campbell Wurtele	1968	Gérard Lebel
1887	Félix-Gabriel Marchand	1970	Raynald Fréchette
1892	Pierre-Évariste Leblanc	1970	Jean-Noël Lavoie
1897	Jules Tessier	1976	Clément Richard
1901	Henri-Benjamin Rainville	1980	Claude Vaillancourt
1905	Auguste Tessier	1983	Richard Guay
		1985	Pierre Lorrain
		1989	Jean-Pierre Saintonge

1 Jusqu'en 1968, les Présidents étaient connus sous le titre d'orateur.

Sources: *Annuaire du Québec*, éditions 1989-1990.

Desjardins, Joseph. *Guide parlementaire historique de la province de Québec, 1792 à 1902*. Québec: Bibliothèque de la Législature de Québec, 1902.

ANNEXE 2

ADMINISTRATEURS DE LA NOUVELLE-FRANCE (1633-1760)

GOUVERNEURS

1633-1635	Samuel de Champlain ¹
1636-1648	Charles Huault de Montmagny ²
1648-1651	Louis d'Ailleboust de Coulonge et d'Argentenay
1651-1657	Jean de Lauson
1658-1661	Pierre Voyer d'Argenson
1661-1663	Pierre Dubois Davaugour
1663-1665	Augustin de Salfray de Mézy
1665-1672	Daniel de Rémy de Courcelle
1672-1682	Louis de Buade, comte de Frontenac et de Pallau
1682-1685	Joseph-Antoine Le Febvre de la Barre
1685-1689	Jacques-René de Brisay de Denonville, marquis de Denonville
1689-1698	Louis de Buade, comte de Frontenac
1699-1703	Louis-Hector de Callière
1703-1725	Philippe de Rigaud de Vaudreuil, marquis de Vaudreuil
1726-1747	Charles de Beauharnois de La Boische, marquis de Beauharnois
1748-1749	Roland-Michel Barrin de La Galissonnière, marquis de La Galissonnière
1749-1752	Jacques-Pierre de Taffanel de La Jonquière, marquis de La Jonquière
1752-1755	Angé Duquesne de Menneville, marquis Duquesne
1755-1760	Pierre de Rigaud de Vaudreuil de Cavagnial, marquis de Vaudreuil

INTENDANTS

1665-1668	Jean Talon
1668-1670	Claude de Routrou d'Aubigny
1670-1672	Jean Talon
1675-1682	Jacques Duchesneau de La Doussinière et d'Amhault
1682-1686	Jacques de Meulles
1686-1702	Jean Bochart de Champigny
1702-1705	François de Beauharnois de La Chaussage, baron de Beauville
1705-1710	Jacques Raudot et Antoine-Denis Raudot
1710-1724	Michel Bégon de la Picardière
1724-1725	Edmé-Nicolas Robert
1725-1726	Gaillaume de Chazelles
1726-1728	Claude-Thomas Dupuy
1729-1748	Gilles Hocquart
1748-1760	François Bigot

¹ Champlain portait le titre de lieutenant-général.

² Montmagny fut le premier à porter le titre de gouverneur.

Sources : DESJARDINS, Joseph. *Guide parlementaire historique de la province de Québec, 1792 à 1902*. Québec, Bibliothèque de la Législature de Québec, 1902.

Dictionnaire biographique du Canada. Index chronologique. Volumes I à XII de l'an 1000 à 1900. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1991.

ANNEXE 3

GOUVERNEURS EN CHEF

1763-1768	James Murray	1835-1838	Archibald Acheson, 2 ^e comte de Gosford
1768-1778	Guy Carleton, 1 ^{er} baron de Dorchester	1838-1838	John George Lambton, 1 ^{er} comte de Durham
1778-1786	Sir Frederick Haldimand	1838-1839	John Colborne, 1 ^{er} baron de Seaton
1786-1796	Guy Carleton, 1 ^{er} baron de Dorchester	1839-1841	Charles Edward Poulett Thompson, 1 ^{er} baron de Sydenham
1796-1807	Robert Prescott	1841-1843	Sir Charles Bagot
1807-1811	Sir James Henry Craig	1843-1845	Charles Theophilus Metcalfe, 1 ^{er} baron de Metcalfe
1811-1815	Sir George Prevost	1846-1847	Charles Murray Cathcart, 2 ^e comte de Cathcart
1816-1818	Sir John Coape Sherbrooke	1847-1854	James Bruce, 8 ^e comte d'Elgin et 12 ^e comte de Kincardine
1818-1819	Charles Lennox, 4 ^e duc de Richmond et Lennox	1854-1861	Sir Edmund Walker Head
1820-1828	George Ramsay, 9 ^e comte de Dalhousie	1861-1867	Charles Stanley Monck, 4 ^e vicomte de Monck
1830-1835	Matthew Whitworth, 5 ^e baron d'Aylmer		

Sources : DESJARDINS, Joseph. *Guide parlementaire historique de la province de Québec, 1792 à 1902*. Québec : Bibliothèque de la Législature de Québec, 1902.
Dictionnaire biographique du Canada. Index onomastique. Volumes I à XII de l'an 1000 à 1900. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1993.

ANNEXE 4

PREMIERS MINISTRES DU CANADA-UNI

1841-1842	Charles Richard Ogden William Henry Draper	1855-1856	Étienne-Pascal Taché Allan Napier MacNab
1842-1843	Louis-Hippolyte La Fontaine Robert Baldwin	1856-1857	Étienne-Pascal Taché John Alexander Macdonald
1843-1846	Denis-Benjamin Viger William Henry Draper	1857-1858	George-Étienne Cartier John Alexander Macdonald
1846-1847	Denis-Benjamin Papineau William Henry Draper	1858	Antoine-Aimé Dorion George Brown
1847	Denis-Benjamin Papineau Henry Sherwood	1858-1862	George-Étienne Cartier John Alexander Macdonald
1847-1848	Henry Sherwood	1862-1863	Louis-Victor Sicotte John Sandfield Macdonald
1848-1851	Louis-Hippolyte La Fontaine Robert Baldwin	1863-1864	Antoine-Aimé Dorion John Sandfield Macdonald
1851-1854	Augustin-Norbert Morin Francis Hincks	1864-1865	Étienne-Pascal Taché John Alexander Macdonald
1854-1855	Augustin-Norbert Morin Allan Napier MacNab	1865-1867	Narcisse-Fortunat Belleau John Alexander Macdonald

ANNEXE 5

GOUVERNEURS GÉNÉRAUX¹ DU CANADA

1867	Vicomte Monck
1869	Baron Lisgar
1872	Comte de Dufferin
1878	Marquis de Lorne
1883	Marquis de Lansdowne
1888	Baron Stanley de Preston
1893	Comte d'Aberdeen
1898	Comte de Minto
1904	Comte Grey
1911	Duc de Connaught
1916	Duc de Devonshire
1921	Baron Byng de Vimy
1926	Vicomte Willingdon de Raton
1931	Comte de Bessborough
1935	Baron Tweedsmuir d'Elsfield
1940	Comte d'Athlone
1946	Vicomte Alexander de Tunis
1952	Vincent Massey
1959	Georges-P. Vanier
1967	Roland Michener
1973	Jules Léger
1979	Edward Schreyer
1983	Jeanne Sauvé
1990	Raymond Hnatyshyn

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS DU QUÉBEC

1867	Narcisse-Fortunat Belleau
1873	René-Édouard Caron
1876	Luc Letellier de Saint-Just
1879	Théodore Robitaille
1884	Louis-François-Rodrigue Masson
1887	Auguste-Réal Angers
1892	Adolphe Chapleau
1898	Louis-Amable Jetté
1908	Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier
1911	François Langelier
1915	Pierre-Évariste Leblanc
1918	Charles Fitzpatrick
1923	Louis-Philippe Brodeur
1924	Narcisse Pérodeau
1928	Lomer Gouin
1929	Henry George Carroll
1934	Esiolf-Léon Patenaude
1939	Eugène Fiset
1950	Gaspard Fauteux
1958	Onésime Gagnon
1961	Paul Comtois
1966	Hugues Lapointe
1978	Jean-Pierre Côté
1984	Gilles Lamontagne
1990	Martial Asselin

1. Cette liste utilise le nom le plus usuel sous lequel les gouverneurs généraux ont été connus au Canada.

Source: CHARPENTIER, Louise, René Durocher, Christian Laville, Paul-André Lortie, *Nouvelle Histoire du Québec et du Canada*, Montréal, Centre éducatif et culturel inc., 1990.

ANNEXE 6

PREMIERS MINISTRES DU CANADA

1867	John Alexander Macdonald Conservateur	1926	Arthur Meighen Conservateur
1873	Alexander Mackenzie Libéral	1926	William Lyon Mackenzie King Libéral
1878	John Alexander Macdonald Conservateur	1930	Richard Bedford Bennett Conservateur
1891	John Joseph Caldwell Abbott Conservateur	1935	William Lyon Mackenzie King Libéral
1892	John Sparrow David Thompson Conservateur	1948	Louis Stephen Saint-Laurent Libéral
1894	Mackenzie Bowell Conservateur	1957	John George Diefenbaker Conservateur
1896	Charles Tupper Conservateur	1963	Lester Bowles Pearson Libéral
1896	Wilfrid Laurier Libéral	1968	Pierre Elliott Trudeau Libéral
1911	Robert Laird Borden Conservateur	1979	Charles Joseph Clark Conservateur
1917	Robert Laird Borden Unioniste	1980	Pierre Elliott Trudeau Libéral
1920	Arthur Meighen Unioniste	1984	John Turner Libéral
1921	William Lyon Mackenzie King Libéral	1984	Brian Mulroney Conservateur
		1988	Brian Mulroney Conservateur

ANNEXE 6 (suite)

PREMIERS MINISTRES DU QUÉBEC

1867	Pierre-Joseph Olivier Chauveau Conservateur	1920	Louis-Alexandre Taschereau Libéral
1873	Gédéon Ouimet Conservateur	1936	Adélard Godbout Libéral
1874	Charles-Eugène Boucher de Boucherville Conservateur	1936	Maurice Duplessis Union nationale
1878	Henri-Gustave Joly de Lotbinière Libéral	1939	Adélard Godbout Libéral
1879	Joseph-Adolphe Chapleau Conservateur	1944	Maurice Duplessis Union nationale
1882	Joseph-Alfred Mousseau Conservateur	1959	Paul Sauvé Union nationale
1884	John Jones Ross Conservateur	1960	Antonio Barrette Union nationale
1887	Louis-Olivier Taillon Conservateur	1960	Jean Lesage Libéral
1887	Honoré Mercier Parti national	1966	Daniel Johnson Union nationale
1891	Charles-Eugène Boucher de Boucherville Conservateur	1968	Jean-Jacques Bertrand Union nationale
1892	Louis-Olivier Taillon Conservateur	1970	Robert Bourassa Libéral
1896	Edmund James Flynn Conservateur	1976	René Lévesque Parti québécois
1897	Félix-Gabriel Marchand Libéral	1985	Pierre-Marc Johnson Parti québécois
1900	Simon-Napoléon Parent Libéral	1985	Robert Bourassa Libéral
1905	Lomer Gouin Libéral	1989	Robert Bourassa Libéral

Source : CHARPENTIER, Louise, René Durocher, Christian Lasalle, Paul-André Linteau, *Nouvelle Histoire du Québec et du Canada*, Montréal, Centre éducatif et culturel inc., 1990.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSEMBLÉE NATIONALE. *Règles de procédure et autres dispositions pertinentes*. Québec, Assemblée nationale, 1991.
- BOUCHARD, Claude, Robert Lagassé. *Nouvelle-France, Canada, Québec, Histoire du Québec et du Canada*. Montréal, Éditions Beauchemin Ltée, 1986, 386 p.
- CARDIN, Jean-François, Raymond Bédard, Esther Demers, René Fortin. *Le Québec : héritages et projets*. Montréal, Les Éditions HRW ltée, 1984, 506 p.
- CHARPENTIER, Louise, René Durocher, Christian Laville, Paul-André Linteau. *Nouvelle Histoire du Québec et du Canada*. Montréal, Centre éducatif et culturel inc., 1990, 464 p.
- COLLABORATION. *Adhésion(1) du Québec à l'Accord du Lac Meech, Points de vue juridiques et politiques*. Montréal, Les Éditions Thémis, 1988, 261 p.
- CORNELL, Paul G., Jean Hamelin, Fernand Ouellet, Marcel Trudel. *Canada, Unité et diversité*. Holt, Rinehart et Winston Limitée, 1968, 578 p.
- DESCHÊNES, Gaston. *Le député québécois*. Québec, Assemblée nationale, 1979, 61 p.
- DESCHÊNES, Gaston. *Organisation et fonctionnement de l'Assemblée nationale*. Québec, Assemblée nationale, 1982, 53 p.
- DESCHÊNES, Gaston et Maurice Pellerin. *Le Parlement du Québec*. Québec, Les Publications du Québec, 1991, 123 p.
- DESCHÊNES, Gaston et Micheline Nadeau. « Les Institutions politiques et administratives du Québec » dans *Le Québec statistique*, Québec, Les Publications du Québec, 1989, p. 99-121.
- DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DE L'ACCUEIL. *Qu'est-ce que l'Assemblée nationale ?*. Québec, Assemblée nationale, 1992, 60 p.
- DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DE L'ACCUEIL. *Votre Assemblée*. Québec, Assemblée nationale, 1985.
- LACOURSIÈRE, Jacques, Jean Provencher et Denis Vaugeois. *Canada-Québec, Synthèse historique*. Montréal, Éditions du Renouveau Pédagogique inc., 1969, 615 p.
- LEMIEUX, Vincent. *Personnel et partis politiques au Québec*. Montréal, Boréal Express, 1982, 350 p.
- LORRIOT, Gérard. *Idéologies et régimes politiques comparés*. Montréal, Les productions les trois filles du roi inc., 1980, 276 p.
- PELLETIER, Réjean, sous la direction. *Partis politiques au Québec*. Montréal, Hurtubise HMH, 1976, 299 p.
- PELLETIER, Réjean. *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*. Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.

ILLUSTRATIONS SIGNALÉTIQUES

Armoiries royales sculptées par Pierre-Noël Levasseur, 1727. (Photographie : Patrick Altman, Musée du Québec)	15
Médaille frappée par la France en 1763 pour marquer le traité de paix entre la France et l'Angleterre. Sur cette pièce d'or apparaît une femme représentant la paix, et derrière elle, des trophées militaires. (Collection privée)	19
Ce dessin de Cobin gravé par Hulet illustre le triomphe de l'Angleterre sur la France. (Archives nationales du Canada C-7079)	35
Le premier Conseil législatif de Québec en 1774, tel qu'illustré par Charles W. Simpson en 1927. (Archives nationales du Canada C-11944)	41
La première Chambre d'Assemblée du Bas-Canada telle que représentée par Charles W. Simpson en 1927. (Archives nationales du Canada)	49
« Incendie du Parlement à Montréal par des émeutiers en 1849 ». Dessin de Somerville, tiré de The Illustrated London News du 19 mai 1849.	59
Après trois conférences, les délégués du Québec, de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard en viennent à une entente qui amènera la formation du Dominion du Canada en 1867. (Collection privée)	67
Après l'échec de l'Accord du Lac Meech, le Québec reste à nouveau isolé. (Photographie : Claire Dufour, Direction des Communications et de l'accueil, Assemblée nationale)	81
« Le débat sur les langues : séance de l'Assemblée législative du Bas-Canada le 21 janvier 1791 », œuvre du peintre Charles Huot, 1910-1913, huile sur toile marouflée sur le mur, Salle de l'Assemblée nationale, Québec. Lors de l'inauguration de la première Chambre d'Assemblée en 1792, il n'existe pas encore de partis politiques. Cependant, les députés vont peu à peu se regrouper autour d'intérêts sociaux, économiques ou linguistiques. (Archives de l'Assemblée nationale)	91
Aquarelle de James Duncan, représentant l'Assemblée législative en session au Marché Sainte-Anne à Montréal, vers 1845. (Musée des Beaux-Arts du Canada)	95
Séance de l'Assemblée législative en 1924. (Archives de l'Assemblée nationale)	97
Ouverture de la session de l'Assemblée législative en 1960. (Fond du ministère des Communications, Archives nationales du Québec à Québec)	101
L'Hôtel du Parlement. (Photographie : Marc Lajoie, ministère des Communications)	111
Séance de l'Assemblée nationale sous la présidence de monsieur Jean-Pierre Saintonge, le 28 novembre 1989. (Photographie : Marc Lajoie, ministère des Communications)	119
La Masse, symbole de l'autorité de l'Assemblée nationale. (Archives de l'Assemblée nationale)	115
La salle Louis-Hippolyte La Fontaine, à l'Hôtel du Parlement, est utilisée pour les travaux des diverses Commissions parlementaires. (Photographie : Louise Leblanc, Service de l'audiovisuel de l'université Laval)	119

ASSEMBLÉE NATIONALE



Gouvernement du Québec
Ministère
de l'Éducation

